

## EVALUATION D'OPERATION

Sénégal, Programme de Pays SENEGAL 200249 :  
Evaluation à mi-parcours du Programme de Pays du  
PAM (2012-2016)

### Rapport d'Evaluation final - Annexes

[Février, 2016]

Equipe d'Evaluation: Mirella Mokbel Genequand (Chef de mission), Johan Pasquet, Khadijhatou Seck

Gestionnaire de l'Evaluation: Cécile Patat (IRAM)

Contrôle qualité : Cécile Patat et François Doligez (IRAM)

Mandaté par le:

**Bureau d'Evaluation du PAM**

Numéro du rapport: OEV/2015/007

## **Remerciements**

L'équipe d'évaluation remercie toutes les personnes qui ont contribué à l'organisation et à la réalisation de cette évaluation, en particulier le personnel du Bureau Pays du PAM au Sénégal, les sous-bureaux de Kaolack et Tambacounda, les partenaires, bénéficiaires et personnes ressources qui ont accepté de rencontrer l'équipe et de répondre à nos questions à Dakar et dans les dix départements visités.

## **Avertissement**

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'équipe d'évaluation et ne reflètent pas nécessairement celles du Programme Alimentaire Mondial. La responsabilité pour les opinions exprimées dans ce rapport repose exclusivement sur ses auteurs. La publication de ce document n'implique pas le partage des opinions exprimées par le PAM.

Les descriptions et présentations faites sur la base de cartes n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part du PAM concernant le statut légal ou constitutionnel d'aucun pays, territoire ou mer, ou concernant la délimitation de frontières.

## **Mandataire de l'évaluation**

Point focal du bureau de l'évaluation : Julie Thoulouzan, OEV

Responsable du Projet « Evaluations d'Opérations » : Elise Benoit (PAM)

## **Liste des Annexes**

Annexe 1 : Termes de Référence.....	3
Annexe 2 : Calendrier de la visite au Sénégal .....	34
Annexe 3 : Matrice de l'évaluation .....	37
Annexe 4 : Liste des documents consultés.....	53
Annexe 5 : Liste des personnes rencontrées .....	66
Annexe 6 : Notes sur la méthodologie.....	72
Annexe 7 : Composante 1 – Informations complémentaires.....	84
Annexe 8 : Composante 2 – Informations complémentaires .....	90
Annexe 9 : Composante 3 – Informations complémentaires .....	95
Annexe 10 : Grille de notation du PP Sénégal 200249 .....	101
Annexe 11 : PP 200249 – Informations complémentaires sur l'exécution budgétaire .....	104

## Annexe 1 : Termes de Référence



### SYSTEME D'ASSURANCE QUALITE DES EVALUATIONS

Bureau de l'évaluation

*Mesurer les résultats et partager les enseignements*

[VERSION FINALE, 16 AVRIL 2015]

#### TERMES DE REFERENCE

#### EVALUATION D'OPERATION

#### PROGRAMME DE PAYS SENEGAL 200249

#### TABLE DES MATIERES

<b>1. Introduction.....</b>	<b>4</b>
<b>2. Justification de l'évaluation.....</b>	<b>4</b>
2.1. Raison d'être de l'évaluation.....	4
2.2. Objectifs.....	4
2.3. Parties prenantes et utilisateurs .....	5
<b>3. Objet de l'évaluation.....</b>	<b>6</b>
<b>4. Approche méthodologique de l'évaluation.....</b>	<b>13</b>
4.1. Portée de l'évaluation .....	13
4.2. Questions d'évaluation .....	13
4.3 Étude d'évaluabilité.....	14
4.4. Méthodologie.....	15
4.5. Assurance qualité .....	15
<b>5. Phases et produits attendus.....</b>	<b>16</b>
<b>6. Organisation de l'évaluation.....</b>	<b>18</b>
6.1 Approche axée sur l'externalisation.....	18
6.2 Gestion de l'évaluation.....	18
6.3 Conduite de l'évaluation .....	19
6.4 Considérations en rapport avec la sécurité .....	20
<b>7. Rôles et responsabilités des parties prenantes du PAM .....</b>	<b>20</b>
<b>8. Communication et budget .....</b>	<b>21</b>
8.1. Communication.....	21
8.2. Budget .....	21
<b>Annexe 1: Carte .....</b>	<b>23</b>
<b>Annexe 2: Échéancier de l'évaluation .....</b>	<b>24</b>
<b>Annexe 3: Cadre logique révisé.....</b>	<b>25</b>
<b>Liste des sigles utilisés dans le document .....</b>	<b>33</b>

## 1. Introduction

1. Les présents Termes de référence s'appliquent à l'évaluation du Programme de Pays du Sénégal (CP 200249). Cette évaluation, effectuée à la demande du Bureau de l'évaluation du PAM, se déroulera d'août 2015 à février 2016. Conformément à l'approche axée sur l'externalisation adoptée par le PAM pour les évaluations d'opération, l'étude sera gérée et réalisée sous la direction d'un cabinet d'évaluation externe comptant parmi ceux ayant conclu un accord à long terme avec le PAM pour ce type de travaux.
2. Ces termes de référence ont été établis selon un modèle par le point focal au Bureau de l'évaluation, à l'issue d'un premier examen de la documentation et de consultations avec les parties prenantes. Leur finalité est double: 1) donner des informations essentielles au cabinet chargé de l'évaluation et guider le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe d'évaluation tout au long du processus; et 2) donner aux parties prenantes des informations essentielles sur l'évaluation proposée.
3. La version définitive des termes de référence sera établie à la lumière des observations reçues sur la version provisoire et compte tenu de l'accord conclu avec le cabinet retenu. L'évaluation sera conduite en conformité avec les termes de référence.

## 2. Justification de l'évaluation

### 2.1. Raison d'être de l'évaluation

4. Dans un contexte de regain d'importance accordé au niveau institutionnel à la communication de données factuelles et à l'obligation de rendre compte des résultats, le PAM s'est engagé à faire évaluer un plus grand nombre d'opérations et a chargé le Bureau de l'évaluation de faire réaliser une série d'évaluations d'opérations pendant la période 2013-2016.
5. Les opérations à évaluer sont choisies sur la base de critères d'utilité et de risque<sup>1</sup>. À partir d'une liste d'opérations présélectionnées répondant à ces critères, dressée par le Bureau de l'évaluation, le bureau régional a retenu, en concertation avec le bureau de pays, le Programme de Pays du Sénégal (CP 200249) pour faire l'objet d'une évaluation indépendante. En particulier, le calendrier de travail a été arrêté de manière à ce que les constatations puissent éclairer les futures décisions relatives à mise en œuvre du programme actuel et à la conception du prochain programme de pays.

### 2.2. Objectifs

6. La présente évaluation a deux objectifs, qui sont complémentaires: rendre compte des résultats et tirer des enseignements utiles pour l'avenir:
  - **Obligation redditionnelle** – L'évaluation mesurera la performance et les résultats de l'opération et en rendra compte. Une réponse de la direction aux recommandations issues de l'évaluation sera établie.
  - **Apprentissage** – L'évaluation déterminera les raisons pour lesquelles certains résultats se sont concrétisés ou non afin d'en tirer des enseignements et de dégager de bonnes pratiques et des conseils pragmatiques. Elle donnera lieu à des constatations fondées sur des données factuelles qui serviront à éclairer la prise de décisions opérationnelles et stratégiques. Les constatations seront activement diffusées et les enseignements seront intégrés aux systèmes pertinents de transmission des savoirs.

---

<sup>1</sup> Les critères d'utilité portaient à la fois sur le caractère opportun de l'évaluation compte tenu du cycle de l'opération considérée et sur la couverture des évaluations récentes et prévues. Les critères de risque reposaient sur une classification et une hiérarchisation des bureaux de pays du PAM prenant en considération une large gamme de facteurs de risque, y compris les facteurs opérationnels et externes, ainsi que les auto-évaluations effectuées par les bureaux de pays aux fins du contrôle interne.

### 2.3. Parties prenantes et utilisateurs

7. **Parties prenantes.** Les résultats de l'évaluation présentent un intérêt pour diverses parties prenantes, à l'intérieur comme à l'extérieur du PAM, et il sera demandé à nombre d'entre elles de jouer un rôle dans le processus d'évaluation. Le tableau 1 ci-dessous présente une analyse préliminaire des parties prenantes, que l'équipe d'évaluation approfondira dans le dossier initial.

**Tableau 1: Analyse préliminaire des parties prenantes**

<b>Parties prenantes</b>	<b>Intérêt présenté par l'évaluation</b>
<b>PARTIES PRENANTES INTERNES</b>	
<b>Bureau de pays</b>	Responsable de la planification et de l'exécution des opérations au niveau du pays, le bureau de pays est la principale partie prenante ici. Il est directement concerné par l'évaluation et a tout intérêt à tirer des enseignements de l'expérience afin d'éclairer la prise de décisions. Il est aussi appelé à rendre compte de la performance et des résultats de son opération, en interne mais aussi à ses bénéficiaires et ses partenaires.
<b>Bureau régional Dakar (Afrique de l'Ouest)</b>	Responsable à la fois de la supervision des bureaux de pays, de l'encadrement et de l'appui technique, la direction du bureau régional a grand intérêt à prendre connaissance d'un bilan indépendant de la performance opérationnelle ainsi qu'à tirer les enseignements des constatations issues de l'évaluation afin de les appliquer à d'autres bureaux de pays.
<b>Bureau de l'évaluation</b>	Le Bureau de l'évaluation est chargé de faire évaluer diverses opérations au cours de la période 2013-2016. Ces évaluations relevant d'une nouvelle approche, axée sur l'externalisation, le Bureau a un rôle à jouer pour veiller à ce que cette formule permette d'obtenir des travaux de qualité, utiles et crédibles.
<b>Conseil d'administration du PAM</b>	L'organe directeur du PAM a un intérêt à être informé de l'efficacité des opérations menées. La présente évaluation ne sera pas soumise au Conseil d'administration, mais les constatations qui en seront issues seront incorporées dans une synthèse annuelle de toutes les évaluations d'opération, qui sera présentée au Conseil à sa session de novembre.
<b>PARTIES PRENANTES EXTÉRIEURES</b> (voir la liste des parties prenantes extérieures au tableau 2)	
<b>Bénéficiaires</b>	En tant que destinataires finaux de l'assistance alimentaire, les bénéficiaires sont directement concernés lorsqu'il s'agit pour le PAM de déterminer si l'aide qu'il apporte est appropriée et efficace. De ce fait, il faudra définir le degré de participation à l'évaluation des femmes, des hommes, des garçons et des filles appartenant à différents groupes, et l'on s'attachera à recueillir leurs points de vue respectifs.
<b>Gouvernement</b>	Il est de l'intérêt direct du gouvernement de savoir si les activités du PAM dans le pays concordent avec les priorités nationales, sont harmonisées avec l'action d'autres partenaires et produisent les résultats escomptés. Les questions liées au développement des capacités, au transfert des responsabilités et à la durabilité seront d'un intérêt tout particulier. Figurent parmi les partenaires du PAM le Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire (SE/CNSA), la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM) qui relève du cabinet du Premier Ministre, le Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement, le Ministère de l'Education Nationale (MEN), et le Ministère de la santé et de l'action sociale (MSAS).

<b>Parties prenantes</b>	<b>Intérêt présenté par l'évaluation</b>
<b>Équipe de pays des Nations Unies</b>	L'action harmonisée de l'équipe de pays des Nations Unies devrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement du gouvernement. Il y a donc tout intérêt à ce que l'opération du PAM contribue efficacement aux efforts concertés des Nations Unies. Divers organismes collaborent également directement avec le PAM au niveau des politiques et des activités.
<b>Organisations non gouvernementales (ONG)</b>	Les ONG aident le PAM à exécuter certaines activités, tout en menant dans le même temps leurs propres interventions. Les résultats de l'évaluation pourraient faire évoluer à l'avenir les modalités d'exécution, les orientations stratégiques et les partenariats.
<b>Donateurs</b>	Les donateurs financent les opérations du PAM sur une base volontaire. Il est de leur intérêt de savoir si leurs fonds ont été utilisés avec efficacité et si le travail du PAM a été efficace et a contribué à leurs propres stratégies et programmes.

8. **Utilisateurs.** Les utilisateurs directs de cette évaluation seront:

- Le bureau de pays et ses partenaires dans la prise de décisions liées notamment à l'exécution et/ou à la conception des programmes, à la stratégie de pays et aux partenariats.
- Compte tenu des fonctions centrales qui sont les siennes, le Bureau régional est censé exploiter les constatations issues de l'évaluation pour fournir des orientations stratégiques et un appui aux programmes, et assurer un contrôle.
- Le Bureau de l'évaluation incorporera les constatations issues de l'évaluation dans une synthèse annuelle portant sur toutes les évaluations d'opération, et il se penchera sur le processus d'évaluation afin d'affiner le cas échéant son approche pour les évaluations d'opération.

### 3. Objet de l'évaluation

9. Le Sénégal qui figure parmi les pays les moins avancés, est classé 163e sur 187 selon le Rapport sur le développement humain de 2014. Environ 6.4 million de personnes, près de la moitié de la population, vivent dans la pauvreté. Les ressources les plus importantes du pays sont la pêche, le tourisme et la production d'arachides. Le secteur agricole, essentiellement à caractère saisonnier et pluvial, emploie presque 60% de la population active mais contribue seulement à hauteur de 7% du produit intérieur brut (PIB), en 2012.
10. Des actes sporadiques de violence et de banditisme en Casamance naturelle continuent de nuire à l'agriculture locale, l'emploi, le commerce et le transport dans trois régions. Comme d'autres pays du Sahel, le Sénégal est affecté par des chocs climatiques récurrents, des déficits de production alimentaire et la volatilité des prix. Le pays a été confronté à des crises alimentaires à répétition au cours des dernières années, le plus récemment en 2007-2008 et 2012.
11. En dépit des efforts pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), les prévalences d'insécurité alimentaire et de la malnutrition restent toujours élevées dans plusieurs régions. Une enquête de la sécurité alimentaire nationale et de la nutrition menée en 2013 par le gouvernement, le PAM et d'autres partenaires des Nations Unies a confirmé que les crises alimentaires ont affecté la sécurité alimentaire avec 18,8 % des ménages ou plus de 2,2 millions de personnes en état d'insécurité alimentaire. Les ménages vivant en milieu rural sont les plus affectés.
12. La moyenne nationale de la malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants de 6 à 59 mois se situe à 9,1%, soit une situation précaire dans l'ensemble<sup>2</sup>. Quant à la malnutrition chronique, l'enquête nationale sur la sécurité alimentaire et la nutrition (ENSAN) de

<sup>2</sup> ENSAN 2013

2013 montre une situation plutôt acceptable au niveau national (16,5%) avec cependant des disparités géographiques. La scolarisation universelle et le maintien des enfants à l'école demeurent une préoccupation.

13. Le programme de pays 200249 (2012–2016) a été élaboré conformément au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour la même période. Lors de sa formulation initiale, l'opération comprenait 3 composantes centrées sur:
  - **Composante 1** : la réhabilitation des infrastructures productives et des ressources naturelles afin d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages et d'aider les groupes vulnérables en milieu rural à faire face aux chocs climatiques;
  - **Composante 2** : le soutien nutritionnel aux enfants de moins de 5 ans, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes dans le cadre d'un programme de prise en charge de la malnutrition aiguë et d'éducation nutritionnelle ainsi que l'appui à la production du sel iodé et la transformation des céréales locales en farine enrichie; et
  - **Composante 3** : l'appui à l'alimentation scolaire destinée aux enfants âgés de 3 à 12 ans.
14. Au sein de chacune de ces composantes, le programme de pays vise à établir les bases du transfert progressif des responsabilités au Gouvernement moyennant le renforcement des capacités nationales au niveau central et local.
15. Le programme de pays ciblait à l'origine 1,9 million de bénéficiaires dans les régions de Dakar, Diourbel, Fatick, Kaffrine, Kaolack, Kédougou, Louga, Matam, Tambacounda et Thiès, alors que l'intervention prolongée de secours et redressement (IPSR) 200138 couvrait la Casamance. Cependant, la portée du programme de pays a été révisée début 2015 et se concentre désormais principalement sur l'insécurité alimentaire structurelle, la malnutrition chronique, les débouchés qu'offre aux petits agriculteurs le projet pilote «Acheter aux Africains pour l'Afrique» (PAA), l'amélioration de la gestion des stocks de céréales, l'enrichissement local des produits alimentaires ou encore l'emploi des jeunes en milieu rural, l'assistance alimentaire pour la création d'actifs (ACA), qui comprend des éléments de l'initiative 4R en faveur de la résilience des communautés rurales, et l'alimentation scolaire hors de la Casamance. En parallèle, la nouvelle IPSR 200681 qui a débuté en janvier 2015 se concentre sur les activités ponctuelles de secours, de redressement et de renforcement de la résilience.
16. Suite à la quatrième révision budgétaire, les activités du programme de pays sont les suivantes: Dans le cadre de la composante 1, les activités de vivres pour la formation et aménagements des bas-fonds ne sont plus des activités séparées mais sont désormais mises en œuvre dans le cadre de l'assistance alimentaire pour la création d'actifs (ACA) et de l'initiative 4R. Ce volet est par ailleurs davantage axé sur le renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire à long terme et comprend des activités de renforcement des capacités des autorités locales et des participants. Dans le cadre de la composante 2, la prise en charge de la malnutrition aiguë est substituée par un programme de nutrition complémentaire visant à prévenir la malnutrition chronique. Le soutien à la production locale de farine enrichie et sel iodé, les formations de groupes à la production de farines enrichies et sel iodé, de même que l'éducation à la nutrition sont maintenues. La composante 3 - soutien à l'alimentation scolaire - est maintenue, ciblant un nombre réduit d'écoles, mais soutenant les activités de renforcement des capacités du ministère de l'éducation en vue d'un transfert de responsabilités.
17. Le descriptif de projet, y compris le cadre logique, les modifications y afférentes (révisions budgétaires) et le dernier état des ressources en date peuvent être consultés en cliquant sur le lien ci-après sur le [site wfp.org](http://site.wfp.org)<sup>3</sup>. Les caractéristiques essentielles de l'opération sont récapitulées dans le tableau 2 ci-dessous.

---

<sup>3</sup> Voir wfp.org – Countries – Senegal – Operations.

**Tableau 2: Principales caractéristiques de l'opération**

<b>OPÉRATION</b>			
<b>Approbation</b>	L'opération a été approuvée par le Conseil d'Administration en novembre 2011.		
<b>Modifications</b>	<p>Quatre modifications ont été apportées au descriptif de projet initial.</p> <p>BR 1 (aout 2012) introduit une activité de prévention de la malnutrition chronique ciblant 9,000 enfants de 6 à 23 mois dans la région de Kédougou. Cette activité comprend des distributions de Plumpy Sup ainsi qu'un volet de sensibilisation et d'éducation nutritionnelle. Par ailleurs, cette révision modifie les rations fournies dans le cadre des composantes 2 (Nutrition) et 3 (Alimentation scolaire). Ces changements résultent en une augmentation du budget total de 151,505 dollars.</p> <p>BR 2 (juin 2013): Ajustement technique des couts de transport terrestre, entreposage et manutention, résultant en une réduction du budget total de 1,492,542 dollars.</p> <p>BR 3 (novembre 2013): Liée à l'adoption technique du nouveau cadre de gestion financière.</p> <p>BR 4 (janvier 2015) : Réaligne les composantes du programme de pays avec le nouveau plan national, le Plan Stratégique du PAM (2014-2017) et la Stratégie de Pays du PAM au Sénégal. Elle clarifie la ligne de démarcation entre l'IPSR et le programme de pays basée non plus sur une répartition géographique mais sur des visées différentes: l'IPSR vise à réduire l'insécurité alimentaire transitoire résultant de chocs et la malnutrition aiguë, alors que le programme de pays promeut la sécurité alimentaire, nutrition et éducation à long terme. La révision a également introduit l'utilisation des transferts monétaires dans le cadre des programmes de cantines scolaires et ACA. Le nombre de bénéficiaires a diminué de 121,505 personnes pour la période 2015-2016. Cette révision a résulté en une augmentation des coûts de 3,8 millions de dollars, la substitution d'une partie des produits alimentaires en nature par des espèces et bons, un accent accru sur les activités de renforcement des capacités nationales.</p>		
<b>Durée</b>	Durée initiale: 5 ans (2012-2016)	Durée après révision: 5 ans	
<b>Bénéficiaires prévus</b>	<u>Nombre initial:</u> 1,890,550	<u>Nombre révisé:</u> 1,778,588	
<b>Besoins alimentaires prévus</b>	<u>Chiffres initiaux:</u> Produits alimentaires en nature: 65,867 mt tonnes de denrées Espèces et bons: -	<u>Chiffres révisés:</u> Produits alimentaires en nature: 53,579 tonnes de denrées Espèces et bons: 7,147,991 dollars	
<b>Besoins (en dollars)</b>	<u>Montant initial:</u> 73.662.652 dollars	<u>Montant révisé:</u> 76.142.172 dollars	
<b>OBJECTIFS ET ACTIVITÉS</b>			
<p><b>Note : Bien que conçu dans le cadre du Plan Stratégique (2008-2013), ce projet ainsi que son cadre logique ont été réalignés à la suite de l'entrée en vigueur du Plan Stratégique 2014-2017 en janvier 2015. Référence est faite aux objectifs et activités tels que définis lors de la formulation du projet. Le cadre logique révisé est inséré en annexe 3.</b></p>			
	<b>Objectifs stratégiques du PAM</b>	<b>Objectifs propres à l'opération</b>	<b>Activités</b>
Contribution à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 3, 4, 5, 7 et 8 <sup>4</sup>	Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets	Effet direct 1 : Consommation alimentaire adéquate des ménages ciblés pendant la période couverte par le programme de pays	<p><b>Composante 1 : Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et de la capacité des communautés rurales de faire face aux chocs climatiques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vivres Contre Actifs (VCA)</li> <li>• Vivres pour formation (VPF)</li> <li>• Reboisement</li> </ul>

<sup>4</sup> Objectifs du Millénaire pour le développement: 1 Réduire l'extrême pauvreté et la faim; 2 Rendre l'enseignement primaire universel; 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; 4 – Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans; 5 – Améliorer la santé maternelle; 7 – Préserver l'environnement; et 8 – Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

<p>Contribution aux effets 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement<sup>5</sup></p>		Effet direct 2 : Réduction des risques de catastrophe dans les communautés ciblées	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aménagements des bas-fonds</li> <li>• Banques céréalieres villageoises</li> </ul> <p><b>Composante 2 : Appui nutritionnel aux groupes vulnérables</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Prise en charge de la MAG chez les enfants de 6 à 59 mois et les femmes enceintes et allaitantes (FEA)</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Production locale de farine enrichie et sel iodé</li> <li>• Formations de groupes à la production de farines enrichies et sel iodé</li> <li>• Education à la nutrition comprenant des séances de démonstration culinaire de produits locaux et de farine enrichie provenant des groupements appuyés</li> </ul> <p><b>Composante 3: Soutien à l'alimentation scolaire :</b> Distribution de repas scolaires aux élèves du primaire et enfants en structures préscolaires, enrichis en vitamines A et D, sel iodé et CSB</p>
	Objectif stratégique 3: Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition	Effet direct 5 : Réduction de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans	
	Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition	Effet direct 6 : Renforcement de la capacité d'enrichir la farine	
		Effet direct 7 : Amélioration de l'état nutritionnel des groupes cibles de femmes, filles et garçons	
		Effet direct 9 : Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain dans les écoles appuyées par le PAM	
	Effet direct 10 : Amélioration de l'accès aux micronutriments grâce aux aliments enrichis		
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité du Sénégal	Effet direct 3 : Le marché national permet au PAM de	<b>Composantes 1, 2, 3 :</b> Achat locaux de céréales et d'aliments enrichis, Appui au Gouvernement	

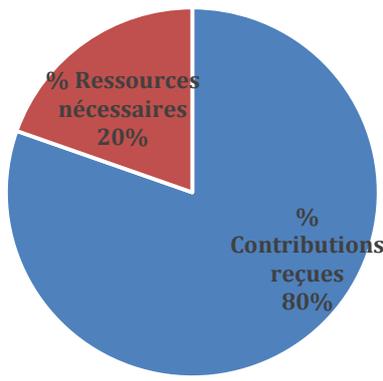
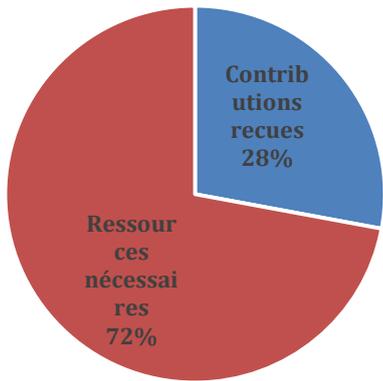
<sup>5</sup> Plan-Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, Sénégal 2012-2016 disponible au [lien](#) suivant.

	de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux	procéder à des achats locaux avantageux Effet direct 4 : Avancées dans la mise en place de solutions au problème de la faim Effet direct 8 : Accroissement des débouchés à l'échelle nationale grâce aux achats locaux effectués à des prix compétitifs Effet direct 11 : Mise en œuvre d'une stratégie d'alimentation scolaire	dans le transfert des distributions de repas scolaires
<b>PARTENAIRES</b>			
Gouvernement	Composante 1 : Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale (PAPIL), Service Départemental du Développement Rural (SDDR) et la Compagnie Nationale d'Assurances Agricole du Sénégal (CNAAS). Composante 3: Ministère de l'Education Nationale (MEN), la Direction des Cantines scolaires, Agence Nationale de la Petite Enfance et de la Case des Touts petits (ANPETCP), Composante 2 : Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM), Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement, Ministère de la Famille, Ministère de la santé et de l'action sociale (MSAS)		
Nations Unies	FAO, FIDA, OMS, UNDP, UNESCO et UNICEF		
ONG	CARITAS, Child Fund International (CFI), Oxfam America, Plan International (PLAN), et Village Pilote.		

## RESSOURCES (CONTRIBUTIONS)

Contributions reçues au 8 avril 2015 (65% de la durée du projet): 21,425,975 dollars

28% obtenu par rapport à ce qui avait été demandé

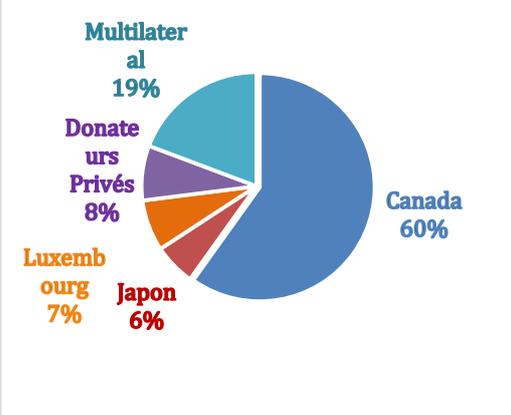


Cinq plus gros donateurs:

1. Canada
2. Fonds multilatéraux
3. Donateurs Privés
4. Luxembourg
5. Japon

**En % des besoins totaux financés**

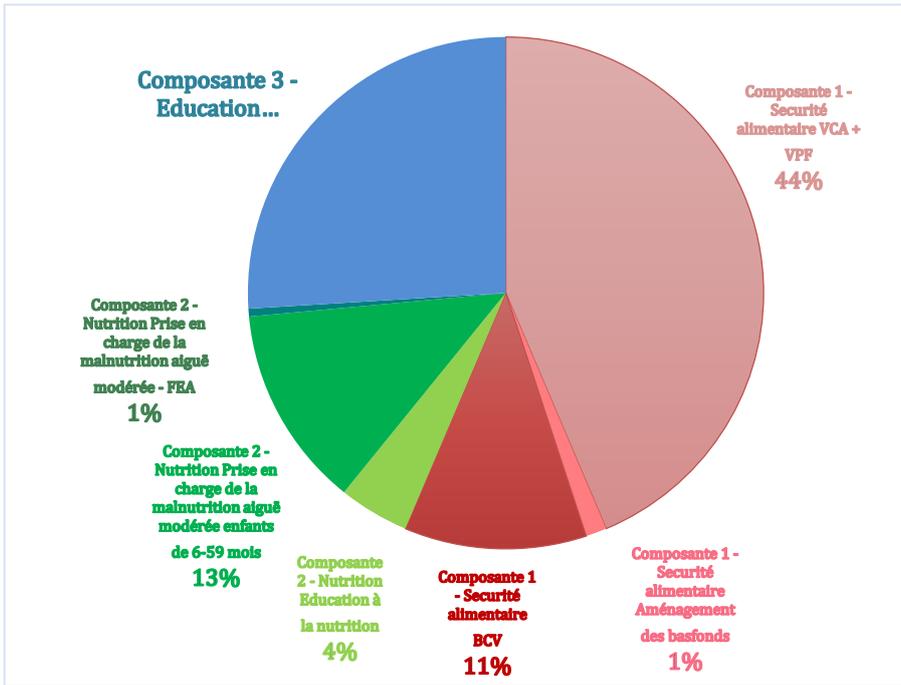
**% des besoins financé à ce jour**



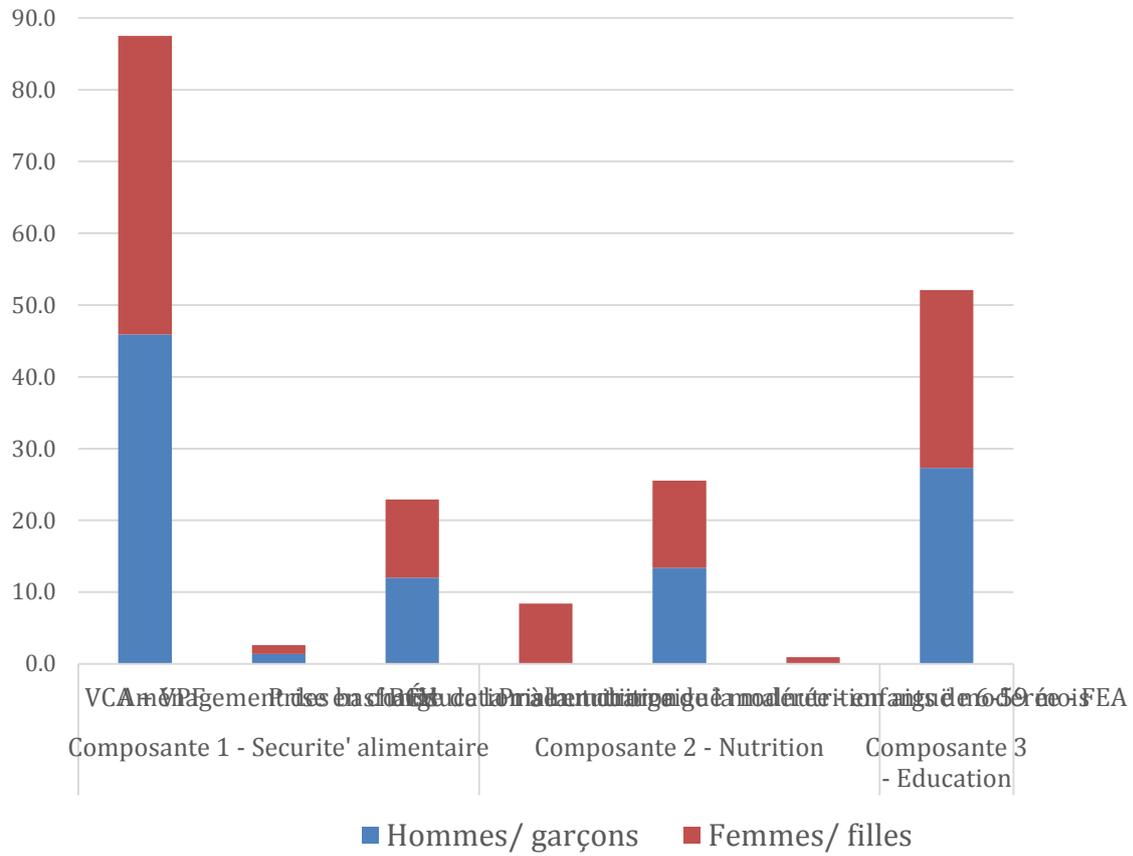
**Cinq plus gros donateurs**

## PRODUITS PRÉVUS (au moment de la conception)

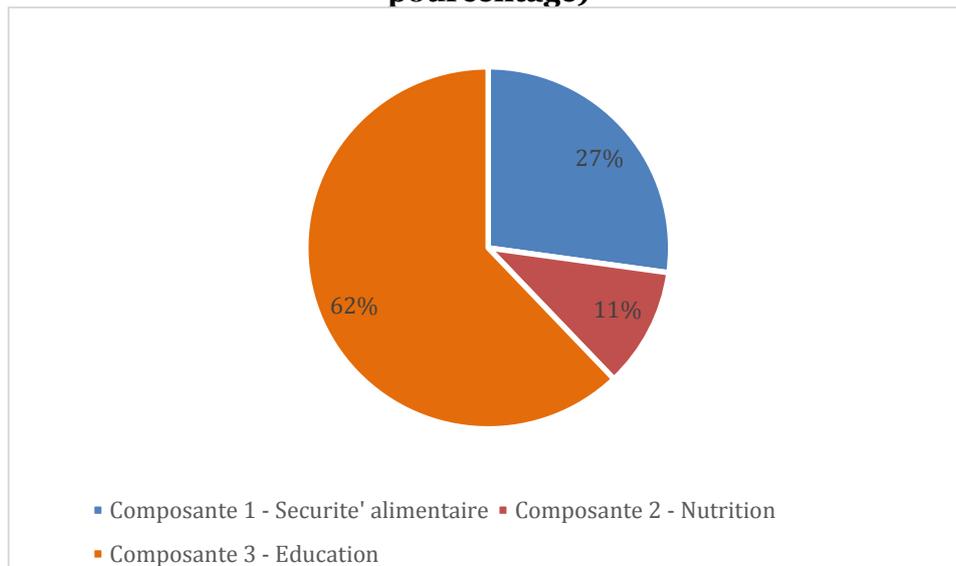
### Proportion de bénéficiaires prévus par composante (en pourcentage)



**Proportion prévue de femmes/filles par rapport aux hommes/garçons, par composante (en pourcentage)**



**Proportion prévue de produits alimentaires nécessaires par composante (en pourcentage)**



## 4. Approche méthodologique de l'évaluation

### 4.1. Portée de l'évaluation

18. **Portée.** L'évaluation couvrira le programme de pays CP 200249, y compris l'ensemble des activités et processus se rapportant à son élaboration, sa mise en œuvre, sa dotation en ressources, au suivi et à l'évaluation, et à l'établissement de rapports qui sont utiles pour répondre aux questions d'évaluation. La période couverte par la présente évaluation va de janvier 2011 à octobre 2015, ce qui correspond au laps de temps écoulé entre la conception de l'opération et le démarrage de l'évaluation.

### 4.2. Questions d'évaluation

19. L'évaluation traitera les trois questions suivantes:

**Question 1: Dans quelle mesure l'opération est-elle pertinente?** L'analyse portera notamment sur la mesure dans laquelle les objectifs, le ciblage et le choix des activités et des modalités de transfert:

- étaient adaptés, au moment de la conception du projet, aux besoins des populations en situation d'insécurité alimentaire, y compris aux besoins particuliers des femmes, des hommes, des garçons et des filles appartenant à différents groupes, le cas échéant, et le sont demeurés au fil du temps; s'agissant des activités de renforcement des capacités institutionnelles, correspondent-elles aux besoins identifiés de renforcement des capacités des différents ministères?
- sont cohérents au regard des politiques nationales définies, y compris les politiques et stratégies sectorielles, et s'inscrivent dans une logique de complémentarité avec les interventions pertinentes conduites par les partenaires de l'action humanitaire et du développement. La cohérence du programme de pays devra être également examinée au regard des deux IPSR successives (IPSR 200138 et 200681) en soulignant les possibles chevauchements et complémentarités;
- étaient harmonisés au moment de la conception du projet avec les stratégies, les politiques et les orientations normatives du PAM, et le sont demeurés au fil du temps.
- Ont pris en compte les leçons tirées de l'expérience passée (notamment la révision budgétaire 4 est-elle guidée par les recommandations de l'évaluation d'impact des programmes Vivres pour la création d'avoirs sur la résilience des moyens d'existence au Sénégal?).

**Question 2: Quels sont les résultats de l'opération?** Tout en s'attachant à examiner les écarts en termes d'effets bénéfiques entre femmes, hommes, garçons et filles des différents groupes, l'évaluation analysera les éléments suivants:

- le niveau de concrétisation des produits attendus, y compris le nombre de bénéficiaires secourus, ventilé par catégorie [femmes, filles, hommes et garçons];
- la mesure dans laquelle les produits obtenus ont entraîné la réalisation des objectifs de l'opération, ainsi que les effets inattendus constatés, en mettant en évidence, le cas échéant, les différences selon les groupes sociaux et géographiques, y compris les femmes, les filles, les hommes et les garçons;
- la façon dont les différentes activités menées dans le cadre de l'opération se complètent et sont en synergie avec deux IPSR successives mises en œuvre par le PAM ainsi qu'avec les mesures prises par d'autres acteurs pour contribuer à la réalisation de l'objectif principal du PAM dans le pays; et
- l'efficacité de l'opération selon les différentes modalités de transfert (vivres or espèces et bons) et la probabilité que ses retombées perdurent à son issue.

**Question 3: Pourquoi et comment l'opération a-t-elle produit les résultats observés?** L'évaluation devrait générer des indications intéressantes sur les principaux facteurs internes et externes ayant engendré les changements observés et influé sur la

manière dont les résultats ont été obtenus. L'enquête sera probablement centrée, entre autres, sur:

- les facteurs internes (sur lesquels le PAM peut agir): les processus, systèmes et outils en place pour appuyer la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de l'opération, et l'établissement des rapports correspondants; la structure de gouvernance et les dispositions institutionnelles (y compris les aspects concernant les effectifs, les capacités et l'appui technique offert par le bureau régional/le Siège); les arrangements relatifs aux partenariats et à la coordination, etc.
  - les facteurs extérieurs (sur lesquels le PAM ne peut influencer): l'environnement opérationnel externe; (contexte politique, sécuritaire, besoins des populations fluctuants, stratégies nationales; etc.); l'environnement financier; perceptions et appui des donateurs, facteurs géographiques, les facteurs positifs ou négatifs extérieurs (niveau des coûts), etc.
20. Les recommandations devront être axées vers le futur afin de pouvoir informer le PAM dans la mise en œuvre du programme de pays jusqu'en 2016 et guider la conception du prochain programme (2017-2021). Notamment, l'évaluation devra juger de l'opportunité d'une stratégie de repositionnement et de transition du bureau de pays d'un rôle de mise en œuvre de projet à un rôle de soutien/ appui technique et stratégique pour aider le gouvernement à concevoir et mettre en œuvre directement des programmes de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

### **4.3 Étude d'évaluabilité**

21. On entend par évaluabilité la mesure dans laquelle une activité ou un programme peut être évalué de façon fiable et crédible. L'analyse préliminaire de l'évaluabilité ci-après sera approfondie par l'équipe d'évaluation dans le dossier initial. En particulier, l'équipe procédera à une étude critique de la disponibilité des données, et elle prendra en considération les limites mises en évidence par l'étude d'évaluabilité pour choisir les méthodes d'évaluation. Ce faisant, l'équipe procédera à un examen critique de l'évaluabilité des aspects de l'opération ayant trait à la problématique hommes-femmes et répertoriera les difficultés connexes ainsi que les mesures d'atténuation à envisager.
22. Pour répondre à la question 1, l'équipe d'évaluation pourra s'appuyer sur des rapports d'analyse, des comptes rendus émanant du Comité d'examen des programmes, le descriptif et le cadre logique du projet, la stratégie du PAM au Sénégal pour 2014-2016, les évaluations ou revues d'opérations passées,<sup>6</sup> ainsi que sur des documents relatifs aux interventions du gouvernement et d'autres acteurs. En outre, elle se penchera sur les stratégies, politiques et orientations normatives pertinentes du PAM.
23. S'agissant de la question 2, l'opération a été conçue en conformité avec le Cadre de résultats stratégiques (2008-2013), et les produits, effets directs et cibles retenus figurent dans le cadre logique. Le cadre logique fut par la suite révisé afin d'être conforme au Cadre de résultats stratégiques (2014-2017) et comprend désormais des effets transversaux (voir le cadre logique révisé en annexe 3). Les rapports de suivi ainsi que les rapports normalisés sur les projets établis annuellement renseignent sur la réalisation des produits et des effets directs, ce qui permet de les évaluer au regard des objectifs établis.
24. Néanmoins, il pourrait se révéler difficile de répondre à la question 2 en partie du fait: i) de l'absence de données de référence pour certaines activités, qu'il faudra reconstituer à partir de constatations issues de divers rapports d'analyse; et ii) de lacunes dans les données relatives à l'efficience.

---

<sup>6</sup> Notamment l'évaluation à mi-parcours du précédent programme de pays (104510) et de l'intervention prolongée de secours et de redressement 106120. Par ailleurs, une évaluation d'impact des programmes Vivres pour la création d'avoins sur la résilience des moyens d'existence au Sénégal (2005-2010) a été réalisée en 2012 et est disponible au [lien suivant](#).

25. Pour la question 3, les membres de l'équipe d'évaluation auront accès à certains documents de planification institutionnelle et pourront probablement obtenir des informations complémentaires dans le cadre d'entretiens avec des informateurs clés.
26. La rotation du personnel constitue un autre problème d'évaluabilité. Un certain nombre d'employés internationaux ont été ou seront réaffectés au cours de l'année 2015, ce qui peut poser des problèmes de rappel pour les questions liées à la conception de l'opération, même si le personnel national est en mesure de fournir des informations clés sur la conception de l'opération et la première phase de mise en œuvre.

#### **4.4. Méthodologie**

27. La méthodologie sera définie par l'équipe d'évaluation pendant la phase initiale. Elle devrait avoir les caractéristiques suivantes:
  - faire appel à des critères d'évaluation pertinents et convenus à l'échelon international, ayant trait notamment à la pertinence, la cohérence (interne et externe), la couverture, l'efficacité, l'impact, la durabilité (ou l'interconnexion pour les opérations d'urgence);
  - utiliser des normes applicables;
  - garantir l'impartialité et l'objectivité en diversifiant les sources d'information (par exemple des groupes de parties prenantes, dont les bénéficiaires, etc.) et en associant plusieurs méthodes (par exemple quantitative, qualitative, participative) afin d'assurer la triangulation de l'information par différents moyens. Il faudra privilégier les méthodes participatives mobilisant les principales parties prenantes, notamment le bureau de pays. La sélection des sites où seront effectuées des missions sur le terrain devra se faire de manière impartiale;
  - être orientée sur le traitement des questions d'évaluation clés en tenant compte des difficultés liées à l'évaluabilité, des contraintes budgétaires et des considérations de temps;
  - se fonder sur une étude du modèle logique de l'opération et sur une analyse détaillée des parties prenantes;
  - prendre en compte la problématique hommes-femmes et le principe d'équité ;
  - utiliser une méthodologie mixte pour faire en sorte que les femmes, les filles, les hommes et les garçons appartenant à différents groupes de parties prenantes participent et que leurs différents témoignages soient recueillis et utilisés;
  - être récapitulée dans une matrice d'évaluation, qui servira de principal outil pour organiser le travail.

#### **4.5. Assurance qualité**

28. Le Système d'assurance qualité des évaluations (EQAS) mis en place par le Bureau de l'évaluation définit les normes de qualité attendues de la présente évaluation et indique les processus d'assurance qualité à appliquer, qui prévoient différentes étapes; il précise en outre les modèles à suivre s'agissant des produits d'évaluation ainsi que les listes de vérification. Ce système est fondé sur les normes et critères appliqués par le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation ainsi que sur les bonnes pratiques en vigueur dans la communauté internationale de l'évaluation (Comité d'aide au développement et Réseau d'apprentissage actif pour la transparence et la performance de l'action humanitaire), et vise à garantir que le processus et les produits d'évaluation sont conformes aux meilleures pratiques et respectent les normes de qualité du Bureau de l'évaluation. Le système EQAS ne compromet ni l'objectivité, ni l'indépendance de l'équipe d'évaluation.
29. Lorsque le travail débutera, le Bureau de l'évaluation présentera le système EQAS au gestionnaire de l'évaluation, à qui il communiquera les documents correspondants. Le système devrait être systématiquement appliqué à la présente évaluation et il appartiendra au gestionnaire de l'évaluation de veiller à ce que les travaux se déroulent conformément aux étapes du processus; il lui incombera également de procéder à un

contrôle rigoureux de la qualité des produits de l'évaluation avant leur soumission au PAM. Le Bureau de l'évaluation communiquera aussi un guide d'orientation sur le PAM et ses opérations, qui offre une vue d'ensemble de l'organisation.

## 5. Phases et produits attendus

30. L'évaluation se déroulera en cinq phases. On trouvera à l'annexe 2 des renseignements détaillés sur les activités prévues, le calendrier correspondant et les produits attendus.
31. **Phase de préparation** (mars-avril 2015): le point focal du Bureau de l'évaluation conduira les travaux de recherche préalables et des consultations pour concevoir l'évaluation, établira les termes de référence, sélectionnera l'équipe d'évaluation et recrutera la société chargée de gérer et de mener l'évaluation.
32. **Phase initiale** (31 août- 19 octobre 2015): cette phase vise à préparer l'équipe d'évaluation en veillant à ce qu'elle saisisse bien les attentes et dispose d'un plan précis pour conduire l'évaluation. Elle comprendra un examen de la documentation portant sur les données secondaires et de premiers échanges avec les principales parties prenantes.

**Produit attendu: le dossier initial.** Le dossier initial indique de manière détaillée comment l'équipe prévoit de mener l'évaluation, l'accent étant mis sur les aspects liés à la méthodologie et à la planification. Ce dossier sera communiqué au bureau de pays/bureau régional et Bureau de l'évaluation pour formuler des observations avant d'être approuvé par le Bureau de l'évaluation. Il contiendra une analyse du contexte et de l'opération, la méthode d'évaluation, articulée autour d'une étude approfondie de l'évaluabilité et des parties prenantes, une matrice d'évaluation, et un descriptif de la technique d'échantillonnage et des outils de collecte des données. Il présentera en outre la répartition des tâches entre les membres de l'équipe d'évaluation, ainsi qu'un échéancier détaillé que les parties prenantes pourront consulter. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le [descriptif du contenu du dossier initial](#).

33. **Phase d'évaluation** (9 au 30 novembre 2015): le travail sur le terrain se déroulera sur trois semaines et comprendra des visites sur les sites des projets et la collecte de données primaires et secondaires auprès des parties prenantes locales. Deux sessions de compte rendu seront organisées une fois les activités sur le terrain terminées. La première se tiendra en présence de représentants du bureau de pays (les collègues concernés dans le bureau régional et au Siège seront invités à participer par téléconférence), et la seconde sera organisée avec les parties prenantes extérieures.

**Produit attendu: Exposé de Restitution.** Un exposé reprenant les constatations et les conclusions préliminaires (sous forme de diaporama PowerPoint) sera établi pour appuyer les comptes rendus durant les séances de restitution interne et externe en fin de mission.

34. **Phase de rapport** (1 décembre 2015- 15 février 2016): l'équipe d'évaluation analysera les données collectées lors de l'examen de la documentation et du travail sur le terrain, conduira des consultations supplémentaires avec les parties prenantes, selon les besoins, et rédigera le projet de rapport d'évaluation. Celui-ci sera soumis au gestionnaire de l'évaluation à des fins d'assurance qualité. Les parties prenantes seront invitées à communiquer leurs observations, qui seront consignées sous forme de tableau par le gestionnaire de l'évaluation et transmises à l'équipe pour examen avant achèvement du rapport.

**Produit attendu: rapport d'évaluation.** Le rapport d'évaluation présentera les constatations, conclusions et recommandations issues de l'évaluation; ce document ne devra pas excéder 46 pages. Les constatations devraient se fonder sur des données factuelles et se rapporter aux questions d'évaluation posées. Les données seront ventilées par sexe; les constatations et les conclusions mettront en évidence, le cas échéant, les écarts observés au niveau de la performance et des résultats de l'opération pour les différents groupes de bénéficiaires. Le rapport devrait suivre un enchaînement logique conduisant des constatations aux conclusions et des conclusions aux recommandations. Les recommandations seront limitées en nombre, applicables et ciblées sur les utilisateurs

pertinents. Elles constitueront la base de la réponse de la direction du PAM au contenu de l'évaluation. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le [descriptif du contenu du rapport d'évaluation](#) et les [modèles de présentation des effets directs et produits](#).

**35. Phase de suivi et de diffusion:** le Bureau de l'évaluation soumettra aussi le rapport d'évaluation à un examen de la qualité a posteriori réalisé par un cabinet extérieur, qui rendra compte en toute indépendance de la qualité, de la crédibilité et de l'utilité de l'évaluation à la lumière des règles et normes en vigueur dans ce domaine. Une enquête en ligne permettra de recueillir auprès de toutes les parties prenantes des informations en retour sur l'évaluation. Le bureau régional coordonnera la réponse de la direction du PAM aux recommandations formulées lors de l'évaluation.

**Notes sur les produits attendus:** le dossier initial et les rapports d'évaluation seront rédigés en français, selon les modèles EQAS.

L'équipe d'évaluation doit rédiger des rapports de très haute qualité, fondés sur des données factuelles et dépourvus d'erreurs. Le cabinet chargé de l'évaluation est responsable en dernier ressort de la ponctualité et de la qualité des produits. Si les normes attendues ne sont pas atteintes, il devra, à ses propres frais, procéder aux ajustements nécessaires pour porter les produits d'évaluation au niveau de qualité requis.

Les termes de référence de l'évaluation, le rapport et la réponse de la direction seront accessibles au public et pourront être consultés sur le site Web du PAM ([wfp.org/evaluation](http://wfp.org/evaluation)). Les autres produits de l'évaluation seront à usage interne.

**Tableau 3: Calendrier pour la mission sur le terrain et les produits attendus**

<b>Entité responsable</b>	<b>Phase</b>	<b>Activités</b>	<b>Dates importantes</b>
Gestionnaire de l'évaluation	Phase initiale	Élaboration de la version provisoire du dossier initial	28 septembre 2015
Gestionnaire de l'évaluation	Phase initiale	Élaboration de la version finale du dossier initial	19 octobre 2015
Bureau de pays/équipe d'évaluation	Évaluation	Réalisation de la mission d'évaluation sur le terrain	9-30 novembre 2015
Équipe d'évaluation	Évaluation	Établissement d'un exposé de restitution (diaporama PowerPoint)	30 novembre 2015
Gestionnaire de l'évaluation	Compte rendu	Élaboration de la version provisoire du rapport d'évaluation	15 janvier 2016
Gestionnaire de l'évaluation	Compte rendu	Élaboration de la version finale du rapport d'évaluation	15 février 2016
Bureau de pays/bureau régional	Suivi	Établissement de la réponse de la direction	7 mars 2016

## 6. Organisation de l'évaluation

### 6.1 Approche axée sur l'externalisation

36. En vertu de l'approche axée sur l'externalisation qui est suivie pour les évaluations d'opérations, l'évaluation est réalisée à la demande du Bureau de l'évaluation, mais elle est gérée et conduite par un cabinet d'évaluation externe avec lequel le PAM a conclu un accord à long terme pour des services d'évaluation d'opérations.

37. Ce cabinet mettra à disposition un gestionnaire de l'évaluation et une équipe d'évaluation indépendante, conformément à ce que prévoit l'accord. Afin de garantir la rigueur de l'examen des produits attendus, le gestionnaire de l'évaluation ne devra en aucun cas faire partie de l'équipe d'évaluation.

38. Le cabinet, le gestionnaire de l'évaluation et les membres de l'équipe d'évaluation ne devront pas avoir pris part à la conception, la mise en œuvre ou le suivi et l'évaluation de l'opération, ni être impliqués dans tout autre conflit d'intérêts ou dans une quelconque situation susceptible de compromettre leur impartialité. Les évaluateurs agiront de manière impartiale et respecteront le [code de conduite de la profession](#).

39. Compte tenu de l'objectif didactique de l'étude, le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe d'évaluation encourageront la participation des parties prenantes tout au long du processus d'évaluation. Toutefois, afin de préserver l'indépendance de l'évaluation, le personnel du PAM ne fera pas partie de l'équipe d'évaluation ni ne participera à des réunions avec les parties prenantes extérieures si l'équipe estime que sa présence risquerait de biaiser les réponses.

### 6.2 Gestion de l'évaluation

40. L'évaluation sera gérée par le responsable des évaluations d'opérations désigné par le cabinet (conformément à l'accord à long terme). Il appartiendra à ce responsable de gérer le processus d'évaluation dans les limites du budget alloué et en conformité avec le système EQAS et les attentes formulées dans les présents termes de référence, ainsi que de fournir en temps voulu des produits d'évaluation conformes aux normes du Bureau de l'évaluation. En particulier, il incombera au gestionnaire de l'évaluation:

- De constituer et recruter l'équipe d'évaluation, et d'apporter un soutien administratif (contrats, visas, arrangements relatifs aux déplacements, rémunération des consultants, factures pour le PAM, etc.).
- De faire office d'interlocuteur principal entre les parties prenantes du PAM et l'équipe d'évaluation tout au long du processus, de faciliter de manière générale la communication et de promouvoir la participation des parties prenantes à toutes les étapes.
- D'appuyer l'équipe d'évaluation en renseignant ses membres sur le PAM, le système EQAS et les prescriptions afférentes à l'évaluation, en leur fournissant la documentation pertinente et, de manière générale, en les conseillant sur tous les aspects de l'évaluation pour veiller à ce qu'ils soient en mesure de conduire leur travail.
- De veiller à ce que l'évaluation se déroule conformément au système EQAS, aux normes et règles ainsi qu'au code de conduite de la profession, et à ce que les normes de qualité et les délais soient respectées.
- De veiller à ce qu'un contrôle rigoureux et objectif de la qualité de tous les produits d'évaluation soit conduit avant leur soumission au PAM. Ce contrôle de la qualité sera consigné par écrit et une estimation de la mesure dans laquelle les normes de qualité sont respectées sera fournie au PAM.
- De communiquer des informations en retour sur le processus d'évaluation dans le cadre d'une enquête consacrée à l'évaluation, menée par la voie électronique.

### 6.3 Conduite de l'évaluation

41. L'équipe d'évaluation conduira les travaux sous la direction du gestionnaire de l'évaluation. Elle sera recrutée par le cabinet conformément à ce qui aura été convenu avec le Bureau de l'évaluation quant à sa composition.

42. **Composition de l'équipe d'évaluation.** L'équipe d'évaluation devrait comprendre 3 à 4 membres, dont le chef d'équipe et 2 ou 3 évaluateurs nationaux et internationaux. Elle devrait inclure des femmes et des hommes d'horizons culturels divers et des ressortissants du Sénégal. Au minimum un membre de l'équipe doit avoir une expérience de travail avec le PAM ainsi qu'une expertise en matière de problématique hommes-femmes.

43. **Compétences de l'équipe d'évaluation.** L'équipe d'évaluation sera multidisciplinaire et ses membres réuniront à eux tous un ensemble équilibré de compétences spécialisées et de connaissances pratiques dans les domaines ci-après (par ordre d'importance):

- Programmes d'alimentation scolaire.
- Sécurité alimentaire
- Nutrition
- Développement rural
- Programmes de transferts monétaires
- Renforcement des capacités institutionnelles et assistance technique en vue d'un transfert de responsabilités
- Compétences spécialisées en matière de problématique hommes-femmes ou bonne connaissance des questions y afférentes.

44. Tous les membres de l'équipe d'évaluation devront posséder de solides compétences dans le domaine de l'analyse et de la communication; une expérience de l'évaluation et une bonne connaissance du pays ou de la région.

45. Le chef d'équipe devra avoir une parfaite maîtrise du français (à l'oral et à l'écrit) afin de pouvoir communiquer avec les différentes parties prenantes et de consulter les documents relatifs à l'évaluation. Les autres membres de l'équipe devront parler français et si possible une langue locale.

46. **Le chef d'équipe** devra posséder les compétences requises en matière de communication, direction et encadrement, et avoir une expérience attestée dans la conduite d'évaluations similaires en tant que chef d'équipe. Il (ou elle) aura des compétences techniques dans l'un des domaines cités plus haut ainsi qu'un savoir-faire reconnu en matière de conception de méthodologies et d'outils de collecte de données. Il (ou elle) aura en outre de solides aptitudes à la rédaction et à la présentation d'exposés en français.

47. Ses responsabilités principales seront les suivantes: i) définir l'approche et la méthodologie de l'évaluation; ii) guider et gérer l'équipe d'évaluation; iii) conduire la mission d'évaluation et représenter l'équipe; iv) élaborer et réviser, si nécessaire, le dossier initial, l'exposé de restitution et le rapport d'évaluation en conformité avec le système EQAS; et v) communiquer au Bureau de l'évaluation des informations en retour sur le processus d'évaluation dans le cadre d'une enquête électronique sur l'évaluation.

48. **Les membres de l'équipe d'évaluation** réuniront un ensemble de compétences techniques complémentaires et auront une expérience du travail rédactionnel afférent à ce type de mission.

49. Les membres de l'équipe d'évaluation seront appelés à: i) contribuer à la méthodologie dans leur domaine d'expertise à la lumière d'un examen de la documentation; ii) conduire des missions sur le terrain; iii) prendre part aux réunions de l'équipe et à des rencontres avec les parties prenantes; iv) contribuer à l'élaboration et à la révision des produits d'évaluation dans leur(s) domaine(s) technique(s); et v) donner leur avis sur le processus d'évaluation dans le cadre d'une enquête électronique sur l'évaluation.

#### 6.4 Considérations en rapport avec la sécurité

50. En tant que fournisseur indépendant de services d'évaluation au PAM, le cabinet d'évaluation est chargé de veiller à la sécurité de toutes les personnes recrutées, et notamment de prendre les dispositions adéquates en matière d'évacuation sanitaire ou d'évacuation pour raisons de sécurité. Les consultants recrutés ne relèvent pas du régime du personnel du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies.

51. Cependant, pour éviter tout incident lié à la sécurité, il est demandé au gestionnaire de l'évaluation de s'assurer que:

- les membres de l'équipe qui se rendent sur le terrain ont suivi au préalable les cours sur la sécurité en mission conçus pour le système des Nations Unies, ont imprimé les certificats obtenus à l'issue de ces formations et les ont emportés avec eux (il faut environ 2 heures pour suivre ces formations);
- le bureau de pays du PAM enregistre les membres de l'équipe auprès du responsable de la sécurité dès leur arrivée dans le pays, organise une séance d'information à leur intention pour qu'ils soient bien au courant des conditions de sécurité sur le terrain;
- les membres de l'équipe observent les règles et règlements des Nations Unies relatifs à la sécurité, par exemple les couvre-feux, etc.

Pour plus d'information, notamment le lien pour les cours en ligne consacré à la sensibilisation à la sécurité, consulter [les directives pour les évaluations d'opérations](#) page 36

### 7. Rôles et responsabilités des parties prenantes du PAM

52. **Bureau de pays.** La direction du bureau de pays sera chargée:

- De nommer un point focal pour l'évaluation. Isabelle Confesson, Chargée du suivi et de l'évaluation sera le point focal du bureau de pays pour la présente évaluation.
- De fournir au gestionnaire de l'évaluation et à l'équipe d'évaluation la documentation et les informations nécessaires à la réalisation de leur mission; faciliter les contacts de l'équipe avec les parties prenantes locales; d'organiser les réunions et les visites sur le terrain; de fournir un appui logistique pour le travail sur le terrain; et de prévoir des services d'interprétation, si nécessaire.
- De participer aux délibérations avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'étude et sur l'opération, sa performance et ses résultats, ainsi qu'à diverses téléconférences organisées avec le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe au sujet des produits issus de leurs travaux.
- D'organiser deux séances d'information de fin de mission, une en interne et l'autre avec les parties prenantes extérieures, et d'y participer.
- De formuler des observations sur les termes de référence, le dossier initial ainsi que le rapport d'évaluation, et d'établir une réponse de la direction au contenu de l'évaluation.
- De communiquer au Bureau de l'évaluation des informations en retour sur le processus d'évaluation dans le cadre d'une enquête électronique sur l'évaluation.

53. **Bureau régional.** Le bureau régional sera chargé:

- De nommer un point focal pour l'évaluation. Aboubacar Koisha, Conseiller régional pour le suivi et l'évaluation sera le point focal du bureau régional pour la présente évaluation.
- De participer aux délibérations avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'étude et sur l'opération, sa performance et ses résultats. En particulier, le bureau régional devrait prendre part aux séances d'information de fin de mission, ainsi qu'aux diverses téléconférences organisées avec le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe, le cas échéant.
- De formuler des observations sur les termes de référence, le dossier initial et le rapport d'évaluation.
- De coordonner la réponse de la direction au contenu de l'évaluation et suivre la mise en œuvre des recommandations.

- De communiquer au Bureau de l'évaluation des informations en retour sur le processus d'évaluation dans le cadre d'une enquête électronique sur l'évaluation.

54. **Siège.** Il pourra être demandé à certaines entités du Siège d'examiner, s'il y a lieu, les stratégies, les politiques ou les systèmes du PAM dans leur domaine de compétence et de formuler des observations sur les termes de référence et le rapport d'évaluation.

55. **Bureau de l'évaluation.** Le Bureau de l'évaluation est chargé de faire réaliser l'évaluation et Julie Thoulouzan, chargée d'évaluation est son point focal. Il incombe au Bureau de l'évaluation:

- D'organiser le déroulement de l'évaluation, y compris d'élaborer les termes de référence en concertation avec les parties prenantes concernées; de sélectionner et recruter par contrat le cabinet d'évaluation externe; et de faciliter les premiers contacts entre les parties prenantes du PAM et ledit cabinet.
- De permettre au cabinet de faire un travail de qualité en lui communiquant les documents relatifs au système EQAS, et notamment les directives applicables au processus, les différents modes d'emploi et les modèles, ainsi que de donner au gestionnaire de l'évaluation des précisions sur les politiques, stratégies, processus et systèmes du PAM, le cas échéant.
- De formuler des observations sur le dossier initial.
- De formuler des observations sur le rapport d'évaluation et approuver la version finale.
- De soumettre la version finale du rapport d'évaluation à un examen externe de la qualité a posteriori afin de disposer d'un avis indépendant sur la qualité, la crédibilité et l'utilité de l'évaluation et d'en communiquer les résultats au cabinet.
- De publier la version finale du rapport d'évaluation sur le site Web du PAM et d'intégrer les constatations au rapport de synthèse annuel qui sera présenté au Conseil d'administration du PAM pour examen.
- De conduire une enquête par voie électronique pour recueillir des avis sur le processus d'évaluation et la qualité du rapport, en vue de les utiliser pour réviser au besoin l'approche méthodologique.

## 8. Communication et budget

### 8.1. Communication

56. Les questions relatives à la langue de l'évaluation sont évoquées aux sections 6.3 et 5, cette dernière précisant également quels produits d'évaluation seront rendus publics et par quelles voies; y figure également le calendrier des réunions d'information avec les principales parties prenantes. La section 5 [paragraphe 34] indique comment les constatations seront diffusées.

57. Pour renforcer la valeur pédagogique de la présente évaluation, le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe d'évaluation mettront l'accent sur la transparence et la franchise des échanges avec les parties prenantes du PAM. Des téléconférences et des conversations téléphoniques individuelles auront régulièrement lieu entre le gestionnaire de l'évaluation, l'équipe d'évaluation et le point focal du bureau de pays pour faciliter le traitement de tout problème qui surviendrait et garantir un processus participatif.

### 8.2. Budget

58. **Source de financement.** L'évaluation sera financée conformément aux dispositions du mécanisme de financement spécial du PAM pour les évaluations d'opération (mémoire de la Directrice exécutive daté d'octobre 2012). Les coûts à imputer au bureau de pays seront déterminés par la Division du budget et de la programmation du PAM.

59. **Budget.** Le budget sera établi par le cabinet (en utilisant les taux indiqués dans l'accord à long terme et le modèle correspondant) et approuvé par le Bureau de l'évaluation. Aux fins de la présente évaluation, le cabinet:

- Appliquera la commission de gestion correspondant à une opération de petite envergure.

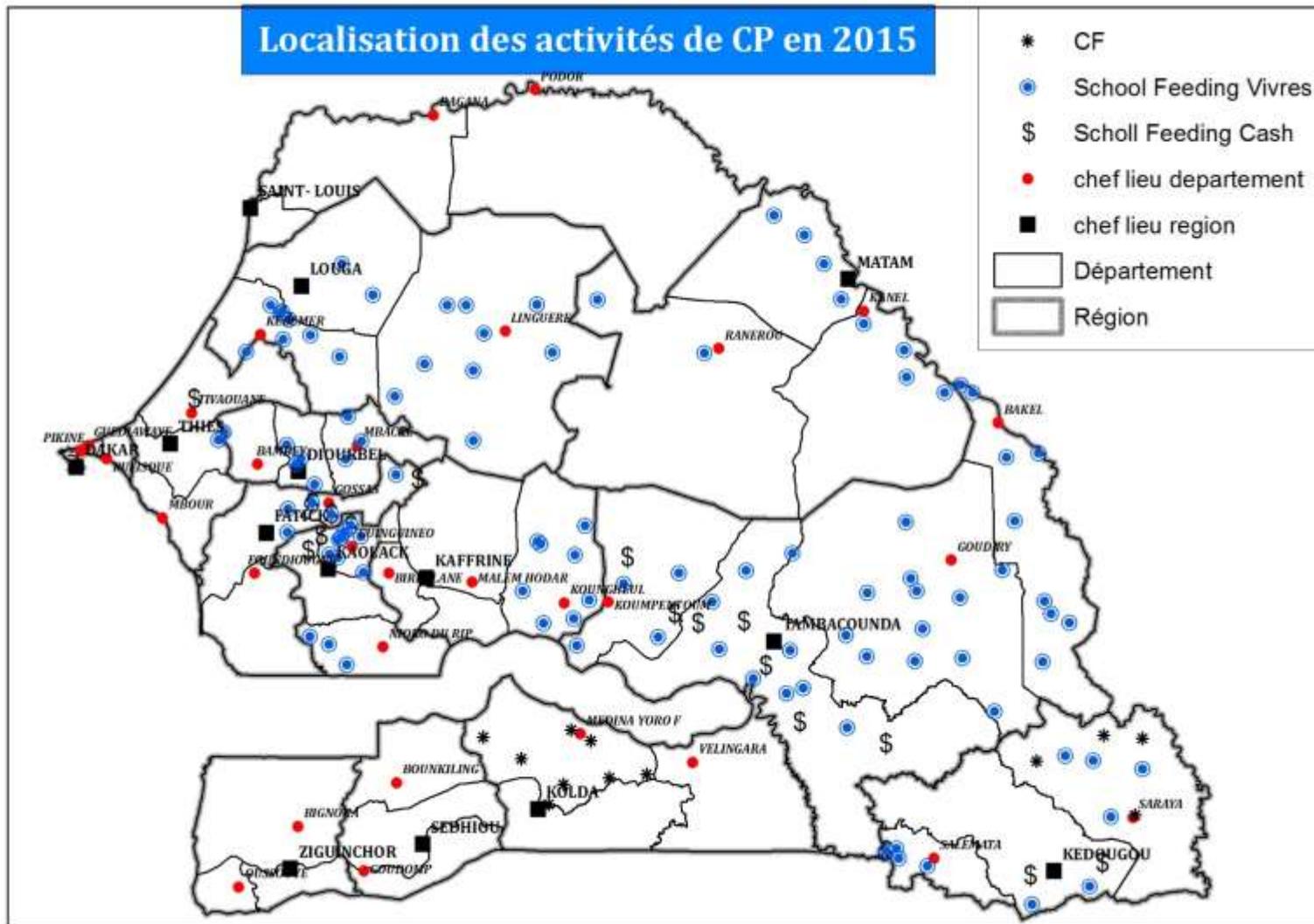
- Ne prévoira pas dans le budget les déplacements dans le pays.

Prière d'adresser toute question à Julie Thoulouzan, chargée d'évaluation, à:

Courriel: [Julie.thoulouzan@wfp.org](mailto:Julie.thoulouzan@wfp.org)

Téléphone: + 39 06 65 13 35 04.

1. Annexe 1: Carte



2.



#### 4. Annexe 3: Cadre logique révisé (version résumée)

##### Component 1-Improving Household Food Security

LOGICAL FRAMEWORK		
Results	Performance indicators	Assumptions
<b>Cross-cutting</b>		
<b>Cross-cutting result</b> GENDER: Gender equality and empowerment improved	<ul style="list-style-type: none"> <li>▸ Proportion of households where females and males together make decisions over the use of cash, voucher or food</li> <li>▸ Proportion of women beneficiaries in leadership positions of project management committees</li> <li>▸ Proportion of women project management committee members trained on modalities of food, cash, or voucher distribution</li> <li>▸ Proportion of households where females make decisions over the use of cash, voucher or food</li> <li>▸ Proportion of households where males make decisions over the use of cash, voucher or food</li> </ul>	
<b>Cross-cutting result</b> PARTNERSHIP: Food assistance interventions coordinated and partnerships developed and maintained	<ul style="list-style-type: none"> <li>▸ Amount of complementary funds provided to the project by partners (including NGOs, civil society, private sector organizations, international financial institutions and regional development banks)</li> <li>▸ Number of partner organizations that provide complementary inputs and services</li> <li>▸ Proportion of project activities implemented with the engagement of complementary partners</li> </ul>	
<b>Cross-cutting result</b> PROTECTION AND ACCOUNTABILITY TO AFFECTED POPULATIONS: WFP assistance delivered and utilized in safe, accountable and dignified conditions	<ul style="list-style-type: none"> <li>▸ Proportion of assisted people (men) informed about the programme (who is included, what people will receive, where people can complain)</li> <li>▸ Proportion of assisted people (men) who do not experience safety problems travelling to, from and/or at WFP programme site</li> <li>▸ Proportion of assisted people (women) informed about the programme (who is included, what people will receive, where people can complain)</li> <li>▸ Proportion of assisted people (women) who do not experience safety problems travelling to, from and/or at WFP programme sites</li> <li>▸ Proportion of assisted people informed about the programme (who is included, what people will receive,</li> </ul>	

	<p>where people can complain)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Proportion of assisted people who do not experience safety problems travelling to, from and/or at WFP programme site</li> </ul>	
<p><b>SO3: Reduce risk and enable people, communities and countries to meet their own food and nutrition needs</b></p>		
<p><b>Outcome SO3.1</b></p> <p>Improved access to livelihood assets has contributed to enhanced resilience and reduced risks from disaster and shocks faced by targeted food-insecure communities and households</p> <p>GVB: Grain Village Banks and FFA</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>FCS: percentage of households with borderline Food Consumption Score (female-headed)</li> <li>CSI (Asset Depletion): Percentage of households with reduced/stabilized Coping Strategy Index</li> <li>FCS: percentage of households with poor Food Consumption Score</li> <li>FCS: percentage of households with borderline Food Consumption Score</li> <li>CAS: percentage of communities with an increased Asset Score</li> <li>CSI (Asset Depletion): Percentage of male-headed households with reduced/stabilized Coping Strategy Index</li> <li>CSI (Asset Depletion): Percentage of female-headed households with reduced/stabilized Coping Strategy Index</li> <li>FCS: percentage of households with poor Food Consumption Score (male-headed)</li> <li>FCS: percentage of households with poor Food Consumption Score (female-headed)</li> <li>FCS: percentage of households with borderline Food Consumption Score (male-headed)</li> <li>Diet Diversity Score</li> <li>Diet Diversity Score (female-headed households)</li> </ul>	<p>Engagement of communities and government partners</p>
<p><b>Outcome SO3.2</b></p> <p>Increased marketing opportunities for producers and traders of agricultural products and food at the regional, national and local levels</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Food purchased from regional, national and local suppliers, as % of food distributed by WFP in-country</li> <li>Food purchased from aggregation systems in which smallholders are participating, as % of regional, national and local purchases</li> </ul>	<p>Cereals available locally in sufficient quantity and quality at competitive prices</p>
<p><b>Outcome SO3.3</b></p> <p>Risk reduction capacity of countries, communities and institutions strengthened</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>NCI: Resilience programmes National Capacity Index</li> <li>Proportion of targeted communities where there is evidence of improved capacity to manage climatic shocks and risks supported by WFP</li> </ul>	<p>Availability of technical staff</p>

<p><b>Output SO3.1</b> Food, nutritional products, non-food items, cash transfers and vouchers distributed in sufficient quantity and quality and in a timely manner to targeted beneficiaries</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Number of women, men, boys and girls receiving food assistance, disaggregated by activity, beneficiary category, sex, food, non-food items, cash transfers and vouchers, as % of planned</li> <li>› Quantity of food assistance distributed, disaggregated by type, as % of planned</li> <li>› Total amount of cash transferred to targeted beneficiaries,</li> </ul>	
	<p>disaggregated by sex and beneficiary category, as % of planned</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Quantity of non-food items distributed, disaggregated by type, as % of planned</li> <li>› Total value of vouchers distributed (expressed in food/cash) transferred to targeted beneficiaries, disaggregated by sex and beneficiary category, as % of planned</li> </ul>	
<p><b>Output SO3.2</b> Increased WFP food purchase from regional, national and local markets and smallholder farmers</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Quantity of food purchased locally through local and regional purchases (in mt)</li> <li>› Quantity of food purchased locally from pro-smallholder aggregation systems (in mt)</li> </ul>	
<p><b>Output SO3.3</b> Community or livelihood assets built, restored or maintained by targeted households and communities</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Number of assets built restored or maintained by targeted households and communities, by type and unit of measure</li> </ul>	
<p><b>Output SO3.4</b> National safety nets for food security, nutrition, education, community assets and overall contribution to resilience-building supported</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Number of people trained, disaggregated by sex and type of training</li> <li>› Number of technical assistance activities provided, by type</li> </ul>	

## Component 2-Providing Nutritional Support

LOGICAL FRAMEWORK		
Results	Performance indicators	Assumptions
<b>Cross-cutting</b>		
<b>Cross-cutting result</b> GENDER: Gender equality and empowerment improved	<ul style="list-style-type: none"> <li>▸ Proportion of households where females and males together make decisions over the use of cash, voucher or food</li> <li>▸ Proportion of women beneficiaries in leadership positions of project management committees</li> <li>▸ Proportion of women project management committee members trained on modalities of food, cash, or voucher distribution</li> <li>▸ Proportion of households where females make decisions over the use of cash, voucher or food</li> <li>▸ Proportion of households where males make decisions over the use of cash, voucher or food</li> </ul>	
<b>Cross-cutting result</b> PARTNERSHIP: Food assistance interventions coordinated and partnerships developed and maintained	<ul style="list-style-type: none"> <li>▸ Amount of complementary funds provided to the project by partners (including NGOs, civil society, private sector organizations, international financial institutions and regional development banks)</li> <li>▸ Number of partner organizations that provide complementary inputs and services</li> <li>▸ Proportion of project activities implemented with the engagement of complementary partners</li> </ul>	
<b>Cross-cutting result</b> PROTECTION AND ACCOUNTABILITY TO AFFECTED POPULATIONS: WFP assistance delivered and utilized in safe, accountable and dignified conditions	<ul style="list-style-type: none"> <li>▸ Proportion of assisted people (men) informed about the programme (who is included, what people will receive, where people can complain)</li> <li>▸ Proportion of assisted people (women) informed about the programme (who is included, what people will receive, where people can complain)</li> <li>▸ Proportion of assisted people informed about the programme (who is included, what people will receive, where people can complain)</li> <li>▸ Proportion of assisted people (men) who do not experience safety problems travelling to, from and/or at WFP programme site</li> <li>▸ Proportion of assisted people (women) who do not experience safety problems travelling to, from and/or at</li> </ul>	

	<p>WFP programme sites</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Proportion of assisted people who do not experience safety problems travelling to, from and/or at WFP programme site</li> </ul>	
<b>SO4: Reduce undernutrition and break the intergenerational cycle of hunger</b>		
<p><b>Outcome SO4.1</b></p> <p>Reduced undernutrition, including micronutrient deficiencies among children aged 6-59 months, pregnant and lactating women, and school-aged children</p> <p>Prevention of stunting (Complementary feeding) Beneficiaries: PLW and children 6-23 months (CF)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proportion of eligible population who participate in programme (coverage)</li> <li>Proportion of children who consume a minimum acceptable diet</li> </ul>	<p>Availability and support of implementing partners and government partners</p> <p>Respect of living conditions and hygiene conditions associated with malnutrition</p>
<p><b>Outcome SO4.2</b></p> <p>Ownership and capacity strengthened to reduce undernutrition and increase access to education at regional, national and community levels</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>NCI: Nutrition programmes National Capacity Index</li> </ul>	<p>Availability of technical staff</p>
<p><b>Output SO4.1</b></p> <p>Food, nutritional products, non-food items, cash transfers and vouchers distributed in sufficient quantity and quality and in a timely manner to targeted beneficiaries</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of institutional sites assisted (e.g. schools, health centres), as % of planned</li> <li>Number of women, men, boys and girls receiving food assistance, disaggregated by activity, beneficiary category, sex, food, non-food items, cash transfers and vouchers, as % of planned</li> <li>Quantity of food assistance distributed, disaggregated by type, as % of planned</li> </ul>	
<p><b>Output SO4.2</b></p> <p>Messaging and counselling on specialized nutritious foods and infant and young child feeding (IYCF) practices implemented effectively</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proportion of women/men beneficiaries exposed to nutrition messaging supported by WFP, against proportion planned</li> <li>Proportion of targeted caregivers (male and female) receiving 3 key messages delivered through WFP-supported messaging and counselling</li> <li>Proportion of women/men receiving nutrition counselling supported by WFP, against proportion planned</li> </ul>	
<p><b>Output SO4.3</b></p> <p>Policy advice and technical support provided to enhance management of food security, nutrition and school feeding</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of government staff trained by WFP in nutrition programme design implementation and other nutrition-related areas – technical/strategic/managerial – disaggregated by sex and type of training</li> <li>Number of technical assistance activities provided, by type</li> </ul>	

**Component 3 - Supporting School Feeding**

LOGICAL FRAMEWORK		
Results	Performance indicators	Assumptions
<b>Cross-cutting</b>		
<b>Cross-cutting result</b> GENDER: Gender equality and empowerment improved	<ul style="list-style-type: none"> <li>▸ Proportion of women beneficiaries in leadership positions of project management committees</li> <li>▸ Proportion of women project management committee members trained on modalities of food, cash, or voucher distribution</li> </ul>	
<b>Cross-cutting result</b> PARTNERSHIP: Food assistance interventions coordinated and partnerships developed and maintained	<ul style="list-style-type: none"> <li>▸ Number of partner organizations that provide complementary inputs and services</li> <li>▸ Proportion of project activities implemented with the engagement of complementary partners</li> <li>▸ Amount of complementary funds provided to the project by partners (including NGOs, civil society, private sector organizations, international financial institutions and regional development banks)</li> </ul>	
<b>SO4: Reduce undernutrition and break the intergenerational cycle of hunger</b>		

<p><b>Outcome SO4.1</b> Increased equitable access to and utilization of education</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Enrolment (boys): Average annual rate of change in number of boys enrolled in WFP-assisted primary schools</li> <li>› Gender ratio: ratio of girls to boys enrolled in WFP-assisted pre-schools</li> <li>› Enrolment (girls): Average annual rate of change in number of girls enrolled in WFP-assisted pre-schools</li> <li>› Enrolment (boys): Average annual rate of change in number of boys enrolled in WFP-assisted pre-schools</li> <li>› Retention rate (girls) in WFP-assisted primary schools</li> <li>› Retention rate (boys) in WFP-assisted primary schools</li> <li>› Gender ratio: ratio of girls to boys enrolled in WFP-assisted primary schools</li> <li>› Drop-out rate (girls) in WFP-assisted primary schools</li> <li>› Drop-out rate (boys) in WFP-assisted primary schools</li> <li>› Attendance rate (girls) in WFP-assisted primary schools</li> <li>› Attendance rate (boys) in WFP-assisted primary schools</li> <li>› Enrolment (girls): Average annual rate of change in</li> </ul>	<p>Management committees are functional Communities and parents are engaged and contribute to activities Other services exist at school (deworming, hygiene, water, latrines) Education sector stakeholders are well coordinated Data on students is provided by the school feeding division in a timely manner</p>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>› number of girls enrolled in WFP-assisted primary schools</li> <li>› Retention rate in WFP-assisted primary schools</li> <li>› Enrolment: Average annual rate of change in number of children enrolled in WFP-assisted primary schools</li> <li>› Enrolment: Average annual rate of change in number of children enrolled in WFP-assisted pre-schools</li> </ul>	
<p><b>Outcome SO4.2</b> Ownership and capacity strengthened to reduce undernutrition and increase access to education at regional, national and community levels</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› NCI: Nutrition programmes National Capacity Index</li> </ul>	
<p><b>Outcome SO4.3</b> Reduced undernutrition, including micronutrient deficiencies among children aged 6-59 months, pregnant and lactating women, and school-aged children</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Average number of schooldays per month on which multi-fortified foods or ; at least 4 food groups were provided</li> </ul>	

<p><b>Output SO4.1</b></p> <p>Food, nutritional products, non-food items, cash transfers and vouchers distributed in sufficient quantity and quality and in a timely manner to targeted beneficiaries</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Number of institutional sites assisted (e.g. schools, health centres), as % of planned</li> <li>› Number of women, men, boys and girls receiving food assistance, disaggregated by activity, beneficiary category, sex, food, non-food items, cash transfers and vouchers, as % of planned</li> <li>› Quantity of food assistance distributed, disaggregated by type, as % of planned</li> <li>› Quantity of non-food items distributed, disaggregated by type, as % of planned</li> <li>› Total value of vouchers distributed (expressed in food/cash) transferred to targeted beneficiaries, disaggregated by sex and beneficiary category, as % of planned</li> </ul>	
<p><b>Output SO4.2</b></p> <p>National nutrition, school feeding, safety net policies and/or regulatory frameworks in place</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Number of national programmes developed with WFP support – nutrition, school feeding, safety net</li> <li>› Number of technical assistance activities provided, by type</li> </ul>	
<p><b>Output SO4.3</b></p> <p>Policy advice and technical support provided to enhance management of food security, nutrition and school feeding</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Number of government staff trained by WFP in nutrition programme design, implementation and other nutrition-related areas – technical/strategic/managerial – disaggregated by sex and type of training</li> </ul>	

## Liste des sigles utilisés dans le document

BCV	Banques céréalières villageoises
BR	Révision budgétaire
CP	Programme de pays
CSB	Corn-soya blend
ENSA	Enquête nationale sur la sécurité alimentaire et la nutrition
EQAS	Système d'assurance qualité des évaluations
FAO	Organisation pour l'agriculture et l'alimentation
FEA	Femmes enceintes et allaitantes
FIDA	Fond international pour le développement agricole
IPSR	intervention prolongée de secours et redressement
MAG	Malnutrition aigue
MEN	Ministère de l'éducation nationale
ONG	organisation non gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
UNICEF	Fonds des nations unies pour l'enfance
VCF	Vivres pour la formation
VCA	Vivres pour la création d'avoins – aussi appelés «assistance alimentaire pour la création d'actifs (ACA) »

## Annexe 2 : Calendrier de la visite au Sénégal

Date	Lieu (Ville ou Département)	Activité		
		C1	C2	C3
Dimanche 8/11	Dakar	Arrivée Johan Pasquet	Khadijhatou Seck (KS)	Arrivée de Mirella Mokbel Genequand
Lundi 9 /11	Dakar	Réunion Equipe ; Briefing PAM BP ; Entretiens individuels avec chargés de programme PAM		
Mardi 10/11	Dakar	Entretiens individuels avec conseillers du Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest (RBD) ; Téléconférences avec chefs des sous-bureaux PAM de Kaolack et Tambacounda ; Entretiens individuels avec chargés de programme, suivi-évaluation, logistique PAM		
Mercredi 11/11	Dakar	PAPIL ; USAID/Yaajeende ; FAO ; SECNSA	CLM ; ChildFund ; Micronutrient Initiative	ANPECTP/MFFE ; DPRS/MEN ; UNICEF DCaS/MEN ;
Jeudi 12/11	Dakar	CSA ; Oxfam America	TA – COSFAM ; DAN	JICA ; PAM BP ; UNESCO
Vendredi 13/11	Dakar	DAPSA ; MAER	OMS ; UNICEF	PLAN ; CARITAS
Samedi 14/11	Dakar	Revue documentaire		
Dimanche 15/11	Tambacounda	Départ équipe d'évaluation pour Tambacounda		
Lundi 16/11	Tambacounda	Briefing Sous-Bureau PAM Tambacounda ; Entretiens individuels avec agents de suivi PAM		
	Tambacounda	-	-	Entretiens : ANPECTP ; IA ; IEF
Mardi 17/11	Kédougou	Entretiens : SDDR Kédougou ; BAMTAARE Visites et entretiens : BCV de Samecouta ; Site 3A/ABF de Samecouta ; Site PAA de Bandafassi ; CSA / Entrepôt	Entretiens : Equipe Région Médicale ; Equipe District Sanitaire Saraya ; Point focal Nutrition Poste Santé Diakhaba Visite et entretiens : Gie Koppa Club	-
	Tambacounda	-	-	Entretiens : ARD Tambacounda Visites : Détaillant Marché Central ; EE Dialacoro ; CTP Tambacounda ; EE Djincoré
Mercredi 18/11	Tambacounda	Entretiens : PADAER ; ANCAR/SOHC ; ARD Tambacounda Visite et entretien site 4R de Sinthiou Malem	Séance de travail : PF nutrition du Centre de Santé de Tambacounda ; ONG Africare	

Date	Lieu (Ville ou Département)	Activité		
		C1	C2	C3
	Koumpentoum	Entretien SAPCA-EGAS Visites et entretiens : BCV de Malem Niani ; BCV de Koundiaou Nguia	Entretiens : Médecin Chef District ; Superviseur Africare ; Agent communautaire Darou Salam Tcheken Entretiens Bénéficiaires	Entretiens : IEF Visites : Détaillant ; EE Koumpentoum 3 ; CTP Darou Salam Sine ; EE Médina Diobéné
Jeudi 19/11	Tambacounda	Entretien PAPIL	-	-
	Goudiry	Entretiens : ANCAR/SOHC ; Sous-Préfet de Koulor ; SDDR Goudiry Visites et entretiens: Périmètre maraîcher de Koulor ; Site 3A/ABF de Koulor ; BCV de Innalah	-	-
	Koungheul	-	Entretien : Equipe District Sanitaire Koungueul Séance de travail : PF Nutrition	
	Nioro du Rip	-	-	Entretiens : PLAN Visites écoles/champs communautaires : Ndiagne Walo ; Ngayenne Mamady
Vendredi 20/11	Kaolack	-	Entretiens : Fédération des GIE producteurs de sel ; GIE des Producteurs de Palado Visites : Unités de production de sel	-
	Koungheul	Entretien SAPCA-EGAS Visites et entretiens : BCV et site 3A/ABF de Doub ; BCV de Touba Ali Nbenda et Darou Damle	-	Entretiens : IEF Visites écoles : CTP-Koungheul ; EE Darou Salam Sine
Samedi 21/11	Kaolack	Entretien Sous-Bureau Kaolack		
Dimanche 22/11	Kaolack	Revue documentaire Réunion Equipe		
Lundi 23/11	Kaolack	Entretien Caritas Kaolack Visite et entretien BCV de Nghane	-	-

Date	Lieu (Ville ou Département)	Activité		
		C1	C2	C3
	Fatick	Visite : site 3A/ABF de Bicole	-	-
	Gossas	Entretien SDDR Gossas Visite : BCV de Soumbel Keur Latyr	Entretiens: ONG ARAF ; Agent communautaire Site Danke Walo Visites : Poste de Santé Ndiene lagane ; Case Santé Thillé Pathième	Entretiens : IEF Visites écoles : EE Gossas Village
Mardi 24/11	Fatick	Visite et entretien site 3A/ABF et périmètre maraîcher de Djilor	-	-
	Kaolack	Entretien ANCAR/BAS	Entretiens: Superviseur iodation sel BR CLM ; Point focal nutrition Kaolack	-
	Guinguinéo	-	-	Entretiens : IA ; IEF Visites écoles : EE Wardiakhal ; EE Mbouma
Mercredi 25/11	Nioro du Rip	Entretien Symbiose Visite et entretiens site 3A/ABF et périmètre maraîcher de Djiguimar	-	-
	Dakar	-	Entretiens : BP PAM (Nutrition et M&E)	Entretiens : DCAS ; BP PAM
Jeudi 26/11	Dakar	Entretiens : Ambassade du Canada ; PAM Ancienne Directrice BP (téléconférence)		
Vendredi 27/11	Dakar	Entretiens PAM Restitution informelle avec personnel PAM		
Samedi 28/11		Préparation Aide-Mémoire		
Dimanche 29/11		Préparation Aide-Mémoire		
Lundi 30/11	Dakar	Restitution interne Restitution externe Départ de JP et MMG		

### Annexe 3 : Matrice de l'évaluation

Critères d'évaluation	Sous-questions	Mesure/indicateurs	Principales sources d'information	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	Qualité de l'information
<b>Q.1 DANS QUELLE MESURE L'OPERATION EST-ELLE PERTINENTE ?</b>						
<b>Critère 1 : Pertinence du PP au regard des problèmes de sécurité alimentaire, nutrition et éducation au Sénégal</b>	<p><b>1.1</b> Les <b>objectifs</b> et le <b>choix des activités</b> du PP étaient-ils adaptés, au moment de la conception du projet, aux besoins des populations (hommes-femmes) en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sénégal, et le sont-ils demeurés au fil du temps ?</p>	<p>Existence et qualité des diagnostics de la situation sur lesquels repose la formulation du PP et ses révisions. Prise en compte dans les enquêtes de vulnérabilité menées par le PAM des problématiques hommes-femmes et des problématiques nutritionnelles. Adéquation entre les objectifs et les activités du PP et les besoins prioritaires identifiés des différents groupes de populations, au moment de la conception i.e. compte tenu de la situation alimentaire et nutritionnelle du pays en 2011. Existence et qualité des mécanismes de suivi de la situation au cours du PP. Précision des critères de sélection des groupes bénéficiaires et clarté du processus de sélection. Implication des communautés bénéficiaires dans les méthodes de ciblage et dans le choix des activités. Degré de prise en compte des besoins spécifiques et des capacités des femmes et des ménages à faible force de travail (personnes âgées, handicapés, etc.)</p>	<p><b>Personnes ressources :</b> BP : personnel actuel et passé (en fonction lors de la conception du PP) Ministères/structures publiques en charge des thématiques sectorielles (niveau central et services déconcentrés) Autres acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire, la nutrition et l'éducation, y compris les autres agences des Nations Unies, les ONG locales et internationales et les bailleurs Donateurs principaux du PP (Canada, Luxembourg, Japon) Bénéficiaires et communautés ciblées par le PP <b>Documents :</b> Rapports de diagnostic de la situation (AGVSAN, par ex ENSAN.) Document de projet Révisions budgétaires</p>	<p>Entretiens semi directifs individuels Entretiens semi directifs de groupe Observations directes des sites d'intervention et du contexte local (moyens d'existence, marchés, infrastructures communautaires, etc.) Revue documentaire</p>	<p>Triangulation information documentaire et personnes ressources  Validation lors de la restitution des résultats préliminaires</p>	<p>OK</p>
	<p><b>1.2</b> Le <b>ciblage géographique</b> est-il pertinent au regard des besoins des populations, y compris les besoins particuliers des femmes, des hommes, des filles et des garçons appartenant</p>	<p>Adéquation du ciblage géographique (régions, départements, communes) de chacune des 3 composantes à la cartographie de la situation alimentaire et à l'évolution des indicateurs sectoriels portant sur : La pauvreté ; L'insécurité alimentaire ;</p>	<p><b>Personnes ressources :</b> BP : personnel actuel et passé (en fonction lors de la conception du PP) Sous-bureaux du PAM Ministères/structures publiques en charge des thématiques sectorielles (niveau</p>	<p>Entretiens semi directifs individuels Entretiens semi directifs de groupes Observations directes des</p>	<p>Triangulation information documentaire et personnes ressources  Validation lors de la</p>	<p>Rapports d'enquêtes et d'étude disponibles Evolution de la répartition géographique</p>

	<p>à différents groupes, au moment de la conception du projet et par la suite ?</p>	<p>La situation nutritionnelle (prévalence de la malnutrition chronique et aigüe, carences en micronutriments) ; L'éducation (accès à l'éducation, taux de scolarisation, de rétention, d'abandon, etc.) Existence et justesse des critères de sélection des sites d'intervention (villages, structures scolaires, etc.) Clarté et transparence du processus de sélection des sites d'intervention Optimisation des interactions entre les 3 composantes dans le ciblage géographique</p>	<p>central et services déconcentrés) Autorités locales et traditionnelles (maires de communes, conseils ruraux, chefs traditionnels, etc.) Sites des diverses activités (personnel d'exécution) Bénéficiaires et communautés ciblées par le PP <b>Documents :</b> Cartographie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle Rapports, enquêtes et statistiques sur l'évolution des indicateurs en matière de nutrition, sécurité alimentaire, pauvreté et éducation</p>	<p>sites d'intervention et du contexte local Revue documentaire</p>	<p>restitution des résultats préliminaires</p>	<p>e des 3 composantes entre 2012 et 2015 (nombre de sites et nombre de bénéficiaires) non disponible Documentation disponible ne distinguant pas les activités en fonction de l'opération concernée (IPSR ou PP) pour la C1</p>
	<p><b>1.3 Les modalités de transfert</b> sont-elles pertinentes au regard des besoins des populations, y compris les besoins particuliers des femmes, des hommes, des filles et des garçons appartenant à différents groupes, au moment de la conception du projet et par la suite ?</p>	<p>Existence et qualité des études de faisabilité avant la mise en place de transferts monétaires ou bons. Pertinence des critères de choix des modalités de transfert au regard des besoins des populations et du contexte socio-économique au moment de la conception du PP. Notamment degré de prise en compte des besoins spécifiques des femmes dans le choix des modalités de transfert. Niveau de consultation des populations dans le choix des modalités de transfert Existence et qualité des mécanismes de suivi des marchés et prix alimentaires au cours du PP Pertinence des ajustements et modifications apportés en termes de modalités de transfert au regard de l'évolution des besoins et du contexte entre 2012 et 2015</p>	<p><b>Personnes ressources :</b> BP et sous-bureaux Ministères/structures publiques en charge des thématiques sectorielles (niveau central et services déconcentrés) Sites des diverses activités (personnel d'exécution) <b>Documents :</b> Enquêtes sur les marchés et prix alimentaires Etudes de faisabilité pour la mise en place de transferts monétaires et bons</p>	<p>Entretiens semi directifs individuels Entretiens semi directifs de groupe Revue documentaire</p>	<p>Triangulation information documentaire et personnes ressources  Validation lors de la restitution des résultats préliminaires</p>	<p>OK</p>

	<p><b>1.4</b> Les activités de <b>renforcement des capacités institutionnelles</b> correspondent-elles aux besoins identifiés des différentes institutions concernées ?</p>	<p>Adéquation entre les besoins identifiés de renforcement des capacités du personnel concerné (niveau central et déconcentré) et les activités du projet</p>	<p><b>Personnes ressources :</b> BP et sous-bureaux Ministères/structures publiques en charge des thématiques sectorielles (niveau central et services déconcentrés) Personnel d'exécution formé</p> <p><b>Documents :</b> Outils de formation ; rapports d'ateliers de formation</p>	<p>Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire</p>	<p>Triangulation information documentaire et personnes ressources</p> <p>Validation lors de la restitution des résultats préliminaires</p>	<p>Documentation incomplète : outils de formation, rapports des ateliers de formation, nombre de personnel formé par année par composante</p>
	<p><b>1.5</b> Les objectifs, le ciblage, le choix des activités et des modalités de transfert ont-ils pris en compte les <b>leçons tirées</b> de l'expérience passée ?</p>	<p>Degré d'incorporation des leçons apprises des précédentes opérations dans la formulation et la mise en œuvre du PP Niveau de prise en compte des recommandations des évaluations des précédentes opérations dans la formulation et la mise en œuvre du PP Conformité de la RB 4 avec les recommandations de l'évaluation d'impact des programmes Vivres pour la création d'avoirs sur la résilience des moyens d'existence au Sénégal</p>	<p><b>Personnes ressources :</b> BP (personnel actuel et passé en fonction lors de la conception du PP)</p> <p><b>Documents :</b> Rapports d'évaluations thématiques (par ex. : évaluation de la politique du PAM relative aux transferts monétaires et aux bons WFP/EB.1/2015/5-A) ou spécifiques au Sénégal (par ex. : évaluation d'impact des programmes VCA) Liste des recommandations et leçons apprises formulées dans les rapports de S/E du PAM et des partenaires</p>	<p>Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire</p>	<p>Triangulation information documentaire et personnes ressources</p> <p>Validation lors de la restitution des résultats préliminaires</p>	<p>OK</p>
<p><b>Critère 2 : Cohérence du PP avec les politiques et stratégies nationales</b></p>	<p><b>2.1</b> Les objectifs, le ciblage, le choix des activités et des modalités de transfert sont-ils cohérents avec les <b>politiques nationales</b>, y compris les politiques et stratégies sectorielles, au moment de la conception du projet et par la suite ?</p>	<p>Cohérence des objectifs spécifiques des 3 composantes avec les axes prioritaires du gouvernement déclinés dans les documents de politiques/stratégies nationales. Concordance dans le choix des normes et modalités d'intervention du PP avec les protocoles sectoriels existants (voir <b>Error! Reference source not found.</b>) Niveau de participation des instances gouvernementales dans la définition des objectifs et les activités du projet Alignement des modalités de transfert sur</p>	<p><b>Personnes ressources :</b> BP Ministères (Ministère de l'Education Nationale (MEN); Ministère de la Santé et de l'Action Sociale (MSAS); Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural (MAER); Ministère de la Femme de la Famille et de l'Enfance (MFFE)/structures publique en charge des thématiques sectorielles (niveau central et</p>	<p>Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire</p>	<p>Triangulation information documentaire et personnes ressources Comparaison des documents de projet avec les documents de politiques nationales Validation lors de la</p>	

		les priorités nationales et programmes gouvernementaux existants.	services déconcentrés) <b>Documents :</b> Document de projet Plan d'Action du Programme de Pays (PAPP) Documents de politiques nationales : Plan Sénégal Emergent Plan d'Actions Prioritaires Stratégie Nationale de Développement Economique et Social Lettre de politique de développement de la Nutrition Lettre de Politique Générale pour le Secteur de l'Education et de la Formation Documents de stratégies sectorielles <ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan stratégique de la Cellule de Lutte contre la Malnutrition ;</li> <li>• Plan d'investissement agricole 2011-2015</li> <li>• Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence (Education)</li> </ul>		restitution des résultats préliminaires	
<b>Critère 3 : Cohérence du PP avec les politiques et orientations normatives du PAM</b>	<b>3.1</b> Les objectifs et les activités du projet sont-ils cohérents avec les <b>stratégies, politiques et orientations normatives du PAM</b> , au moment de la conception du projet et par la suite ?	Concordance des objectifs, produits, activités et intrants de chaque composante avec ceux recommandés dans les documents de référence du PAM (cadre de résultats stratégiques, politiques, manuels et orientations normatives (voir <b>Error! Reference source not found.</b> ) Degré de prise en compte des conseils techniques et recommandations formulées par le bureau régional et le siège du PAM lors de la formulation du PP et de ses révisions Cohérence avec les priorités et les actions identifiées dans le PNUAD	<b>Personnes ressources :</b> BP, BR, Siège (conseillers techniques) <b>Documents :</b> Document de projet Notes des réunions du comité de revue des opérations Documents du Conseil d'administration du PAM (cadres stratégiques 2008-2013 et 2014-2017, politiques révisée sur l'alimentation scolaire (2013), la nutrition, la problématique hommes-femmes, les transferts	Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire	Triangulation information documentaire et personnes ressources Comparaison des documents de projet avec les documents de stratégies et politiques du PAM Validation lors de la restitution des	OK

			monétaires et bons ; etc.) Manuels et documents d'orientation normative du PAM PNUAD		résultats préliminaires	
	<b>3.2</b> Dans quelle mesure le PP a-t-il pris en compte la <b>problématique hommes / femmes</b> et quels en sont les effets ?	Niveau de prise en compte des objectifs d'égalité filles-garçons dans la conception et la mise en œuvre des activités, et dans les produits du projet : Niveau de prise en compte de l'analyse du genre dans la conception du PP Cohérence avec les politiques nationales en matière de genre Nombre de participants hommes et femmes dans les activités et au niveau des bénéficiaires Proportion de femmes bénéficiaires qui occupent des positions de leadership dans les comités de pilotage / comités de gestion Implication des hommes dans les activités de distribution alimentaire ou d'éducation nutritionnelle	<b>Personnes ressources :</b> BP ; Sous-bureaux ; Personnel des sites des activités Comités de pilotage/CGE Bénéficiaires <b>Documents :</b> Politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2009 et 2015)	Entretiens semi directifs individuels et de groupes Revue documentaire	Triangulation information documentaire et personnes ressources Validation lors de la restitution des résultats préliminaires	Indicateurs ajoutés en 2014 mais pas d'activités identifiées
	<b>3.3</b> Les composantes 1 et 3 ont-elles été sensibles à la <b>nutrition</b> dans leur conception et mise en œuvre ?	Composante 1 et 3 : Indicateurs nutritionnels inclus dans le ciblage L'éducation nutritionnelle incluse dans les formations du personnel d'exécution et des bénéficiaires	Personnes ressources : BP Partenaires d'exécution Bénéficiaires <b>Documents</b> Politique du PAM sur la Nutrition 2012 Outils de formation	Entretiens semi directifs individuels et de groupes Revue documentaire	Triangulation information documentaire et personnes ressources Validation lors de la restitution des résultats préliminaires	OK
<b>Critère 4 : Complémentarité du PP avec les autres opérations du PAM et celles des autres partenaires de l'action humanitaire et de développement</b>	<b>4.1</b> Les objectifs, le ciblage, le choix des activités et des modalités de transfert s'inscrivent-ils dans une logique de complémentarité avec les interventions pertinentes conduites par les <b>partenaires</b> de l'action humanitaire et de développement ?	Cohérence des objectifs et des activités du PP avec les stratégies, priorités et activités des partenaires de l'action humanitaire et de développement (équipes NU, PTF impliqués dans les secteurs de la sécurité alimentaire, la nutrition et l'éducation, société civile impliquée dans les mêmes secteurs). Degré de consultation de ces acteurs par le PAM Existence de lettres d'entente et leur	<b>Personnes ressources :</b> BP Ministères/structures publiques en charge des thématiques sectorielles (niveau central et services déconcentrés) PTF (UNICEF, FAO, etc.) Autres acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire, la nutrition et l'éducation : personnel en charge de la	Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire	Triangulation information documentaire et personnes ressources	La documentation concernant les projets des partenaires sera collectée au cours de la mission de

		<p>pertinence au regard des objectifs visés et activités retenues</p> <p>Synergies créées avec les projets en cours dans les secteurs de la sécurité alimentaire, la nutrition et l'éducation :</p> <p>Niveau et qualité de la participation du PAM et du projet dans les mécanismes de coordination sectoriels.</p> <p>Niveau de complémentarité avec les autres interventions.</p> <p>Niveau de participation des acteurs impliqués dans le secteur de la sécurité alimentaire, la nutrition et l'éducation dans l'identification, la conception et la mise en œuvre des activités.</p> <p>Niveau de connaissance des activités du PP par les autres acteurs.</p> <p>Existence de duplications ou de besoins non couverts.</p>	<p>coordination</p> <p><b>Documents :</b></p> <p>MOU et/ou lettres d'entente</p> <p>Notes des réunions de programmation/coordination avec les PTF</p>			<p>terrain principalement. Par ailleurs, les entretiens avec les partenaires permettront de compléter l'information manquante.</p>
	<p><b>4.2</b> Les objectifs, le ciblage, le choix des activités et des modalités de transfert s'inscrivent-ils dans une logique de complémentarité avec les <b>autres opérations du PAM</b>, notamment les IPSR 200138 et 200681 ?</p>	<p>Niveau de chevauchement géographique entre les objectifs et les activités du PP et des IPSR 200138 et 200681 et, le cas échéant, pertinence de ces chevauchements</p> <p>Degré de complémentarité entre les activités de redressement du PAM et celles de développement à long-terme</p>	<p><b>Personnes ressources :</b></p> <p>BP</p> <p><b>Documents :</b></p> <p>Documents de projets : IPSR 200138, IPSR 200681</p>	<p>Entretiens semi directifs individuels</p> <p>Revue documentaire</p>	<p>Triangulation information documentaire et personnes ressources</p> <p>Validation lors de la restitution des résultats préliminaires</p>	OK
<b>Q2. QUELS SONT LES RESULTATS DE L'OPERATION ?</b>						
<p><b>Critère 5 : Niveau de concrétisation des produits attendus du PP</b></p>	<p><b>5.1</b> Combien de <b>bénéficiaires</b>, ventilés par catégories et par sexe, ont reçu l'assistance du PAM par rapport aux chiffres prévus ?</p>	<p><b>Composante 1 :</b></p> <p>Nombre et proportion de bénéficiaires atteints par rapport aux prévisions, par catégorie, par type d'intervention et par an</p> <p>Nombre et proportion de bénéficiaires atteints par rapport aux besoins, par catégorie et par an</p> <p>Nombre et proportion de participants aux activités de type ACA par rapport aux prévisions, par catégorie et par an</p>	<p><b>Personnes ressources :</b></p> <p>BP (programme, S/E, logistique)</p> <p>Sous-bureaux du PAM</p> <p>Ministères/structures publiques en charge des thématiques sectorielles au niveau central, régional et départemental</p> <p>ONG partenaires des activités menées</p> <p>Comités de gestion des diverses</p>	<p>Entretiens semi directifs individuels et de groupe</p> <p>Revue documentaire</p> <p>Consultation des bases de données</p> <p>Observations directes</p>	<p>Tableaux et graphiques</p> <p>Triangulation de différentes sources d'information et données</p> <p>Validation lors de la restitution des résultats</p>	<p>C1 : Documentation disponible ne distinguant pas les activités en fonction de l'opération concernée</p>

		<p>Nombre et proportion de sociétaires des BCV soutenus par rapport aux prévisions, par catégorie et par an</p> <p><b>Composante 2 :</b>          Nombre et proportion de structures sanitaires/sites par rapport aux prévisions          Nombre et proportion des différentes catégories de bénéficiaires (enfants 6-23 mois et 24-59 mois par genre ; Femmes enceintes/allaitantes) par rapport aux prévisions, par type d'intervention          Nombre de membres du personnel formés aux méthodes de distribution des vivres          Nombre de femmes/hommes ayant été informés des bonnes pratiques alimentaires, hygiéniques et sanitaires          Quantité de sel iodé produit par les groupes appuyés par le PAM          Quantité de farine enrichie localement (en tonnes)          Nombre de femmes formées à la production de farine enrichie          Nombre de séances de démonstration de l'utilisation culinaire d'aliments enrichis organisées</p> <p><b>Composante 3 :</b>          Nombre d'écoles (primaires et préscolaires) bénéficiant de vivres ou espèces et en pourcentage par rapport au plan de travail par année          Nombre d'élèves ciblés recevant des repas, par genre et en pourcentage du nombre prévu par année</p>	<p>activités (écoles/cuisinières/sites communautaires/BCV/ etc.)          Bénéficiaires des diverses activités</p> <p><b>Documents :</b>          Document de projet (notamment le cadre logique)          SPR          Rapports annuels d'exécution et de suivi/évaluation des sous-bureaux et des partenaires          Bases de données du BP, des sous-bureaux et des partenaires          Registres et autres outils de suivi des chantiers et des BCV des partenaires d'exécution</p>		préliminaires	(IPSR ou PP)
						<p>C2 : Documentati on généralement complète mais il manque CPR 2015</p>
						<p>C3 : Nombre d'écoles par département non disponible</p>
	<p><b>5.2</b> Les bénéficiaires ont-ils reçu les <b>intrants</b> prévus (vivres, espèces ou bons, et autres) en qualité et en quantité ?</p>	<p><b>Composantes 1, 2 et 3 :</b>          Tonnes de produits alimentaires distribuées, par type et en pourcentage du volume prévu          Composition et quantités des rations distribuées par rapport à la composition et aux quantités prévues          Valeurs des transferts monétaires ou des</p>	<p><b>Personnes ressources :</b>          BP (programme, S/E, logistique)          Sous-bureaux du PAM          Ministères/structures en charge des thématiques sectorielles (niveau central et structures déconcentrées)</p>	<p>Entretiens semi directs individuels et de groupe          Revue documentaire          Consultation des bases de</p>	<p>Tableaux et graphiques          Triangulation de différentes sources d'information et données          Validation lors</p>	<p>C1 : Documentati on disponible ne distinguant pas les activités en</p>

		<p>bons par rapport aux valeurs prévues Durée de l'assistance (vivres, espèces ou bons) fournie par rapport à la durée prévue Ruptures de stocks ; et si oui durée par type de vivres et activité Niveau de satisfaction des bénéficiaires et adéquation des denrées/intrants fournis aux habitudes alimentaires locales</p> <p><b>Composante 1 :</b> Quantité moyenne de vivres reçus par ménage bénéficiaire, par type d'intervention, par zone géographique et par an Quantité et qualité des intrants et outils agricoles fournis aux bénéficiaires</p> <p><b>Composante 2 :</b> Critères d'admission et de sortie respectés Nombre et pourcentage de bénéficiaires ayant reçu des articles non-alimentaires</p> <p><b>Composante 3 :</b> Nombre et pourcentage d'écoles dotées de foyers améliorés Nombre et pourcentage d'écoles dotées de jardins scolaires Ecoles recevant des vivres vs écoles recevant des espèces : Nombre de jours de fonctionnement des cantines par rapport au nombre prévu Nombre de repas fournis par rapport au nombre prévu</p>	<p>ONG partenaires Comités de gestion des diverses activités (écoles/cuisinières/sites communautaires/BCV/ etc.) Bénéficiaires</p> <p><b>Documents :</b> Document de projet (notamment le cadre logique) Pipelines SPR Rapports annuels d'exécution et de suivi/évaluation des sous-bureaux et des partenaires Bases de données du BP, des sous-bureaux et des partenaires</p>	<p>données Observations directes</p>	<p>de la restitution des résultats préliminaires</p>	<p>fonction de l'opération concernée (IPSR ou PP) C3 : Informations sur les modalités / indicateurs de suivi des écoles recevant des espèces non disponibles à ce stade</p>
	<p><b>5.3</b> Les formations techniques, avoirs communautaires, dispositifs de <b>réduction des risques</b> et d'atténuation de leurs effets ont-ils été réalisés comme prévus ?</p>	<p>Nombre et proportion d'agriculteurs formés, par catégorie, par rapport aux prévisions Quantité et proportion d'avoirs ou de dispositifs réalisés par rapport aux prévisions : Superficies de bas-fonds aménagés Kilomètres de routes créés ou remis en état Nombre de BCV opérationnelles Superficies reboisées, etc.</p>	<p><b>Personnes ressources :</b> BP (programme, S/E) Sous-bureaux Partenaires de la C1 Comités de gestion des activités C1 (sites communautaires, BCV, etc.) Bénéficiaires</p> <p><b>Documents :</b> Document de projet (notamment le cadre logique)</p>	<p>Entretiens semi directifs individuels et de groupe Revue documentaire Consultation des bases de données Observations directes</p>	<p>Triangulation de différentes sources d'information et données Validation lors de la restitution des résultats préliminaires</p>	<p>Documentation disponible ne distinguant pas les activités en fonction de l'opération concernée (IPSR ou PP)</p>

		Adéquation et qualité des formations/avoirs/dispositifs réalisés	SPR Rapports annuels d'exécution et de suivi/évaluation des sous-bureaux et des partenaires Bases de données du BP, des sous-bureaux et des partenaires			PP)
5.4 L'appui au <b>transfert des responsabilités</b> aux ministères/structures en charge des thématiques sectorielles a-t-il été fourni comme prévu ?		<b>Composante 1 :</b> Nombre d'agents gouvernementaux formés par le projet ou grâce au soutien du système d'alerte précoce Adéquation et qualité des formations réalisées Nombre d'objectifs stratégiques du programme national d'investissements agricoles effectivement couverts par le PP (objectifs 1, 2, 3, 5, 7 et 8)	<b>Personnes ressources :</b> BP (programme et unité VAM) MAER et ses services déconcentrés, CSA, SE-CNSA <b>Documents :</b> Plan d'investissement agricole 2011-2015 SPR Rapports annuels d'exécution et de suivi/évaluation des sous-bureaux et des partenaires	Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire Observations directes	Triangulation de différentes sources d'information/données Validation lors de la restitution des résultats préliminaires	Ok
		<b>Composante 3 :</b> Adoption/mise en œuvre d'une politique nationale en matière d'alimentation avec des stratégies intégrées de pérennisation Fonctionnalité de la base de données nationale sur les cantines (BALISE) Adoption/vulgarisation/utilisation d'un guide de mise en place et de gestion des cantines scolaires Renforcement DCAS Elaboration/Confection des outils de transfert et de gestion (cartes bénéficiaires, Coupons, fiche de suivi (registres) Formation CGE et Détaillants sur les mécanismes de transfert y compris sur la nutrition	<b>Personnes ressources :</b> BP MEN/DCAS <b>Documents :</b> Rapports des ateliers de formations Document de politique nationale en matière d'alimentation scolaire	Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire	Triangulation de différentes sources d'information/données Validation lors de la restitution des résultats préliminaires	OK
<b>Critère 6 : Progrès dans la réalisation des effets du PP par rapport aux cibles fixées</b>	<b>6.1</b> Le PP a-t-il contribué à améliorer la <b>consommation alimentaire</b> des ménages ciblés pendant la durée du projet (effet direct 1)	Score de consommation alimentaire des ménages ciblés Niveau de couverture des besoins vivriers des ménages ciblés pendant la période de soudure	<b>Personnes ressources :</b> BP (programme, VAM et S/E) Sous-bureaux Partenaires de mise en œuvre : ministères et ONG (voir tableau analyse des parties prenantes) Comités de gestion des activités	Entretiens semi directifs individuels et de groupes Observations directes Revue	Triangulation information documentaire et personnes ressources Validation lors de la	Documentati on disponible ne distinguant pas les activités en

	<p><b>6.2</b> Le PP a-t-il contribué à accroître la <b>résilience</b> des communautés et des ménages ciblés et à réduire les risques de catastrophes et de chocs auxquels ils sont exposés (effets directs 1 et 2) ?</p>	<p>Score des communautés en termes d'avoirs  Estimation des gains de production et productivité agricoles liés à la mise en œuvre du PP  Niveau d'adoption par les agriculteurs ciblés de pratiques culturales visant à réduire ou prévenir les risques (ex : dispositifs de restauration des sols)  Niveau d'adoption par les ménages ciblés de dispositifs économiques/financiers visant à réduire ou prévenir les risques (ex : épargne)</p>	<p>C1 (sites communautaires, BCV, etc.)  Bénéficiaires  <b>Documents :</b>  SPR  Rapports annuels d'exécution et de suivi/évaluation des sous-bureaux et des partenaires  Rapports sur la sécurité alimentaire (AGVSAN par ex.)</p>	<p>documentaire</p>	<p>restitution des résultats préliminaires</p>	<p>fonction de l'opération concernée (IPSR ou PP)  Limitations : selon les SPR, tous les indicateurs du cadre logique initial n'ont pas été intégrés au système de S/E  Changements dans les valeurs cibles en 2014</p>
	<p><b>6.3</b> Quels ont été les avancées en termes de renforcement des capacités grâce au soutien à la <b>production</b> et aux <b>achats locaux</b> (effets directs 3, 6 et 8) ?</p>	<p>Quantités de céréales achetées par le PAM sur les marchés locaux, en pourcentage du volume total des céréales distribuées  Quantités de vivres achetés localement, en pourcentage des vivres distribués  Accroissement de la production d'aliments enrichis  Quantité de sel iodé acheté directement auprès des groupes, en pourcentage du volume total de sel distribué</p>	<p><b>Personnes ressources :</b>  BP (programme, S/E, logistique)  Sous-bureaux  <b>Documents :</b>  Pipelines  SPR  Rapports annuels d'exécution et de suivi/évaluation des sous-bureaux et des partenaires  Bases de données du BP, des sous-bureaux et des partenaires</p>	<p>Entretiens semi directifs individuels  Revue documentaire</p>	<p>Triangulation information documentaire et personnes ressources  Validation lors de la restitution des résultats préliminaires</p>	<p>Ok</p>
	<p><b>6.4</b> Quels ont été les avancées en termes de renforcement des capacités grâce à une stratégie de <b>transfert des responsabilités</b> (effets directs 4 et 11) ?</p>	<p>Niveau de prise en charge du SAP et des autres dispositifs de prévention des risques de catastrophes par le gouvernement sénégalais  Degré d'implication des services déconcentrés du MAER dans la supervision et la maintenance des avoirs productifs réalisés  Pourcentage du budget national du MEN consacré à l'alimentation scolaire</p>	<p><b>Personnes ressources :</b>  BP (programme, S/E, VAM)  Sous-bureaux  Ministères/structures en charge des thématiques sectorielles (niveau central et structures déconcentrées)  <b>Documents :</b>  SPR  Rapports annuels d'exécution et de suivi/évaluation des sous-</p>	<p>Entretiens semi directifs individuels  Revue documentaire</p>	<p>Triangulation information documentaire et personnes ressources  Validation lors de la restitution des résultats préliminaires</p>	<p>OK</p>

			bureaux et des partenaires			
	<p><b>6.5</b> Quels ont été les progrès dans la <b>réduction de la dénutrition</b>, y compris les carences en micronutriments, chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants d'âge scolaire (effets directs 5, 7 et 10) ?</p>	<p><b>Composante 2 :</b> Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans Taux de récupération des enfants atteints de MAM pris en charge Taux de mortalité des enfants atteints de MAM pris en charge Taux d'abandon du traitement des enfants atteints de MAM Taux de non-réponse au traitement des enfants atteints de MAM Prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 2 ans Pourcentage de ménages qui consomment régulièrement du sel iodé Pour chacun des indicateurs pertinents, le ratio filles/garçons sera observé.</p> <p><b>Composante 3</b> Apport estimé en micronutriments</p>	<p><b>Personnes ressources :</b> BP (Chargé NUT/PAM, S/E) Sous-bureaux Comité de pilotage, Agents de distribution, ONG, Poste de Santé Bénéficiaires <b>Documents :</b> Cadre logique, rapports suivi/évaluation</p>	Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire	Triangulation information documentaire et personnes ressources Validation lors de la restitution des résultats préliminaires	Documentation incomplète. Les données sur la prévalence de la malnutrition chronique et la consommation de sel iodé ne seront pas disponibles <sup>7</sup>
	<p><b>6.6</b> Les activités du PP ont-elles contribué à une amélioration de l'accès à l'<b>éducation</b> et à la valorisation du capital humain dans les écoles appuyées par le PAM (effet direct 9) ?</p>	<p>Augmentation du taux d'inscription dans les établissements primaires et les structures préscolaires Taux de fréquentation Taux d'abandon Élèves obtenant le certificat d'études primaires Entrée en sixième année de scolarité Taux d'achèvement de la scolarité des enfants, en particulier des filles Pour chacun des indicateurs, le ratio filles/garçons sera observé.</p>	<p><b>Personnes ressources :</b> BP (Chargé alimentation scolaire ; S/E) MEN : DcaS ; IEF Ecoles (directeurs, comités de gestion) <b>Documents :</b> Cadre logique Base données (BALISE) SPR 2012, 2013, 2014 Rapports annuels MEN/DCaS</p>	Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire	Triangulation information documentaire et personnes ressources Validation lors de la restitution des résultats préliminaires	Limitations : selon les SPR, tous les indicateurs du cadre logique initial n'ont pas été intégrés au système de S/E Changements dans les valeurs cibles en 2014
<b>Critère 7 : Progrès vers l'atteinte des objectifs du PP et</b>	<b>7.1</b> Dans quelle mesure le PP contribue-t-il à l'atteinte des <b>objectifs stratégiques du PAM</b> ?	<b>Composante 1 :</b> Fonctionnalité des systèmes de préparation aux catastrophes au niveau national et local Niveau de gestion et de maintenance des	<b>Personnes ressources :</b> BP, BR et sous-bureaux Ministères/structures en charge des thématiques sectorielles (niveau central et structures	Entretiens semi directifs individuels et en groupe Revue	Triangulation information documentaire et personnes ressources	OK

<sup>7</sup> Il s'agit de données fournies par les enquêtes EDS ou études d'impact et à notre connaissance il n'y a pas d'enquête/étude en cours.

<b>probabilité de pérennité des acquis</b>		<p>avoirs productifs / dispositifs de réduction des risques créés/soutenus par le PP</p> <p>Reproduction par des non bénéficiaires d'activités mises en œuvre lors du PP</p> <p><b>Composante 2 :</b> Quantité de vivres achetés localement en pourcentage des vivres distribués Uniformisation des critères de prise en charge de la dénutrition</p> <p><b>Composante 3 :</b> Augmentation de la proportion du budget national du MEN consacré à l'alimentation scolaire Elaboration et adoption/actualisation d'une politique nationale d'alimentation scolaire</p>	déconcentrées) Bénéficiaires et non bénéficiaires dans les zones ciblées par le PP	documentaire	Validation lors de la restitution des résultats préliminaires	
	<b>7.2</b> Dans quelle mesure le PP contribue-t-il à l'atteinte des <b>objectifs 1, 2, 3, 4, 5, 7 &amp; 8 du PNUAD ?</b>	Evolution des indicateurs de performance du PNUAD tels que retenus dans le cadre logique du PP			Revue documentaire	Triangulation information documentaire et personnes ressources Validation lors de la restitution des résultats préliminaires
<b>Critère 8 : Efficience de la mise en œuvre du PP</b>	<b>8.1</b> Coût-Efficacité des activités ?	<p>Précision des prévisions budgétaires</p> <p>Evolution de la répartition des coûts d'appui direct</p> <p>Analyse des coûts octroyés aux partenaires coopérants par rapport à la qualité des services fournis</p> <p>Estimation des coûts par catégorie de bénéficiaires.</p> <p>Degré d'éparpillement ou de concentration de l'assistance par rapport aux besoins réels des populations</p>	<p><b>Personnes ressources :</b> BP (programme, S/E, logistique) Sous-bureaux Ministères/structures publiques en charge des thématiques sectorielles (niveau central et structures déconcentrées) ONG partenaires Comités de gestion des diverses activités (écoles/cuisinières/sites communautaires/BCV/ etc.) Bénéficiaires</p> <p><b>Documents :</b> Pipelines</p>	Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire Observations sites	Triangulation information documentaire, personnes ressources et observations Validation lors de la restitution des résultats préliminaires	OK

			SPR Rapports annuels d'exécution et de suivi/évaluation des sous-bureaux et des partenaires			
	<b>8.2</b> La livraison des intrants a-t-elle été ponctuelle ?	Délais moyens entre la planification des livraisons des intrants (vivres, espèces) et leurs distributions aux bénéficiaires Ecart entre quantités attribuées/réceptionnées/distribuées	<b>Personnes ressources :</b> BP (programme, S/E, logistique) Sous-bureaux Ministères/structures publiques en charge des thématiques sectorielles (niveau central et structures déconcentrées) ONG partenaires Comités de gestion des diverses activités Bénéficiaires <b>Documents :</b> Pipelines SPR Rapports annuels d'exécution et de suivi/évaluation des sous-bureaux et des partenaires	Entretiens semi directifs individuels  Revue documentaire  Observations sites	Triangulation information documentaire, personnes ressources et observations  Validation lors de la restitution des résultats préliminaires	OK
	<b>8.3</b> Efficience de la mise en œuvre ?	Ressources planifiées/mobilisées vis-à-vis des ressources réellement utilisées	<b>Personnes ressources :</b> BP <b>Documents :</b>  Rapports budgétaires	Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire  Observations sites	Triangulation information documentaire, personnes ressources et observations Validation lors de la restitution des résultats préliminaires	OK
<b>Q3. POURQUOI ET COMMENT L'OPERATION A-T-ELLE PRODUIT LES RESULTATS OBSERVES ?</b>						
<b>Critère 9 : Facteurs internes qui ont influencé les résultats</b>	<b>9.1</b> Les ressources prévues et obtenues sont-elles en adéquation avec les objectifs fixés ?	Ventilation du budget et adéquation des ressources disponibles prévues pour la mise en œuvre des activités. Niveau de mobilisation effective des ressources humaines et matérielles	<b>Personnes ressources :</b> BP (personnel de direction et chargés du budget) <b>Documents :</b> Rapports financiers	Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire	Triangulation information documentaire et personnes ressources	Ok

	<p>prévues</p> <p>Niveau d'exécution du budget</p> <p>Stratégie de mobilisation des ressources</p> <p>Stratégie de mobilisation des ressources et décisions prises par le BP face à l'insuffisance des fonds</p> <p>Coût de l'opération au regard des bénéfices engendrés/attendus.</p>			Validation lors de la restitution des résultats préliminaires	
<p><b>9.2 Le système de suivi-évaluation,</b> y compris les outils de collecte et d'analyse des données, permettent-ils de mesurer les résultats et contribuent-ils au pilotage du PP ?</p>	<p>Conformité du système de S/E mis en place avec les exigences minimales du PAM en matière de S/E</p> <p>Procédures de S/E en place et adaptées aux besoins (y compris pour la ventilation des données par sexe)</p> <p>Disponibilité des registres / fiches de suivi et clarté des instructions pour leur remplissage</p> <p>Cohérence des données recueillies avec les indicateurs retenus dans le cadre logique</p> <p>Gestion des données : adéquation de l'analyse des données et leur utilisation pour la prise de décision</p> <p>Cohérence, exhaustivité et complétude des rapports des sous-bureaux et des partenaires d'exécution à tous les niveaux</p> <p>Existence d'études autres que le S/E permettant d'avoir des données qui ne sont pas captées par le S/E</p>	<p><b>Personnes ressources :</b></p> <p>BP (personnel chargé du S/E)</p> <p>Partenaires d'exécution (personnel chargé du S/E)</p> <p>Sites d'activités (écoles, structures sanitaires, bureaux régionaux CLM, etc.) : personnel responsable de la collecte et consignation des données</p> <p><b>Documents :</b></p> <p>Cadre logique (initial et révisé)</p> <p>Registres, fiches et guides d'utilisation</p> <p>Rapports de suivi des sous-bureaux (suivi post-distribution ; visites de suivi)</p> <p>Rapports annuels d'activités des partenaires gouvernementaux et partenaires d'exécution</p>	<p>Entretiens semi directifs individuels</p> <p>Revue documentaire</p>	<p>Analyse des outils vis-à-vis des indicateurs du cadre logique</p> <p>Analyse des rapports annuels</p> <p>Validation lors de la restitution des résultats préliminaires</p>	OK
<p><b>9.3 Les partenaires</b> d'exécution répondent-ils aux critères établis et aux exigences financières, techniques, matérielles et humaines pour la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs ?</p>	<p>Adéquation du processus et des critères de sélection des partenaires d'exécution</p> <p>Adéquation des ressources financières, techniques, matérielles et humaines des partenaires d'exécution</p> <p>Arrangements institutionnels, coordination et processus de prise de décision avec les partenaires</p>	<p><b>Personnes ressources :</b></p> <p>BP</p> <p>Sous-bureaux</p> <p>Partenaires</p> <p><b>Documents :</b></p> <p>FLA/MOU signés avec les partenaires</p> <p>Rapports annuels des partenaires</p>	<p>Entretiens semi directifs individuels</p> <p>Revue documentaire d'un échantillon de FLA</p>	<p>Triangulation information documentaire et personnes ressources</p> <p>Validation lors de la restitution des résultats préliminaires</p>	OK
<p><b>9.4 La gestion du bureau de pays en termes de ressources humaines</b></p>	<p>Evolution des ressources humaines (nombre et profil du personnel du PAM et consultants) en charge du PP</p>	<p><b>Personnes ressources :</b></p> <p>BP (chargés de la gestion du personnel)</p>	<p>Entretiens semi directifs individuels</p>	<p>Triangulation information documentaire</p>	OK

	et <b>dispositifs institutionnels</b> répond-elle aux exigences de mise en œuvre et de suivi-évaluation du PP ?	Pourcentage de postes budgétisés remplis/vacants Adéquation des procédures organisationnelles et des contrôles internes	<b>Documents :</b> Organigrammes Données sur l'évolution des postes clés vacants	Revue documentaire	et personnes ressources Validation lors de la restitution des résultats préliminaires	
	<b>9.5 L'appui technique</b> du BR, du siège du PAM et du BP a-t-il répondu aux besoins en temps voulu ?	Nature, qualité et volume de l'appui (nombre et types de missions ; notes d'information, etc.) pour la conception et la mise en œuvre du PP : Siège PAM/ BP BR/BP BP/Sous-Bureaux	<b>Personnes ressources :</b> PAM Siège, BR, BP et sous-bureaux <b>Documents :</b> Notes pour les dossiers et/ou rapports de mission/visites de terrain	Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire	Triangulation information documentaire et personnes ressources Validation lors de la restitution des résultats préliminaires	Pas de rapports ou notes pour le dossier transmis par le BP ou BR
<b>Critère 10 : Facteurs externes qui ont influencé les résultats</b>	<b>10.1</b> Quel niveau de financement et intérêt des donateurs pour le PP ?	Fonds reçus par rapport aux besoins du PP par composante Perceptions des donateurs vis-à-vis du PP et de ses trois composantes Capacité du PP à réagir par rapport au manque de financements	<b>Personnes ressources :</b> BP Donateurs <b>Documents :</b> Budget du projet Rapports financiers	Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire	Triangulation information documentaire et personnes ressources Validation lors de la restitution des résultats préliminaires	OK
	<b>10.2</b> Faiblesses et forces des politiques nationales et cadres législatifs ?	Voir question 2.1 et 3.2	<b>Personnes ressources :</b> BP Ministères et structures en charge des thématiques sectorielles <b>Documents :</b> Documents de politiques	Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire	Triangulation information documentaire et personnes ressources Validation lors de la restitution des résultats préliminaires	OK
	<b>10.3</b> Les <b>partenaires publics</b> (niveau central et services déconcentrés) ont-ils rempli leurs obligations telles que stipulées dans les MOU et lettres	Comparaison des dépenses prévues et contributions réelles par année Activités réduites ou modifiées en raison de contraintes de financement	<b>Personnes ressources :</b> BP Ministères et structures en charge des thématiques sectorielles au niveau central et départemental <b>Documents :</b>	Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire	Triangulation information documentaire et personnes ressources Validation lors de la	OK

	d'accord ? pourquoi ?	Sinon,		Rapports des partenaires SPR 2012, 2013, 2014		restitution des résultats préliminaires	
	<b>10.4</b> Les <b>prix</b> et la <b>disponibilité</b> des denrées alimentaires et intrants nutritionnels ont-ils affecté la mise en œuvre du programme ?		Evolution des prix des denrées alimentaires et intrants nutritionnels Disponibilité des denrées alimentaires sur les marchés locaux, régionaux ou internationaux	<b>Personnes ressources :</b> BP (personnel de direction et chargés du budget) <b>Documents :</b> Rapports de suivi des sous-bureaux (suivi post-distribution ; visites de suivi) Rapports annuels des partenaires	Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire	Triangulation information documentaire et personnes ressources Validation lors de la restitution des résultats préliminaires	Ok
	<b>10.5</b> D'autres <b>facteurs exogènes</b> ont-ils impacté la mise en œuvre du PP ?		Chocs politiques, sécuritaires, économiques, climatiques Accès aux zones ciblées (aléas climatiques ou sécuritaires) par le PAM et ses partenaires Existence d'autres circonstances externes ayant influencé la mise en œuvre des activités et l'obtention des résultats	<b>Personnes ressources :</b> BP et sous-bureaux Ministères et structures en charge des thématiques sectorielles au niveau central et départemental <b>Documents :</b> Rapports des partenaires SPR 2012, 2013, 2014	Entretiens semi directifs individuels Revue documentaire	Triangulation information documentaire et personnes ressources Validation lors de la restitution des résultats préliminaires	Ok

## **Annexe 4 : Liste des documents consultés**

(Documents cités dans le rapport surlignés en gris)

### **DOCUMENTS DE STRATEGIE**

**PAM.** 2013. L'approche du PAM en matière de Résilience au Sénégal : « Faire les choses différemment » (Version préliminaire).

**WFP CO.** 2014. WFP Senegal's Vision and Country Strategy for 2014-2016.

### **DOCUMENTS DE PROJET**

#### **Documents de Projet**

**PAM BP.** 2015. Présentation des activités du CP 200249 du Sénégal (Présentation Power Point).

**PAM.** 2012. Cade logique du programme de pays Sénégal 200249 (2012 à 2016) (en français et anglais).

**PAM.** 2011. Programme de Pays Sénégal 200249 (2012-2016). WFP/EB.2/2011/8/8.

**PAM.** 2011. Plan d'Action du Programme de Pays (PAPP) 2012-2016.

**PAM.** 2011. Programme de Pays Sénégal 200249 (2012-2016) - Appui aux programmes prioritaires nationaux de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Présentation Power Point).

**WFP.** 2015. Log frame of Component 1 Improving Household Food Security.

**WFP.** 2015. Log frame of Component 2 Providing Nutritional Support.

**WFP.** 2015. Log frame of Component 3 Supporting School Feeding.

**WFP.** 2015. Budget Revision for the approval of the Regional Director – Senegal Country Programme 200249. B/R No. 5.

**WFP.** 2014. Budget Revision for the approval of the Regional Director – Senegal Country Programme 200249. B/R No. 4 dated 26 December 2014.

**WFP.** 2013. Budget Revision for the approval of the Regional Director – Senegal Country Programme 200249. B/R No. 2 dated 19 June 2013.

**WFP.** 2012. Budget Revision for the approval of the Regional Director – Senegal Country Programme 200249. B/R No. 1 dated 12 July 2012.

**WFP.** 2011. Note for the Record of the Programme Review Committee (PRC) Meeting of 18 February 2011 - Senegal Country Programme 200249/CP – Senegal (2012-2016).

### **Budget**

**PAM BP.** 2015. PP 200249 - Montant des besoins vs. montant financé par année (Fichier Excel).

**PAM BP.** 2015. Budget planifié et ressources mobilisées des opérations PAM au Sénégal (Fichier Excel).

**PAM BP.** 2015. Suivi Budgétaire PP 200249 (Fichier Excel).

**PAM.** 2012. Requête de Financement au Gouvernement Canadien – Appui Intégré à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle 2012-2014.

**WFP.** 2014. Revised Budget of Senegal Country Programme 200249 following B/R No.4 (Fichier Excel).

**WFP.** 2011. Budget of Senegal Country Programme 200249 (Fichier Excel).

## **Documents de Planification et Mise en Œuvre (partenaires, bénéficiaires et vivres)**

- PAM BP.** 2015. Allocation du CP par partenaire et par année 2012-2015 (Fichier Excel).
- PAM BP.** 2015. Bénéficiaires cantines. (Fichier Excel).
- PAM BP.** 2015. Tonnage alloué par partenaire pour le CP 200249 de Janvier 2012 à Juillet 2015 (Fichier Excel).
- PAM BP.** 2015. Pipeline (Juin 2015 – Fichier Excel)
- PAM BP.** 2014. Plan de livraison + Food Release Note Cantines scolaires CP 2<sup>ème</sup> semestre
- PAM BP.** 2014. Données bénéficiaires et montant cash pour les écoles (Fichier Excel)
- PAM BP.** 2014. Plan de livraison CS CP AS 2015-2016 C&V (Semestre 1) Vivres (semestres 1 et 2) pour le 2<sup>ème</sup> semestre 2014-2015
- PAM BP.** 2014. Liste écoles C&V 2014-2015
- PAM BP.** 2014. Liste des partenaires 2014 (Fichier Excel).
- PAM BP.** 2014. Besoins en vivres (Fichier Excel).
- PAM BP.** 2013. Liste des partenaires 2013 (Fichier Excel).
- PAM BP.** 2013. Plan de Livraisons des Sites (Fichier Excel).
- PAM BP.** 2012. Liste des partenaires 2012 (Fichier Excel).
- PAM BP.** 2011. Répartition-Planification Ecoles Effectifs Tonnage CP 2012-2015 (Fichier Excel).
- PAM BP.** 2011. PPIF révisé (Fichier Excel).
- PAM Sous-Bureau Tamba.** 2015. Planning budgétaire des missions et des rencontres: période octobre 2015 à mars 2016 (Fichier Excel).
- PAM.** 2014. Plan opérationnel Kaolack (Fichier Excel).
- PAM.** 2013. Plan opérationnel Kaolack.
- WFP.** 2012. Revised Rations and Case Loads - Senegal Country Programme 200249 (Fichier Excel).
- WFP.** 2015. Planned beneficiaries and Outputs (Fichier Excel).
- WFP.** 2011. Rations and Case Loads - Senegal Country Programme 200249 (Fichier Excel).

## **DOCUMENTS OPERATIONNELS**

### **Manuels, Fiches de Suivi et procédures**

- PAM BP.** 2015. Fichier de suivi des CPR (Fichier Excel).
- PAM BP.** 2015. Soutien à l'alimentation scolaire au Sénégal Brief/Note.
- PAM BP.** 2015. Procédure pour la Transmission des Cooperating Partner Reports (CPR) de la création du rapport en version électronique à la création des Service Entry Sheet (SES) dans WINGs et aux paiements.
- PAM BP.** 2015. Procédures Opérationnelles Standard (POS) pour le Programme d'Assistance Alimentaire pour la Création d'Actifs au Sénégal.
- PAM BP.** 2015. Remontée des CPR des partenaires centraux (Fichier Power Point).
- PAM BP.** 2015. Remontée des CPR des partenaires décentralisés (Fichier Power Point).
- PAM BP.** 2015. SOP – Opérations de transferts monétaires (Cash-Voucher) : procédures standards de mise en œuvre des bons alimentaires/ transferts monétaires.
- PAM BP.** 2014. Lettre au Ministère de l'Education de juin 2014.

**PAM BP.** 2014. Nouvelle modalité « cash and vouchers » pour le soutien du PAM à l'alimentation scolaire au Sénégal.

**PAM BP/VAM.** 2014. Approche Méthodologique de Ciblage des Ecoles à Cantine pour l'Assistance Alimentaire du PAM : Année Scolaire 2014/2015.

**DCaS/MEN.** 2014. Contrat de Performance.

**PAM BP.** 2013. Formation Alimentation Scolaire : Outils de gestion et Logistique (Présentation Power Point).

**MEN/PAM.** 2011. Appui du PAM aux cantines scolaires au Sénégal : Manuel enquêteur – enquête de ciblage des écoles.

**MEN/ANPECTP/PAM BP.** 2014. Règlement : Fonctionnement des Cantines Scolaires Appuyées par le PAM (à partir de l'année scolaire 2014 – 2015) - Responsabilisation des Comités de Gestion des Ecoles (CGE).

**PAM BP.** Instruction pour utilisation du fichier de suivi.

**République du Sénégal/PAM BP.** 2012. Guide de Mise en Œuvre des Activités Supplémentation Nutritionnelle PRRO 200138 et CP 200249.

**République du Sénégal/PAM BP.** 2012. Outils de Suivi et Evaluation des Activités de Nutrition.

**WFP.** 2015. M&E Plan for CP 200249 – Senegal 2012-2016 (Fichier Excel).

### **Protocoles d'Accord**

**PAM BP/ANCAR.** 2013. Accord entre le PAM et ACCAR Tambacounda relatif à la sensibilisation, animation et organisation des communautés autour des aménagements de bas-fonds – communauté rurale de Koussanar (région de Tambacounda).

**PAM BP/ANPECTP.** 2012. MOU entre le PAM et ANPECTP relatif à la mise en œuvre de l'appui du PAM aux cantines scolaires des Cases des Tout-petits (CTP) dans le cadre du PP 200249 (2012-2016) et de l'IPSR 200138.

**PAM BP/CARITAS.** 2013. MOU entre le PAM et CARITAS Sénégal relatif à la mise en œuvre de l'assistance du PAM « Soutien à l'alimentation scolaire » PP 200249 (2012-2016).

**PAM BP/CLM.** 2013. Accord entre le PAM et la Cellule de lutte contre la malnutrition (CLM) CP 200249 relatif à la mise en œuvre d'un programme d'assistance du PAM (Prise en charge de la malnutrition aigüe IPSR 200138/CP 200249 -2013/SF (02 dénommé ci-après l' «opération »).

**PAM BP/CLM.** 2014. 1er Avenant au Protocole. Réf : Prise en charge de la malnutrition aigüe IPSR 200138-100587/CP 200249 -2014/TSFP entre le PAM et la CLM.

**PAM BP/CLM.** 2014. Accord entre le PAM et la CLM CP 200249 relatif à la mise en œuvre d'un programme d'assistance du PAM pour les activités de prévention de la malnutrition aigüe PSR 200138-100587/BF (02 dénommé ci-après l' «opération »).

**PAM BP/CLM.** 2015. 1er Avenant au Protocole. Réf : Prévention de la malnutrition aigüe PSR 200138-100587/BF entre le PAM et la CLM.

**PAM BP/MSAS.** 2013. ACCORD entre le PAM et le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale (MSAS) relatif à la mise en œuvre d'un programme d'assistance du PAM (Prise en charge de la malnutrition aigüe IPSR 200138/CP 200249 -2013/SF/03 dénommé ci-après l' «opération »).

**PAM BP/MSAS.** 2013. ACCORD entre le PAM et le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale relatif à la mise en œuvre d'un programme d'assistance du PAM (Prévention de la malnutrition chronique/IPSR 200138/CP 200 249-2013/BF-002–dénomé ci-après l' « Opération »).

- PAM BP/MSAS.** 2014. Lettre d'entente entre le PAM et la Région Médicale de Saint-Louis ( MASAS) relatif à la mise en œuvre d'un programme d'assistance pour la prise en charge nutritionnelle des enfants 6-59 mois MAM et FEA malnutries dans le département de Podor IPSR 200138-2014/TSFP.
- PAM BP/MSAS.** 2015. Lettre d'entente entre le PAM et la Direction de la Santé, de Reproduction et de la Survie de l'enfant ( DSRSE/MASAS) relatif à la mise en œuvre d'un programme d'assistance du PAM pour l'appui en suppléments nutritionnels lors des journées de survie de l'enfant.
- PAM BP/Childfund.** 2012. Protocole d'Accord N°IPSR/200138-2012/NUT/SF/03 entre le PAM et Chilfund relatif à la mise en oeuvre d'un programme d'assistance du PAM pour la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée.
- PAM BP/MEN.** 2013. 1er avenant au mémorandum d'entente (MOU).
- PAM BP/MEN.** 2012a. MOU entre le PAM et le MEN relatif à la mise en œuvre de l'appui du PAM aux cantines scolaires dans le cadre du PP 200249 (2012-2016) et de l'IPSR 200138 (2012-2013).
- PAM BP/MEN.** 2012b. MOU entre le PAM et le MEN relatif à la mise en œuvre d'un programme d'assistance du PAM dans le cadre du déparasitage en milieu scolaire.
- PAM BP/MSAS.** 2013. Accord entre le PAM et le Ministère de la Santé et de l'action sociale relatif à la mise en œuvre d'un programme d'assistance du PAM : Prévention de la malnutrition chronique/IPSR 200138/CP 200 249-2013/BF-002–dénommé ci-après l' « Opération » (Document non signé).
- PAM BP/PAPIL.** 2013. Accord entre le PAM et le Projet d'appui à la petite irrigation locale (PAPIL) Antenne de Tambacounda relatif à la mise en œuvre d'un programme d'assistance du PAM CP 200249-2013/DR/3A/04–dénommé ci-après l' « Opération».
- PAM BP/PAPIL.** 2013. Accord entre le PAM et le Projet d'appui à la petite irrigation locale (PAPIL) Antenne Régionale de Kédougou relatif à la mise en œuvre d'un programme d'assistance du PAM CP 200249-2013/DR/3A/05–dénommé ci-après l' « Opération».
- PAM BP/Plan.** 2014. Avenant au MOU entre le PAM et PLAN Sénégal relatif à la mise en œuvre d'un projet communautaire pour les cantines scolaires.
- PAM BP/Plan.** 2012. MOU entre le PAM et PLAN Sénégal relatif à la mise en œuvre d'un projet communautaire pour les cantines scolaires.
- PAM BP/PRODER.** 2012. Protocole d'accord avec le conseil régional de Fatick dans le cadre du PRODER (Programme pour le Développement des Energies Renouvelables) qui vise aussi renforcer les capacités de production de foyers améliorés des artisans locaux.
- PAM BP/avec 8 SDDR (Saraya, Salemata, Ranerou, Kedougou, Kanel, Gossas, Dagana et Bakel) et avec SAPCA-EGAS, SAPCA-EGAS Kaolack, et RADI.** 2014. Protocole d'accord relatif à la mise en œuvre d'un programme d'assistance du PAM CP 200249-2014/DR/BCV.
- PAM/Service Régional du Commerce de Kedougou.** 2015. Protocole d'accord relatif au suivi et à l'encadrement des détaillants dans le cadre du programme d'assistance des cantines scolaires dans la région de Kedougou.
- PAM/Service Régional du Commerce de Tambacounda.** 2015. Protocole d'accord relatif au suivi et à l'encadrement des détaillants dans le cadre du programme d'assistance des cantines scolaires dans la région de Kedougou.
- PAM BP/U-IMCEC.** 2015. 5ème avenant au protocole d'accord relative à la mise en œuvre de l'activité cantines scolaires version cash/voucher (bons d'achat alimentaires).

## DONATEURS

**PAM.** 2015. Contributions des donateurs 2012-2015 par année (Fichier Excel).

**WFP.** 2015. Resource situation (including forecast) – 16 July 2015.

**WFP.** 2015. CP 200249 List of Donors since 2012.

## **SUIVI ET EVALUATION**

### **Enquêtes**

**ANSD. 2005.** Enquête Démographique et de Santé 2005

**ANSD. 2011.** Enquête Démographique et de Santé à Indicateurs Multiples (EDS-MICS) 2010-2011.

**ANSD. 2013.** Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS-Continue) 2012-2013.

**ANSD. 2015.** Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS-Continue) 2014.

**ANSD. 2015.** Enquête Démographique et de Santé Continue \_tirage spécial sur le sel iodé

**ANSD.** 2013a. Rapport définitif du Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage (RAGPHAE 2013).

**ANSD.** 2013b. Enquête Démographique et de Santé Continue au Sénégal 2012-2013. Rapport Final 1<sup>ère</sup> Année. <http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR288/FR288.pdf>

**ANSD.** 2013c. Deuxième enquête de suivi de la pauvreté au Sénégal (ESPS-II 2011).

**ANSD.** 2007. Enquête de suivi de la pauvreté 2005-2006.

**Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM).** 2012. Rapport Final SMART 2012.

**CSA.** 2012. Marchés et réponses au déficit de production agricole de la campagne 2011/2012 au Sénégal.

**Gouvernement du Sénégal/PAM/SECNSA/OMS/UNICEF/FAO.** 2014. Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN).

**Gouvernement du Sénégal/PTF.** 2011. Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

**Gouvernement du Sénégal/PAM/UNICEF/FAO. 2010.** Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN) 2009-10.

**MSAS/DANSE.** 2012. Résultats préliminaires de l'enquête SMART de 2011.

### **Tableaux résultats SMART 2014.**

**PAM BP.** 2014. Présentation des résultats de l'enquête de référence R4 – zones Kolda et Tamba (Présentation Power Point).

**PAM BP.** 2014. Programme Développement Rural. Rapport de l'enquête de suivi des activités 3A, R4 et BCV.

**SE/CNSA/SAP.** 2013. Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition - ENSAN 2013

### **Post Distribution Monitoring (PDM)**

**PAM BP.** 2014. Post distribution monitoring : distribution ciblée de vivres et de transferts monétaires/coupons dans les régions de Tambacounda et Kédougou (Septembre 2014).

**PAM BP.** 2014. Programme Blanket Supplementary Feeding – Prévention de la malnutrition aigüe modérée - Rapport du 1<sup>er</sup> PDM dans la région de Matam – Juillet 2014.

**PAM BP.** 2014. Programme Blanket Supplementary Feeding – Prévention de la malnutrition aigüe modérée - Rapport du 2<sup>ème</sup> PDM dans la région de Matam – Octobre 2014.

**PAM BP.** 2013. Post Distribution Monitoring (PDM) Distribution ciblée de vivres et Cash & Voucher, Sénégal.

**PAM BP.** 2013. Rapport Focus Group PDM Octobre 2013 (Villages de Ouarkhokh et Dodji Oulof dans le département de Linguère).

**PAM BP.** 2013. Post Distribution Monitoring (PDM) (Présentation Power Point).

**PAM BP.** 2012. Post distribution Monitoring – Cash/Voucher Matam (Septembre 2012).

**PAM BP.** 2012. Post distribution Monitoring Distribution Ciblée de vivres et Cash voucher (juillet/Août 2012).

**PAM BP.** 2012. Post distribution Monitoring – Cash/Voucher Casamance (Octobre 2012).

#### **Rapports ATOMS-COSEN**

**PAM BP.** 2015. Rapports ATOMS-COSEN – Juin, Mai, Avril, Mars, Février, Janvier 2015

**PAM BP.** 2014. Rapports ATOMS-COSEN (un par mois)

#### **Rapports Missions de Suivi par le Personnel du PAM**

**Equipe PAA (SECNSA, MEN, MAER, CSA, PAM, FAO).** 2015. Rapport de mission PAA à Kédougou/communes de Kédougou, Dimboli, Darsalam, Salémata et Bandafassi (du 10 au 16 mai 2015).

**PAM BP (Dr Diaba Ba/VAM).** 2014. Rapport mission de maintenance et identification des sites du projet 4R (22 Juin 2014).

**PAM BP (Mamadou Wane).** 2014. Rapport mission conjointe Union Européenne / PAM Bureau Pays Projet R4/3A – Tambacounda (du 04 au 07 juin 2014).

**PAM BP.** 2014. Rapport mission de suivi : Initiative en faveur de la résilience des communautés rurales (4R) Projet Pilote, CR de Koussanar, (du 12 au 17 mai).

**PAM BP (Patrice Padibanga).** 2012. Rapport de mission activités de nutrition à Tambacounda, Kédougou, Kaffrine (du 27 août au 4 septembre 2012).

**PAM BP/Sous-Bureau de Tambacounda (Mamadou DABO).** 2014. Rapport mission de suivi mise en œuvre et réunion de Coordination 4R : Kodial, Diokhoul, Gayel, Bantaguel Wolof (du 10 au 15 juillet 2014).

**PAM Sous Bureau de Kaolack (Baldé Fatou Binta Fall).** 2012. Rapport mission de suivi BCV Koumpentoum (du 12 au 18 mars 2012).

**PAM Sous Bureau de Tambacounda (El Hadji Salif Toure).** 2015. Rapport mission de suivi activité cash cantine scolaire dans le département de Koumpentoum/Communes de Ndamé, Pass coto et Bamba Thialène (du 17 au 18 Juin 2015)

**PAM Sous Bureau de Tambacounda (El Hadji Salif Toure).** 2015. Rapport mission de suivi activité PAA et cash dans la région de Kédougou : communes de Fongolimbi et Bandafassi (du 27 au 30 Avril 2015).

**PAM Sous Bureau de Tambacounda (Lansana Diédhiou).** 2015. Participation au comité régional d'approbation des sous-projets du PADAER Kedougou (du 07 au 08 Avril 2015).

**PAM Sous Bureau de Tambacounda (Madior Fall et Salif Toure).** 2015. Rapport mission de suivi : activités de collecte de riz dans le cadre du PAA, suivi des détaillants dans le cadre du Cash Cantines et participation à la réunion de coordination avec l'IA de Kédougou/communes de Dimboli, Dar Salam, Bandafassi (du 31 Mars au 02 Avril 2015).

**PAM Sous Bureau de Tambacounda (Florence Ndour).** 2014. Rapport mission de suivi activités 4R/activités d'assurance (du 24 au 27 juin).

**PAM Sous Bureau de Tambacounda (Madior Fall et Lansana Diédhiou).** 2014. Rapport de mission conjointe PAM/USAID Yaajende Bakel (du 11 au 12 Novembre 2014).

- PAM Sous Bureau de Tambacounda** (Carla de Gregorio). 2014. Rapport mission de suivi mise en œuvre et réunion de coordination 4R (du 07 au 10 juillet 2014).
- PAM Sous Bureau de Tambacounda** (Madior Fall). 2014. Région de Kédougou - Rapport de participation à la Journée Mondiale de l'Alimentation 2014 (du 15 au 16 Octobre 2014).
- PAM Sous Bureau de Tambacounda** (El Hadji Salif Toure) 2013. Rapport mission suivi des cantines scolaires région de Tambacounda département de Goudiry et les quartiers périphériques de la commune de Tambacounda (du 18 au 20 Juin 2013).
- PAM Sous Bureau de Tambacounda** (El Hadji Salif Toure) 2013. Rapport mission suivi des cantines scolaires région de Kédougou départements de Kédougou et Saraya (10 au 13 Juin 2013).
- PAM Sous Bureau de Tambacounda** (Bibata Sankara et Lansana Diédhiou). 2014. Rapport visite de la Banque Céréalières Villageoise (BCV) de Sinthiane et partage des principes et stratégies de l'approche programme BCV Région de Matam (du 5 au 7 Mai 2014).
- PAM Sous Bureau de Tambacounda** (Lansana Diédhiou). 2014. Rapport mission de participation aux travaux de groupes du ciblage des villages et quartiers vulnérables de la région de Matam (du 5 au 7 Mai 2014).
- PAM Sous Bureau de Kaolack** (Ndèye Diya Diop). 2013. Rapport mission suivi cantines scolaires dans le département de Bambey (du 29 au 30 Avril 2013).
- PAM Sous Bureau de Kaolack** (Aramata Doumbouya) 2013. Rapport mission suivi cantines scolaires dans le département de Guinguinéo (du 23 au 24 Mai 2013).

## Rapports Annuels, Trimestriels, Mensuels et Hebdomadaires

### *Rapports Annuels*

- PAM BP.** 2012. Rapport de Synthèse des Activités de Nutrition –Août 2012.
- PAM BP.** 2012. Rapport de Synthèse des Activités de Nutrition – Septembre 2012.
- PAM Sous Bureau de Kaolack.** 2015. Rapport annuel 2014.
- PAM Sous Bureau de Kaolack.** 2014. Rapport annuel 2013.
- PAM Sous Bureau de Kaolack.** 2013. Rapport annuel Final.
- PAM Sous Bureau de Kaolack.** 2013. Rapport annuel 2012 – Composante développement rural.
- PAM Sous Bureau de Kaolack.** 2013. Rapport annuel 2012 – Activités Nutrition.
- PAM Sous Bureau de Kaolack.** 2013. Rapport annuel 2012 – Logistique.
- PAM Sous Bureau de Kaolack.** 2013. Rapport annuel 2012 (Fichier Excel).
- PAM Sous Bureau de Tambacounda.** 2014. Rapport annuel 2013.
- PAM Sous Bureau de Ziguinchor.** 2014. Rapport annuel 2013.
- WFP.** 2015. Standard Project Report (SPR) 2014 – Country Programme Senegal 200249 (2012-2016).
- WFP.** 2014. Standard Project Report 2013 – Country Programme Senegal 200249 (2012-2016).
- WFP.** 2013. Standard Project Report 2012 – Country Programme Senegal 200249 (2012-2016).
- WFP/FAO/UNICEF.** 2015. Appui Intégré à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (AISAN) – Rapport Annuel 2014.

**WFP/FAO/UNICEF.** 2014. Appui Intégré à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (AISAN) – Rapport Annuel 2013.

**WFP/Save the Children.** 2014. Projet régional HEA Sahel: Application de l'analyse des moyens d'existence pour renforcer l'alerte rapide et la résilience. Rapport Annuel Final.

### ***Rapports Trimestriels***

**PAM BP.** 2015. 1<sup>er</sup> Rapport Trimestriel de Suivi-Evaluation – Période de Janvier à Mars 2015.

**PAM BP.** 2014. Rapport Trimestriel de Suivi-Evaluation – Période de Juillet à Septembre 2014.

**PAM BP.** 2014. Rapport Trimestriel de Suivi-Evaluation – Période d'Avril à Juin 2014.

**PAM BP.** 2014. Rapport Trimestriel de Suivi-Evaluation – Période de Janvier à Mars 2014.

**MAER/PAPIL/PAM/OXFAM.** 2014. Rapport d'exécution mensuel des activités du programme 4R dans la région de Tambacounda (Septembre 2014).

### ***Rapports Mensuels et Hebdomadaires***

**PAM Sous Bureau de Kaolack.** 2015. Rapports d'activités hebdomadaires.

**PAM Sous Bureau de Kaolack.** 2014. Rapport mensuel de progression des activités (Juillet 2014).

**PAM Sous Bureau de Kaolack.** 2014. Rapport mensuel de progression des activités (Juin 2014).

**PAM Sous Bureau de Kaolack.** 2014. Rapport mensuel de progression des activités (Mai 2014).

**PAM Sous Bureau de Kaolack.** 2014. Rapport mensuel de progression des activités (Avril 2014).

**PAM Sous Bureau de Kaolack.** 2014. Rapport mensuel de progression des activités (Mars 2014).

**PAM Sous Bureau de Tambacounda.** 2015. Rapports d'activités hebdomadaires.

**PAM Sous Bureau de Tambacounda.** 2014. Rapport mensuel de progression des activités (Juin 2014).

**PAM Sous Bureau de Tambacounda.** 2014. Rapport mensuel de progression des activités (Mai 2014).

**PAM Sous Bureau de Tambacounda.** 2014. Rapport mensuel de progression des activités (Avril 2014).

**PAM Sous Bureau de Tambacounda.** 2014. Rapport mensuel de progression des activités (Mars 2014).

**PAM Sous Bureau de Ziguinchor.** 2015. Rapports d'activités hebdomadaires.

**PAM Sous Bureau de Ziguinchor.** 2014. Rapport mensuel de progression des activités (Juin 2014).

**PAM Sous Bureau de Ziguinchor.** 2014. Rapport mensuel de progression des activités (Mai 2014).

**PAM Sous Bureau de Ziguinchor.** 2014. Rapport mensuel de progression des activités (Mars 2014).

**WFP.** 2015. Executive Briefs Senegal (January through April 2015).

**WFP.** 2014. Executive Briefs Senegal (January through December 2014)

**WFP.** 2013. Executive Briefs Senegal (January through December 2013)

WFP. 2012. Executive Brief Senegal – December 2012.

### Autres Rapports

Dia I. 2015. Synthèse Formation (Fichier Excel)

### Rapports des Partenaires

CLM. 2015. Projet Iodation Universelle du Sel, Convention PAM-CLM - Rapport final. 2014

CLM. 2015. Rapport Programme d'Appui Nutritionnel, Prise en Charge de la Malnutrition Aigue (IPSR 200138-100587/CP 200249-2014/TSPF). 2014

MEN/DCAS. 2014. Rapport annuel sur l'appui du PAM dans les structures éducatives au Sénégal.

MEN/DCAS. 2013. Rapport annuel sur l'appui du PAM dans les structures éducatives au Sénégal.

MAER/SDDR de Kedougou. 2013. Rapport Annuel des Activités FFA « Food For Work » dans Le département de Kedougou.

MAER/SDDR de Matam. 2013. Rapport annuel des banques céréalières villageoises (BCV).

MAER. 2013. PAPIL Antenne régionale de Kolda - Rapport d'activités trimestre octobre-décembre des 3A.

MAER/Antenne Régionale Kolda. 2014. PAPIL-Rapport d'activités annule 3A 2014.

MAER. 2013. Programme d'aménagement de 20 Ha bas fonds rizicoles/Programme ABF 2013 – Rapport d'activités No. 1 (Juin-Octobre 2013).

OXFAM/La Lumière/CNAAS. 2014. PAPIL - Rapport final d'exécution des activités du programme 4r dans la région de Tambacounda.

PLAN-Sénégal. Procès Verbal : Résultats Première Année des Champs Communautaires.

PLAN-Sénégal. 2013. Rapport Mensuel (Narratif).

PLAN-Sénégal. 2012. Rapport Mensuel (Narratif).

PLAN-Sénégal. 2013. Rapport Visite Conjointe PAM/PLAN dans le Cadre du Projet « Cantines Scolaires ».

PLAN-Sénégal. 2015. Rapport Narratif Final du projet de pérennisation des cantines scolaires - Projet communautaire pour la pérennisation des cantines scolaires.

### Cartographie

GIS/VAM/WFP. 2015a. PAM-SENCO : localisation des activités CP et PRRO en 2015.

GIS/VAM/WFP. 2015b. PAM-SENCO : localisation des activités de cantines scolaires en 2015.

GIS/VAM/WFP. 2015c. PAM-Sénégal : localisation des activités de développement rural en 2015.

GIS/VAM/WFP. 2015d. PAM-SENCO : localisation des activités de nutrition en 2015.

GIS/VAM/WFP. 2014a. Sénégal : ERASAN : Prévalence de l'insécurité alimentaire.

GIS/VAM/WFP. 2014b. Sénégal : localisation des activités du PAM en 2014.

GIS/VAM/WFP. 2013a. Sénégal : activités cantines scolaires du Programme Alimentaire Mondial, 2013.

- GIS/VAM/WFP.** 2013b. Sénégal : activités du Programme Alimentaire Mondial dans les zones à risques, 2013.
- GIS/VAM/WFP.** 2013c. Sénégal – ENSAN 2013 : prévalence de l'insécurité alimentaire.
- GIS/VAM/WFP.** 2013d. PAM- Sénégal : activités cantines scolaires et taux d'intervention, 2013.
- GIS/VAM/WFP.** 2013e. Prévalence de la MAG/Activités nutrition CP et PRRO, 2013.
- GIS/VAM/WFP.** 2013f. Sénégal – Insuffisance pondérale globale.
- GIS/VAM/WFP.** 2013g. Sénégal - Prévalence de la malnutrition aigüe globale.
- GIS/VAM/WFP.** 2013h. Sénégal - Prévalence de la malnutrition aigüe sévère.
- GIS/VAM/WFP.** 2013i. Prévalence de la MCG/ Activités nutrition CP et PRRO, 2013.

## RAPPORTS DE REUNIONS/ATELIERS

- MEN/MAER/PAM BP/Brasil.** 2014. Rapport Général du Forum International sur l'Alimentation et la Nutrition Scolaires au Sénégal (18 Au 19 Février 2014)
- PAM BP/MEN.** 2014. Rencontres d'Informations sur l'Appui du PAM aux Cantines Scolaires 2014-2015 (Octobre 2014-Kaoloack-Tambacounda-Ziginchor).
- PAM BP.** 2014. Rapport de l'atelier sur la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) à Kaffrine (du 18 au 22 Août 2014).
- PAM BP (Philippe Crayai).** 2014. Rapport de l'atelier sur la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME) à Kaolack (du 04 au 08 Août 2014).
- PAM BP.** 2014. Rapport mission participation à la formation des formateurs CBPP à Kaolack du 29 juillet au 02 août 2014.
- PAM BP/OXFAM.** 2015. Atelier de planification 4R à Kaolack du 17 au 21 Novembre 2014.
- PAM BP/OXFAM.** 2015. Atelier de planification 4R à Tambacounda le 16 Septembre 2014.
- USAID.** 2014. Rapport d'activités du projet FFA PAM/USAID YAAJEENDE hivernage 2014 Région de Matam.

## RAPPORTS D'EVALUATIONS ET ETUDES

- CRES.** 2013. Evaluation de l'impact des Programmes de Cantines Scolaires sur l'efficacité Interne des Ecoles, les Acquisitions Cognitives et les Capacités d'Apprentissage des Elèves dans les Ecoles Primaires Rurales au Sénégal.
- Diagne A.** 2012. Le Sénégal face aux défis de l'éducation. Enjeux et perspectives pour le XXIe siècle.
- Ndiaye Thierno Ousmane.** 2011. Evaluation Décentralisée d'Opération du Projet de Relance des Banques Céréalières Villageoises (PAM/SDDR - 2009-2011)
- Niang F.** 2014. L'école primaire au Sénégal : éducation pour tous, qualité pour certains. (<https://cres.revues.org/2665>)
- PAM BP (René Grojean).** 2014. Evaluation de la composante réduction des risques (production d'actifs communautaires) du programme PAM/4R dans les régions de Tambacounda.
- PAM BP.** 2009a. Auto Evaluation à Mi-Parcours du Programme Pays 10451.0 – Rapport.
- PAM BP.** 2009b. Auto Evaluation à Mi-Parcours du Programme Pays 10451.0 – Annexes.

- PAM BP.** 2005. Mission d'Évaluation à Mi-Parcours du Programme de Pays 2002-2006/Assistance à la Prévention des Crises.
- PAM/FAO/UNICEF.** 2012. Rapport d'Évaluation Externe d'Opération. Projet de Soutien au renforcement du système national d'alerte précoce pour la sécurité alimentaire et le suivi de la nutrition au Sénégal (PSR/SAP / 2009-2012).
- PAM/IRD.** 2010. Évaluation de l'Opération Pilote de Distribution de Coupons Alimentaires aux Ménages Vulnérables de Pikine - Résultats de l'enquête initiale (Avril-Mai 2010)
- PAM/OXFAM.** 2015. Évaluation d'impact du programme 4R pour la résilience rurale au Sénégal.
- Université Cheikh Anta Diop de Dakar/LARTES/IFAN.** Juin 2013. Évaluation des Banques Céréalières Villageoises (BCV) de Patimcouta, Témègne, Touba Fall et Dinguiraye. Rapport 2<sup>ème</sup> Mission.
- Université Cheikh Anta Diop de Dakar/LARTES/IFAN.** Avril 2013. Évaluation des Banques Céréalières Villageoises (BCV) de Patimcouta, Témègne, Touba Fall et Dinguiraye. Rapport 1<sup>ère</sup> Mission.
- WFP Office of Evaluation.** 2014. Impact Evaluation Synthesis: Synthesis Report of the Evaluation Series on the Impact of Food for Assets (2002 – 2011) and lessons for building livelihoods resilience.
- WFP Office of Evaluation.** 2014. Impact Evaluation: Evaluation of the Impact of Food for Assets on Livelihood Resilience in Senegal (2005 – 2010) A Mixed Method Impact Evaluation. Evaluation Report.
- WFP Office of Evaluation.** 2010. From Food Aid to Food Assistance: Strategic Evaluation of WFP's Role in Social Protection and Safety Nets – Strategic Evaluation/Inception Report.

#### **DOCUMENTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, PUBLICATIONS ET DIRECTIVES DU PAM**

- PAM.** 2014. IPSR 200681: Protection des Moyens d'Existence et promotion de la Résilience. WFP/EB.2/2014/8-B/5
- PAM.** 2013. Cadre de résultats stratégiques du PAM pour 2014-2017. (WFP/EB.2/2013/4-B/Rev.1). Document du Conseil d'Administration.
- PAM.** 2013. Révision de la politique en matière d'alimentation scolaire (WFP/EB.2/2013/4-C). Document du Conseil d'Administration.
- PAM.** 2013. Recueil des politiques du PAM relatives au Plan Stratégique. (WFP/EB.2/2013/4-E/Rev.1). Document du Conseil d'Administration.
- PAM.** 2012. IPSR 200138: Assistance aux populations touchées par le conflit en Casamance naturelle et aux communautés pâtissant du déficit de production WFP/EB.2/2012/10-A/1
- PAM.** 2012. Politique du PAM en matière de nutrition. (WFP/EB.1/2012/5-A). Document du Conseil d'Administration.
- PAM.** 2012. Rapport succinct de l'évaluation de la politique du PAM en matière d'alimentation scolaire. (WFP/EB.1/2012/6-D). Document du Conseil d'Administration.
- PAM.** 2012. Rapport succinct de l'évaluation stratégique du rôle joué par le PAM pour ce qui est de mettre un terme à la perpétuation de la faim. (WFP/EB.1/2012/6-C). Document du Conseil d'Administration.
- PAM.** 2012. Politique du PAM en matière de nutrition. (WFP/EB.1/2012/5-A)
- PAM.** 2009. Politique du PAM en matière d'alimentation scolaire (WFP/EB.2/2009/4-A). Document du Conseil d'Administration.

- PAM.** 2009. Cadre de résultats stratégiques. (WFP/EB.1/2009/5-C). Document du Conseil d'Administration.
- PAM.** 2008. Plan stratégique du PAM (2008-2011). (WFP/EB.A/2008/5-A/1/Rev.1). Document du Conseil d'Administration.
- PAM.** 2004. Enrichissement en micronutriments : l'expérience du PAM et la voie à suivre. (WFP/EB.A/2004/5-A/2)
- WFP.** 2014. School Feeding Cost Benchmark 2014, preliminary results.
- WFP.** 2012. Nutrition at the World Food Programme – Programming for Nutrition-Specific Interventions
- WFP.** 2013. Operation evaluation. Orientation guide for evaluation companies: key facts about WFP and its operations.
- WFP.** 2013. Status of Monitoring in WFP. Présentation Power Point
- WFP.** 2006. Food procurement in developing countries. (WFP/EB.1/2006/5-C)

## DOCUMENTS PUBLIES ET SITES INTERNET

### Documents Politiques et Stratégies Nationales

- Gouvernement du Sénégal.** 2012. Document de Politique Economique et Sociale - DPES 2011-2015
- République du Sénégal.** 2013a. Loi n°2013-10 du 28 décembre 2013 portant sur le Code général des Collectivités locales, Journal Officiel, 2013.
- Gouvernement du Sénégal.** 2001. Lettre de politique de développement de la Nutrition
- Ministère de la Santé et de l'Action Sociale.** 2009. Programme national de développement sanitaire 2009-18
- MEN.** 2012. Lettre de Politique Générale pour le Secteur de l'Education et de la Formation.
- MEN/DPRE.** 2015. Rapport National d'Evaluation de l'Education pour Tous (EPT).
- MEN/DPRE.** 2014. Etat des Lieux de l'Education de Base au Sénégal.
- MFEFF/MEN/MESR/MFPAA.** 2013. Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence - Secteur Education-Formation (PAQUET-EF) 2013-2025.
- MEN/DPRE.** 2013. Rapport National sur la Situation de l'Education 2013. <http://www.ansd.sn>
- MEN.** 2003. Programme de Développement de l'Education et de la Formation (Education pour Tous). [http://www.education.gouv.sn/root-fr/upload\\_pieces/telecharger%20le%20document%20du%20pdef-ept.pdf](http://www.education.gouv.sn/root-fr/upload_pieces/telecharger%20le%20document%20du%20pdef-ept.pdf)
- MEN/PDEF/DCaS.** 2012. Document de Politique des Cantines Scolaires au Sénégal Liée à l'Alimentation Scolaire, l'Agriculture et l'Economie Locale.
- MEN/DCaS.** 2011. Guide de Mise en Place et de Gestion de Cantines Scolaires.
- République du Sénégal.** 2013b. Plan Sénégal Emergent.
- République du Sénégal.** 2012. Stratégie Nationale de Développement Economique et Social – Sur la Rampe de l'Emergence. [http://www.gouv.sn/IMG/pdf/SNDES\\_2013-2017\\_-\\_version\\_finale\\_-\\_08\\_novembre\\_2012.pdf](http://www.gouv.sn/IMG/pdf/SNDES_2013-2017_-_version_finale_-_08_novembre_2012.pdf)
- République du Sénégal.** 2006. Document de Stratégie pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté 2006-2010 (DRSP II) [http://www.gouv.sn/IMG/pdf/DSRP\\_II.pdf](http://www.gouv.sn/IMG/pdf/DSRP_II.pdf)
- République du Sénégal/MEFP/DPEE.** 2013. Politique Agricole, Productivité et Croissance à Long-terme au Sénégal. [http://www.dpee.sn/IMG/pdf/politique\\_agricole\\_productivite\\_et\\_croissance\\_a\\_long\\_terme\\_au\\_senegal.pdf](http://www.dpee.sn/IMG/pdf/politique_agricole_productivite_et_croissance_a_long_terme_au_senegal.pdf)

## Sites Internet

**Ministère de l'Éducation Nationale :** [http://www.education.gouv.sn/root-fr/files/politiques\\_et\\_programmes.php](http://www.education.gouv.sn/root-fr/files/politiques_et_programmes.php)

**SUN :** <http://scalingupnutrition.org/fr/pays-sun/sngal>

<http://www.finances.gouv.sn/index.php/finances/136-resume-du-plan-senegal-emergent>

## Agences des Nations Unies et Autres

BAD. 2010. Sénégal – Document de Stratégie 2010-2015

**Equipe de Pays Chargée de l'Action Humanitaire.** 2015. Plan de Réponse Stratégique Sénégal 2015.

MI/UNICEF/GAIN/OMS/NEPAD. 2014. Carences en vitamines et minéraux. Document de plaidoyer 2004

MS/UCAD/MI. 2010. Etude sur troubles dus à la carence en iode au Sénégal 2010.

**OCHA.** 2015. Aperçu des Besoins Humanitaires Sénégal 2015. [https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/HNO\\_Senegal\\_2015%20FINAL.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/HNO_Senegal_2015%20FINAL.pdf)

**PNUD.** 2011. Evaluation des Résultats des Activités de Développement au Sénégal.

**SNU.** 2011. Plan-Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, Sénégal 2012-2016.

UNDP. 2014. Human Development Report – Sustaining Human Progress: Reducing Vulnerabilities and Building Resilience.

UNICEF/PAM/OMS/FAO (André Damiba). 2013. Evaluation Finale Indépendante du Programme Conjoint « Nutrition, Enfant et Sécurité Alimentaire » (NESA) au Sénégal – Rapport Final [http://www.unicef.org/evaldatabase/files/Senegal\\_2014-001\\_Rapport\\_final\\_Evaluation\\_NESA.pdf](http://www.unicef.org/evaldatabase/files/Senegal_2014-001_Rapport_final_Evaluation_NESA.pdf)

**WHO.** Technical note Supplementary foods for the management of moderate acute malnutrition in infants and children 6–59 months of age. [http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/75836/1/9789241504423\\_eng.pdf](http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/75836/1/9789241504423_eng.pdf)

## Annexe 5 : Liste des personnes rencontrées

Partie Prenante	Prénom Nom	Fonction
PAM Bureau de Pays	Jihan YANNI JACOBUCCI	Directrice Adjointe
	Wilfred NKWAMBI	Chargé de Programme
	Isabelle CONFESSON	Chargée du Suivi-Evaluation
	Khadimou Bamba DIENG	Chargé des Ressources Humaines
	Sidou DIA	Chargé de Logistique
	Ousmane FALL	Assistant Logistique
	Tchorah FALL DIOUF	Assistante Achats
	Moussa SIDIBE	Chargé de Budget & Programme
	Joseph SADIO	Chargé de Programme Transferts Monétaires
	Abdoulaye FAYE	Chargé de Programme Soutien à l'Alimentation Scolaire
	Agnes Ndiaye FAYE	Assistante Programme
	Carla DE GREGORIO	Coordinatrice 4R
	Mamadou WANE	Chargé de Programme Développement Rural / Point focal GRC pour le 4R
	Mamina NDIAYE	Chargé de Programme Renforcement des Capacités / Point focal SAP
	Marième DIAW	Chargée de Programme Nutrition
Fatou Yaté GUEYE	Assistante Programme Nutrition	
(par téléconférence)	Inge BREUER	Directrice Bureau de Pays (2011-2015)
Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest (RBD)	Yasuhiro TSUMURA	Conseiller Régional en Préparation et Réponse aux Urgences
	Bakalilou DIABY	Conseiller Technique Régional
	Iyayi-Osazeme OYEGUN	Consultante en Genre/P4P
	Aboubacar KOISHA	Conseiller Régional de Suivi-Evaluation
	Adamou Ounteni ISSAKA	Consultant International Résilience
	Marie Catherine NDONG	Consultante Résilience
	Marie Thérèse NDIAYE	Chargée de Programme Résilience
	Kartini OPPUSUNGGU	Conseillère Régionale Nutrition/HIV
	Nawal CHAHID	Spécialiste Nutrition
<b>Gouvernement</b>		
ANPECTP	Thérèse Faye DIOUF	Directrice Générale
	Sidy BA	Point focal Cantines scolaires
CLM	Ndeye Khady TOURE	Conseillère en micronutriment
	Aminata NDOYE	Chargée de programme
	Adama CISSE	Conseillère en communication
	Malick FAYE	Responsable administration/finance
	Maurice NDOUR	Responsable Passation de Marché

DAN/MS	Maty Diagne KAMARA	Chef de la DAN
COSFAM/ITA	Ndeye Fatou NDIAYE	Spécialiste Nutrition
	Mamadou SADJI	Spécialiste Nutrition
MAER	Ndiobo DIENE	Conseiller technique
DCaS/MEN	Abdoulaye TOURE	Chef de Division
	El Hadji SECK	Chef Bureau Planification
	Fatou SEMBENE	Chargée de la Mobilisation Sociale
DPRS/MEN	Ousmane DIOUF	Directeur de l'Education Préscolaire
	Sira BA	Chef Bureau Santé et Nutrition
SECNSA	Cheikh Sadibou PENE	Assistant de l'Analyse des impacts des politiques et programmes de sécurité alimentaire
CSA	Mouhamadou NDIAYE	Coordonnateur du Système d'Information sur les Marchés
DAPSA	Ibrahima MENDY	Directeur
DAPSA	Ibrahima FAYE	Chef de la Division des Statistiques Agricoles
<b>ONG / Projets</b>		
Caritas Sénégal	Madeleine Pascale Diahère SENE	Chargée des affaires administratives (Point focal cantines scolaires)
	Alphonse SECK	Secrétaire Général
ChildFund	Mamadou MBAYE	Coordonnateur National Santé
	Mamadou DIAGNE	Directeur National
Plan International (Dakar)	Mansour DIAGNE	Chargé de Programme/Grant Advisor
	Ndaye Marie GUEYE	Assistante Grants
PAPIL	Younoussa MBALLO	Coordonnateur National
USAID / Yaajeende	Karl ROSENBERG	Directeur du Projet
	Papa SENE DIERY	Conseiller
Oxfam America	Malick NDOMÉ	Responsable des Politiques
<b>Agences Nations Unies</b>		
FAO	Abdoulaye THIAM	Consultant National Agronome / Point focal du PAA
OMS	Marietou DIOP	Spécialiste en Nutrition
UNICEF	Mamadou Lamine SOW	Chef de l'Education
UNICEF	Aïssata Moussa ABBA	Spécialiste en Nutrition
UNESCO	Saïp SY	Administrateur National
<b>Donateurs</b>		
Canada	Julie DESLOGES	Premier Secrétaire (Coopération)
JICA	Osamu IKEUCHI	Coordinateur de l'équipe volontaire (JOCV)
<b>Autres</b>		
MI	Ibrahima NDAO	Chargé de Programme
	Mamadou DIOUF	Chargé de Programme
	Fatou DIENG	Mère bénéficiaire

<b>Visites de terrain</b>		
Sous-bureau PAM Tamba	Madior FALL	Chargé de Programme
	Haj Malick NDIAYE	Assistant Logistique
	Lansana DIEDHIOU	Assistant Suivi
	Cheikh Abdou LOUM	Assistant Suivi
	Salif TOURE	Assistant Suivi
<b>REGION TAMBACOUNDA</b>		
<b>Département TAMBACOUNDA</b>		
PADAER	Ngane MBAO	Coordonnateur
ANCAR/SOHC	Lucien NDECKY	Directeur de Zone
PAPIL	Sédar NGOM	Chef d'Antenne Tambacounda
	Oulimata DIAGNE	Assistante Chef d'Antenne
ARAF	Mamour BBODJ	Chef de programme
	Cheikh SEYE	Chef comptable et administration
Site Danke Walo	Fatou DIAW	Agent relais communautaire
Poste de Santé Ndiene lagane	Ali LO	Infirmier Chef de Poste
IA	Hassan MBENGUE	Inspecteur Adjoint
	Souleyman DABO	Point Focal des cantines
	Toumany SANKHARE	Inspecteur Etablissement et Vie Scolaire
IEF	Amadou DIA	Inspecteur de l'Education et de la Formation
	Ousmane BANGOURA	Point Focal e l'IEF des cantines
Détaillant	Ibrahim DIALLO	Commerçant au Marché Central de Tamba
Case des Tout Petits (CTP)	Aïssatou DIAGNE	Directrice
Ecole Elémentaire (EE) Dialacoro	Aminata SANKHARE	Directrice
	Bangaly TOURE	Directeur Adjoint
EE Sinthiou Kéniaba	Mohamed KAMARA	Directeur
	Mohamedou BA	APE
	Molinel DAILLO	Groupement des Mères
	Zakharia BA	Parent d'élève
	Sidiko SOW	Parent d'élève
EE Djincore	Mamadou Moustapha BAHANE DIOP	Directeur
Détaillant	Hamid SOW	Commerçant à Djincore
ARD	Abdoul Aziz TANDIA	Directeur
	Aly Bocar ANNE	Chargé de Programme

<b>Département KOUMPENTOUM</b>		
SAPCA-EGAS	Ousmane BA	Animateur
IEF Koumpentoum	Ibrahim DIOUF	Inspecteur de l'Education
	Ousmane CISS	Chargé des cantines
	Babacar NDIAYE	Inspecteur de l'Education
CTP Koumpentoum	Hamidou KAN	Directeur
EE Koumpentoum 3	Mamadou BARRY	Directeur
	Hamady SOW	Président CGE
EE Médina-Ndiobéne	Yaya KONTE	Directeur
	Maodo-Malick KEBE	Directeur Adjoint
	Yaya DIAWARA	Président CGE
	Penda CISSE	Trésorière CGE
	Aldiouma DIAO	Trésorière Adjointe CGE
EE Darou Salam Sine	Famara SYLLA	Directeur
	Adama FAYE	Directeur CGE
	Daba NGOM	Présidente Commission Cantines CGE
	Abdou DIOUF	Président APE
<b>Département GOUDIRY</b>		
ANCAR/SOHC	Amadou DRAME	Conseiller Agricole et Rural
Sous-Préfecture de Koulor	Amadou GOUDIABY	Sous-Préfet
SDDR Goudiry	Saïdou BA	Chef de Service
<b>REGION KEDOUGOU</b>		
<b>Département KEDOUGOU</b>		
SDDR Kédougou	Mignane DIOUF	Chef de Service
BAMTAARE	Mohamadou KHOUMA	Responsable de Pôle
CSA (magasin de stockage des vivres)	Moussa GUAYO	Inspecteur Régional
	Samoussy DIAKHABY	Gérant
Poste de Santé de Diakhaba	Aminata KANTE	Point focal nutrition
	Aïssata DIANKHA	Mère bénéficiaire
	Salimata DIANKHA	Femme enceinte bénéficiaire
Centre de Santé de Saraya	Evrard KABOU	Médecin Chef de District
	Saly FALL	Point focal nutrition
Région Médicale de Kédougou	Mamadou SARR	Médecin Chef de Région
	Amadi FOFANA	Assistant technique nutrition

GIE Koppa Club	Aïssatou Aya NDIAYE	Président groupement GIE
	Salimata DIANKHA	Femme enceinte bénéficiaire
Sous-bureau PAM Kaolack	El Ousmane BADJI	Chef de Sous-Bureau
	Mamadou Lamine KONTE	Assistant Suivi Développement Rural
	Marie DIOKH	Assistante Logistique/Compas
	Souleymane DIAMANKA	Assistant Suivi Nutrition
<b>REGION KAOLACK</b>		
<b>Département KAOLACK</b>		
Caritas Kaolack	Dominique SENE	Directeur
ANCAR/BAS	Abdoulaye SY	Directeur de Zone
Fédération des GIE des producteurs de sel de Kaolack et Kaffrine	Ousmane NDIAYE	Président
	Diaga WAROR	Trésorier Général
	Lacina DIARRA	Chargé des Relations Extérieures
	Adama SAMB	Chargé de la Commercialisation
	Ngor NIANG	Secrétaire Général
GIE Entraide PALADO (petits producteurs de sel)	Mamadou FAYE	Président
	Moustapha DIOUF	Trésorier Général
	Waly DIOUF	Trésorier Général adjoint
	Ibrahim MARONE	Secrétaire Général
	Khady SENE	Secrétaire Général Adjoint
<b>Département GUINGUINEO</b>		
EE Wardiakhal	Saer MOUSSALAM	Directeur
	Assietou SOW	Enseignante et Gestionnaire Cantines
EE Mbouma	Ibrahim SENHOR	Directeur
	Geneviève FAYE	Enseignante/Gestionnaire Cantines
IA	Ousmane BA	Inspecteur
IEF	Bassirou BABOU	Inspecteur/Point Focal Cantines
<b>Département NIORO</b>		
Symbiose	Mamadou DRAME	Chargé de Projet
PLAN-Kaoloack	Papa Sidy DIOP	Coordinateur
Champs Communautaire Keur maba Diakhou	Nadiagne WALO	Président Association

Champs Communautaire Ngeyene Mamady	Dialigé DIALLO	Président Association
EE Ngeyene Mamady	Mohamed THIARE	Directeur Ecole
<b>REGION KAFFRINE</b>		
<b>Département KOUNGHEUL</b>		
SAPCA-EGAS	Cheikh Mohamed NDIAYE	Directeur
	Markoto CAMARA	Animateur
District de Santé de Kouguel	Sidy AMAR	Médecin Chef de District
	Ndeye Marieme DIAGNE	Point Focal Nutrition
IEF Kougheul	Pape Medoume SECK	Point Focal Cantines
	Arfan SECK	Inspecteur Départemental de l'Education
CTP-Kougheul	Maguette DIENG	Directrice
	Seckou BAGOURA	Président CGE
EE Darou Salam Sine	Famara SYLLA	Directeur
	Ndiolé DIENG	Détaillante
	Daba NGOM	Présidente Commision Cantines CGE
	Adama FAYE	Membre CGE
	Abdou DIOUF	Président APE
<b>REGION FATICK</b>		
<b>Département Fatick</b>		
IA	Mandougou SARR	Inspecteur
	Papa Gourgui NDIAYE	Secrétaire Général
	Siynabou NDOUR	Chargée Santé et Nutrition
IEF	Jean-Charles Keba CISSE	Chargé Santé et Nutrition/Point Focal Cantines
	Mamadou Lamine SOW	Inspecteur
<b>Département GOSSAS</b>		
SDDR Gossas	Honoré NDIAYE	Chef de Service
ARAF	Mamour Bbodj	Chef de programme
	Cheikh SEYE	Chef comptable et administration
Site Danke Walo	Fatou Diaw	Agent relais communautaire
Poste de Santé Ndiene lagane	Ali LO	Infirmier Chef de Poste
Ecole Gossas Village	Aziz FAYE	Directeur
	Ibrahim FAYE	Enseignant et Gestionnaire Cantines
IEF	Hamadou DOUDOULY	Inspecteur/Point Focal Cantines

## Annexe 6 : Notes sur la méthodologie

### 1. Méthodes et outils de collecte des données

1. Pour répondre aux questions de l'évaluation, l'équipe d'évaluation a utilisé une approche pragmatique et a recoupé les informations obtenues à travers une combinaison de méthodes quantitatives (exploitation des bases de données) et qualitatives (entretiens individuels semi-directifs et groupes de discussion), et l'observation directe sur le terrain :
  - **La revue documentaire des données secondaires** : elle a été réalisée à partir des documents fournis par le Bureau Pays du PAM au Sénégal, le Bureau Régional et les parties prenantes rencontrées. La revue des données secondaires a fourni l'essentiel des informations quantitatives.
  - **Les entretiens semi-directifs individuels ou en groupe** avec les principales parties prenantes internes et externes ont été menés au niveau central et décentralisé (régional, départemental, communal et sites d'activités). Ces entrevues, qui sont la principale forme de collecte de données primaires, ont été réalisées à l'aide de guides d'entretien (inclus dans le rapport de démarrage) afin de permettre une analyse statistique simple des réponses aux mêmes questions par différentes parties prenantes. Des questions ouvertes ont aussi été incluses pour permettre aux personnes rencontrées de donner leurs avis et opinions sur divers aspects.
  - **Les visites de terrain et observations directes** ont permis de compléter et trianguler les entretiens semi-structurés pour la collecte d'information primaire à l'aide de grilles d'observation élaborées à cet effet. Ces observations ont porté sur la qualité des réalisations physiques ainsi que l'adéquation des infrastructures sanitaires et scolaires.
  - **Les restitutions des résultats préliminaires** à travers deux ateliers – l'un interne avec le personnel du PAM et l'autre avec les autres parties prenantes rencontrées – ont permis d'avoir un retour des parties prenantes internes et externes sur les résultats préliminaires présentés et ont ainsi aussi contribué à la triangulation des informations à la fin de la mission de terrain. Les observations et commentaires des participants ont été pris en compte dans l'analyse finale et la rédaction du rapport d'évaluation.
2. **Genre.** La problématique hommes-femmes a été examinée pour chaque composante du PP dans l'analyse des données secondaires ventilées par sexe : bénéficiaires directs de l'assistance alimentaire et/ou de formations soutenues par le PAM, comités de gestions ou groupements participant au pilotage et/ou à la mise en œuvre des diverses activités.
3. Les entrevues individuelles et groupes de discussions ont été conçus pour examiner la mesure dans laquelle la perspective genre a été prise en compte dans la formulation et la mise en œuvre du PP à travers le recueil de d'informations quantitatives (telles que nombre de bénéficiaires ventilées par genre dans les sites visités), mais aussi les perceptions des différentes parties prenantes rencontrées concernant la problématique hommes-femmes. Les guides d'entretiens conçus lors de la phase de démarrage ont inclus par exemple des questions visant à examiner les mécanismes mis en place pour assurer la participation des femmes et un ciblage équilibré des bénéficiaires, ainsi que le niveau effectif de leur participation dans les activités de la C1, compte tenu de la pénibilité physique des

travaux ; les préférences des femmes et des hommes concernant les modalités de transfert (vivres vs cash ou bons); la présence de latrines séparées pour les filles et les garçons dans les écoles, le nombre de femmes dans les comités de gestion des cantines et leur rôle effectif dans la prise de décision.

4. **Ethique.** Lors de chaque réunion individuelle ou groupe de discussion, les personnes interviewées ont été informées sur les objectifs et méthodologie de la mission d'évaluation, et rassurées quant à la confidentialité des entretiens et au fait que les informations présentées dans le rapport seront agrégées et non nominatives

## **2. Echantillonnage des sites à visiter**

### **2.1 Echantillonnage proposé lors de la phase de démarrage**

5. Le PP 200249 a jusqu'ici été mis en œuvre dans dix régions : Fatick, Kaolack, Kaffrine, Diourbel, Saint-Louis, Louga, Thiès, Tambacounda, Matam et Kédougou. Ces régions sont couvertes par deux des trois sous-bureaux du PAM (Kaolack et Tambacounda). Suite à la RB4, les composantes 1 et 2 incluent également les trois régions de la Casamance, à savoir Kolda, Sédhiou et Ziguinchor. Celles-ci sont couvertes par le sous-bureau de Ziguinchor, mais aucune activité relative au PP n'y a démarré jusqu'à présent.
6. La sélection des régions et sites à visiter a été définie, lors de la phase de démarrage, en consultation avec le BP sur la base des critères suivants :
  - Des régions/départements représentatifs de différentes situations quant à l'insécurité alimentaire (élevée, modérée et faible), sur la base des données de la dernière enquête nationale disponible, l'ERASAN 2014 (cf. Figure 1) ;
  - Des régions/départements représentatifs de différentes situations quant aux taux de malnutrition (dépassant ou inférieurs à la moyenne nationale selon les résultats de l'enquête SMART 2014) ;
  - Des zones d'activités de sécurité alimentaire et développement rural permettant de visiter différents types de partenaires (ONG, projets de développement et services déconcentrés du MAER), d'activités (BCV et 3A) et de modalités d'intervention (vivres ou transferts monétaires), tout en incluant la visite de projets pilotes (4R et PAA) ;
  - Des sites d'activités nutrition dans lesquels les deux partenaires (CLM et MSAS) sont actifs, où l'activité la plus régulière du PP (à savoir l'alimentation complémentaire ciblée vers les enfants et les femmes) a été appuyée consécutivement en 2013 et 2014, et où il serait possible de visiter des activités sur l'iodation du sel ;
  - Des écoles élémentaires (partenaire MEN) et préscolaires (partenaire MFFE) recevant des vivres, des écoles recevant un appui en espèces et des écoles ayant reçu des apports complémentaires (tels que foyers améliorés, jardins scolaires, etc.) avec l'appui d'une ONG ayant un protocole d'accord avec le PAM (PLAN notamment).
  - Des sites accessibles (distance modérée) et ne présentant pas de restrictions d'accès liées à la sécurité.



**Annexe 6 Tableau 2 : Composante 2 – Choix initial des régions et départements à visiter**

Région	Département	Insécurité alimentaire*	MAG Moyenne régionale**	TSF 6-59 mois et TSF FEA en 2013 et 2014	Fortification farine	Site de sel
Kaffrine	Kaffrine	Modérée	9,3%	MSAS et CLM		
Kédougou	Saraya	Très élevée	7,6%	MSAS et CLM	ITA	
Tamba.	Koumpentoum	Faible	14,0%	MSAS et CLM		
FATICK	GOSSAS	Elevée	8,1%	MSAS et CLM		CLM
<b>Moyenne nationale</b>			<b>9,8%</b>			

\* ERASAN 2014      \*\* SMART 2014.

**Annexe 6 Tableau 3 : Composante 3 - Choix initial des régions et départements à visiter**

Région	Département	Insécurité alimentaire*	Malnutrition chronique**	Type d'écoles, forme d'assistance, partenaire étatique			ONG
				EE Espèces MEN	EE Vivres MEN	CTP MFFE/ ANPECTP	PLAN
Fatick	Gossas	Elevée	14,5%	✓	✓		
Kaffrine	Kounguel	Modérée	22,0%		✓	✓	
Kaolack	Nioro du Rip	Elevée	18,5%		✓		✓
Tambacounda	Tambacounda	Elevée	20,8%	✓	✓	✓	
	Koumpentoum	Faible	20,8%	✓	✓	✓	
<b>Moyenne nationale</b>			<b>18,0%</b>				

\* ERASAN 2014      \*\* SMART 2014.

## 2.2 Sites visités

8. Dans la pratique, il ne fut pas possible de suivre l'ensemble de ces critères (surtout le choix aléatoire des sites) pour les raisons suivantes :

- Durant la phase préparatoire et lors du démarrage de la visite au Sénégal, l'équipe d'évaluation ne disposait pas de données désagrégées permettant d'identifier clairement, pour chacune des trois composantes, les sites d'intervention effectifs du PP (noms des communes et des villages).
- Le fichier de suivi des rapports des partenaires (CPR), qui a été fourni par le BP au moment de la phase de démarrage afin de réaliser la cartographie des zones d'intervention du PP (à l'échelle des régions et départements), s'est avéré présenter de nombreuses lacunes et erreurs.
- Faute de sites actifs depuis juillet 2014 pour la C2 et début 2015 pour la C1 et la C3, les sous-bureaux du PAM ont dû informer à l'avance de la visite afin de mobiliser les parties prenantes (partenaires d'exécution / participants aux activités / bénéficiaires).
- Pour la composante 3 : le nombre d'écoles ciblées a été considérablement réduit pour l'année scolaire 2015-2016, bien au-delà de la réduction mentionnée dans la révision budgétaire 4 (information non disponible à l'équipe d'évaluation lors de la phase de démarrage). Les écoles ciblées pour

l'année scolaire 2015-2016 ont été sélectionnées mais la distribution de vivres ou espèces n'a pas encore démarré, d'où la nécessité pour les sous-bureaux du PAM d'informer à l'avance/mobiliser les communautés (comités de gestion et membres des associations de parents d'élèves).

9. Le deuxième jour du début de la visite au Sénégal, l'équipe d'évaluation s'est entretenue avec les équipes des sous-bureaux de Kaolack et Tambacounda par téléconférence afin de clarifier ses attentes et finaliser le choix des sites à la lueur des informations reçues lors de la session de briefing et des entretiens individuels avec les chargés de programme (qui se sont tenus le premier jour). Les sites retenus et visités sont présentés dans le tableau suivant.
10. Au total, des sites d'activités ont été visités dans 10 départements : Kaolack et Kédougou (insécurité alimentaire très élevée) ; Fatick, Goudiry, Kounghoul, Niore du Rip et Tambacounda (insécurité alimentaire élevée) ; Gossas et Guinguinéo (insécurité alimentaire modérée) ; et Koumpentoum (insécurité alimentaire faible).

<b>Annexe 6 Tableau 4 : PP 200249 - Sites visités</b>				
<b>Région</b>	<b>Département</b>	<b>Nombre de sites et activités visités</b>		
		<b>C1</b>	<b>C2</b>	<b>C3</b>
Tambacounda	Goudiry Koumpentoum Tambacounda	3 BCV 2 sites 3A 1 site 4R	2 structures santé 1 ONG 1 site nutrition communautaire	6 EE 2 Cases des tout-petits (CTP)
Kédougou	Kédougou Saraya	1 BCV 1 site 3A 1 GIE du PAA	3 structures santé 1 GIE production farine	-
Kaffrine	Kounghoul	3 BCV 1 site 3A	1 structure santé	1 EE 1 CTP
Kaolack	Guinguinéo Kaolack Niore du Rip	1 BCV 1 site 3A	1 fédération GIE 1 GIE producteur sel 1 site production sel	3 EE 2 champs communautaires
Fatick	Gossas Fatick	1 BCV 3 sites 3A	1 ONG 1 structure. santé 2 sites nutrition communautaire	2 EE
<b>5 régions</b>	<b>10 départements</b>	<b>9 BCV 8 sites 3A 1 site 4R 1 GIE du PAA</b>	<b>7 structures santé 3 sites communautaires 3 GIE</b>	<b>12 EE 3 CTP</b>

11. Pour la composante 1, neuf départements ont été visités. Le personnel des sous-bureaux ne disposant pas toujours des informations nécessaires pour identifier les sites spécifiques du PP, le consultant a été amené à visiter des BCV et sites 3A appuyés sous d'autres opérations (IPSR ou autres appuis antérieurs à 2012), ce qui a été mis à profit pour apprécier le degré de pérennité des activités et les similitudes, différences ou complémentarités éventuelles entre IPSR et PP. Pour le sous-bureau de Kaolack, les visites ont notamment porté sur plusieurs sites sélectionnés en 2015 où il était prévu d'utiliser des bons alimentaires (activités 3A pas encore démarrées au moment de l'évaluation cependant).
12. Pour la composante 2, six départements ont été visités et un district sanitaire (Malem Hodar) annulé pour des problèmes de planification. En l'absence

d'activités, les visites ont porté sur des entretiens et des consultations de documents (registres, cartes de bénéficiaires, etc.).

13. Pour la composante 3, six départements ont été visités (préalablement cinq retenus).

### **3. Triangulation des données**

#### **3.1 Composante 1**

##### **3.1.1 Contraintes et limitations**

14. En raison de l'insuffisance du suivi, des multiples incohérences entre les différentes sources de données et de la confusion, à tous les niveaux (y compris les partenaires), entre les différentes opérations et projets pilotes, il est difficile voire impossible de trianguler les chiffres de bénéficiaires et les tonnages annoncés dans les rapports annuels normalisés (SPR). Cette confusion résulte en grande partie d'une gestion par activité (3A, BCV, etc.) voire par type d'approche (3A « classique » vs. 3A combiné au 4R) et non par programme, qui se reflète dans la façon dont sont archivées les informations, notamment les protocoles d'accord et les rapports des partenaires. Outre le fait que de nombreux protocoles d'accord n'ont pu être mis à la disposition des consultants (par exemple ceux des BCV 2012 et 2013), les numéros de protocoles étaient souvent erronés (« IPSR 200249 ») et plusieurs protocoles furent signés sous l'une des opérations, un simple post-it étant ensuite apposé pour signifier qu'il s'agissait en fait de l'autre.
15. Plusieurs des sites visités (par exemple, Sinthiou Malem) ont reçu au cours des trois dernières années de nombreux appuis du PAM sous des opérations différentes (IPSR, 4R et PP). Sur ces sites, les divers interlocuteurs (bénéficiaires, partenaires, personnel des SB) n'arrivaient pas bien à distinguer les produits du PP de ceux des autres opérations. Les dernières distributions de vivres du PP ayant eu lieu plus d'un an avant cette mission, les bénéficiaires ne se rappelaient pas toujours précisément des quantités reçues ni du nombre de distributions. En outre, les données disponibles sur les 3A ne permettent pas d'estimer le nombre moyen de jours travaillés par participant ni le nombre de participants par ménage ; il est donc difficile de savoir ce que les ménages ont réellement reçu et comment cela varie d'un type d'actif ou d'un site à l'autre.
16. Concernant la réalisation des avoirs (BCV et ABF), l'analyse est limitée par l'absence de banque de données actualisée consolidant les résultats des différents sous-bureaux par type d'opération. L'appréciation du niveau de couverture de la population est également rendue difficile par l'absence de document de synthèse permettant de comparer le nombre de ménages (i) existants au sein des villages ciblés, (ii) ayant effectivement participé aux activités et reçu une assistance alimentaire et (iii) bénéficiant réellement des avoirs (usagers des BCV, exploitants des bas-fonds, etc.). Enfin, en raison du ralentissement et démarrage très tardif des activités en 2015 et de la période de l'évaluation (coïncidant avec la récolte des céréales), il n'y avait pas d'activités HIMO à observer ni de stocks de céréales dans les BCV.
17. L'analyse des effets directs de la C1 a été limitée par le manque de données de suivi mais aussi, en amont, par les nombreuses incohérences et imprécisions du cadre logique initial du PP, notamment :
  - Une logique d'intervention présentant des erreurs importantes (par exemple, les produits 1.2 et 1.3 ne devraient pas être liés à l'effet direct 1 mais au 2) ;

- Une formulation inexacte des résultats attendus (par exemple, l'effet direct 3 « le marché national permet au PAM de procéder à des achats locaux avantageux » est une hypothèse, pas un effet) ;
- Le choix incohérent de certains indicateurs (par exemple, le score des actifs communautaires ne mesure aucunement l'effet 1 sur la consommation alimentaire des ménages) et hypothèses (par exemple : « communautés impliquées dans les activités bénévoles de conseil et de test dans le contexte du VIH »);
- L'imprécision de plusieurs effets et indicateurs, ceux relatifs aux transferts de responsabilité étant particulièrement révélateurs en la matière (effet direct 4 « avancées dans la mise en place de solutions au problème de la faim » mesuré par « stratégies de transfert des responsabilités mises en œuvre »).

### **3.1.2 Recoupement des données**

18. La première information que l'équipe d'évaluation a dû recouper concerne les partenaires de coopération de la C1, dont les différentes listes fournies par le BP lors de la phase de démarrage n'étaient pas spécifiques du PP. L'extrait COMPAS pour la période 2012-2014 contenait aussi plusieurs erreurs à ce sujet, que l'équipe d'évaluation a dans la mesure du possible corrigé.
19. Concernant les chiffres de bénéficiaires et les tonnages, l'équipe d'évaluation a tenté de « jongler » entre différentes sources de données, qui s'avèrent être toutes incomplètes et/ou erronées. Les données ATOMS sont extrêmement peu fiables et largement incohérentes avec les autres sources, qu'il s'agisse du tableur fourni par le BP lors de la phase de démarrage ou des rapports mensuels. Elles ne sont donc pas présentées ici. Le fichier de suivi des CPR ne contient pas de données pour 2012 ; en raison des problèmes de remontée des rapports des partenaires et/ou d'erreurs d'encodage, les données pour les autres années présentent des divergences avec les autres sources. Les données les plus cohérentes avec les SPR sont celles de l'extrait COMPAS 2012-2014, qui fournit seulement les tonnages (pas les chiffres de bénéficiaires), sans distinguer le type d'activité (BCV, 3A, etc.).
20. Concernant les données brutes relatives aux sites d'intervention et activités, il n'y a pas de consolidation spécifique du PP mais une multitude de fichiers relatifs aux différentes activités, avec des formats qui varient d'un sous-bureau à l'autre. Les tableaux de résultats fournis par les sous-bureaux lors de la phase de démarrage (TRSB) ont été consolidés par l'équipe d'évaluation : on observe de nombreuses incohérences et lacunes ; la plupart des noms des sites ne sont pas fournis ; il n'y a pas de données désagrégées par sexe ni le détail des quantités livrées par type de vivres ; les chiffres prévus et réalisés sont les mêmes à l'unité près, ce qui semble largement improbable ; le nombre de sites ne coïncide pas avec les plans opérationnels (par exemple : 100 BCV prévues en 2014 d'après les plans de livraisons mais 86 seulement dans ces TRSB).
21. Les tableaux suivants comparent les données de bénéficiaires atteints et vivres distribués selon différentes sources :

<b>Annexe 6 Tableau 5 : Composante 1 – Nombre de bénéficiaires atteints par an et par activité selon différentes sources d'information</b>				
<b>Source</b>	<b>Activité</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>
SPR	BCV	40 200	53 400	82 377
	3A	0		
Compilation des TRSB	BCV	40 200	30 000	77 400
	3A	0	3 600	18 691
Fichier de suivi des CPR	BCV	ND	53 588	82 800
	3A	ND	1 032	21 257

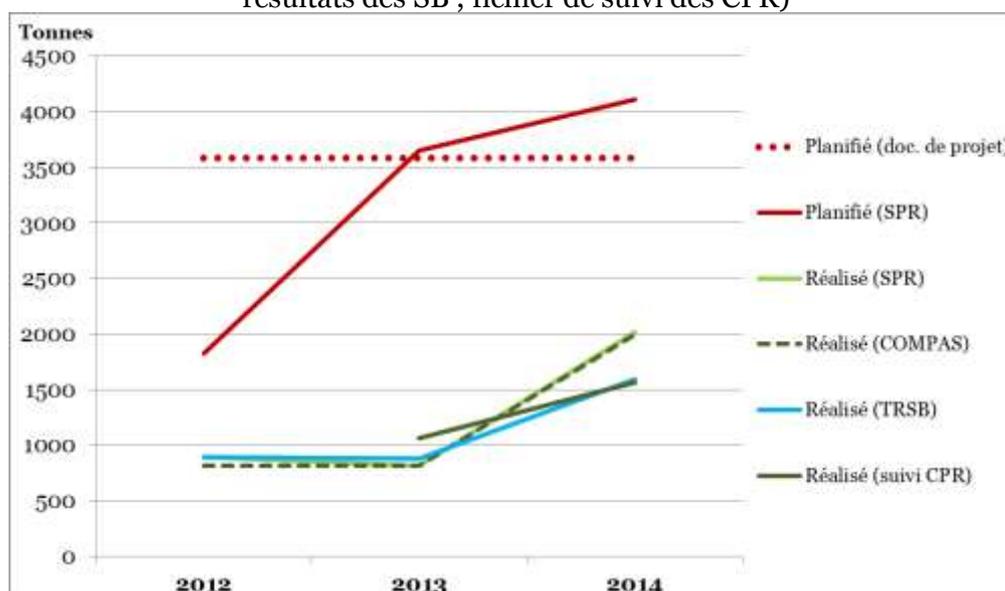
ND = non disponible

Note : Les chiffres de bénéficiaires des SPR ne sont pas désagrégés par activité. Le narratif du SPR 2012 précise qu'il n'y a pas eu d'activités 3A. Pour 2013 et 2014, on peut estimer la répartition par activité à partir du nombre de BCV appuyées.

<b>Annexe 6 Tableau 6 : Composante 1 – Quantités de vivres distribuées par an selon différentes sources d'information</b>			
<b>Source</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>
SPR	891	816	2016
Extrait COMPAS	811	816	1997
Compilation des TRSB	891	878	1589
Fichier de suivi des CPR	ND	1061	1553

22. La figure ci-dessous compare les tonnages prévus à ceux distribués entre 2012 et 2014 d'après différentes sources. Si le tonnage total de l'extrait COMPAS est plus ou moins cohérent avec les données des SPR, de fortes divergences apparaissent avec les autres sources de données.

**Annexe 6 Figure 2 : Composante 1 – Vivres planifiés et distribués par an**  
(Source : Document de projet ; SPR 2012, 2013 et 2014 ; extrait COMPAS ; tableaux de résultats des SB ; fichier de suivi des CPR)



## 3.2 Composante 2

### 3.2.1 Contraintes et limitations

23. Les contraintes et limitations spécifiques rencontrées dans la collecte des données relatives à la composante 2 sont les suivantes :

- L'absence de sites actifs pour les activités de supplémentation alimentaire : les visites se sont résumées à des examens de registres archivés et des entretiens avec les points focaux présents, la mobilité du personnel étant forte.
- Les données CPR 2012 non disponibles et des reports de données effectués entre l'IPSR et le PP : en effet si on se réfère au protocole d'accord avec Child Fund et les données de janvier 2013 du CPR, les activités de nutrition de 2012 y compris pour les régions de Matam et Kédougou, étaient sous l'IPSR 200138 et non sous le PP comme indiqué dans le SPR 2012.
- Les emmêlements entre IPSR et PP : par exemple, pour les activités du second semestre 2014, la CLM a reçu des fonds de l'IPSR (cf. 1er avenant relatif à l'extension du contrat du 01 juillet au 31 décembre 2014), et des vivres PP (cf. Compas).

24. S'agissant de l'analyse des données, les difficultés de triangulation des données SPR utilisées comme base d'analyse ont inclus:

- Pour 2012, il n'y a pas de données de comparaison dans le fichier CPR et pas de rapport des partenaires sur les deux régions d'intervention Matam et Kédougou.
- Les chiffres des SPR sont toujours plus bas que les chiffres du fichier CPR et notamment pour les bénéficiaires touchés en 2014.
- Les rapports d'activités des partenaires ne sont pas disponibles ; l'exemple du rapport transmis par la CLM montre le même problème de concordance de chiffres des bénéficiaires avec les données encodées dans le CPR.

### 3.2.2 Recoupement des données

25. Les deux tableaux suivants illustrent les divergences de données.

	Bénéficiaires		Vivres	
	CPR	SPR	CPR	SPR
2012				
2013	49 863	30 690	339	224
2014	222 433	44 498	1 059	888

**Annexe 6 Tableau 8: Composante 2 - Bénéficiaires touchés et vivres distribués par la CLM en 2014**

(Source : Rapport CLM Février 2014-décembre 2014, fichier CPR)

	Bénéficiaires		Vivres	
	CPR	CLM	CPR	CLM
BAKEL	1 684	1 925	3,8	10,9
BAMBEY	1 129	7 759	1,7	34,5
DAGANA	11 171	3 707	20,5	24,9
GOSSAS	2 864	3 134	6,4	12,5
GOUDIRY	2 752	2 169	8,6	10,2
KAFFRINE	9 839	7 739	20,3	15,4
KANEL	9 037	3 998	27,1	28,5
KOUNGHEUL	7 611	6 692	14,1	16,7
LINGUERE	16 736	6 763	34,3	23,2
MATAM	10 349	4 741	23,6	29,1
PODOR	16 948	7 432	35,6	52,1
RANEROU	3 608	1 946	8,7	10,6
SARAYA	428	428	5,6	2,9
TAMBA	8 227	5 124	25,9	26,5
<b>Total</b>	<b>102 383</b>	<b>63 557</b>	<b>236</b>	<b>298</b>

### 3.3 Composante 3

#### 3.3.1 Contraintes et limitations

26. Les observations au niveau des écoles sur les conditions de stockage et surtout de préparation et distribution des repas et discussions avec les cuisinières ont été limitées car la distribution de bons et de vivres pour l'année scolaire 2015-2016 n'avait pas encore débuté. Seules trois des écoles avaient des reliquats de l'année scolaire précédente et avaient préparé le repas le jour de la visite.

27. S'agissant de l'analyse des résultats, les contraintes suivantes ont été rencontrées:

- Les rapports annuels des sous-bureaux et de la DCaS ne sont pas disponibles sur toute la période (pour 2012 pas de rapport de la DCaS et pas de rapport du sous-bureau de Tambacounda) et ceux disponibles ne sont pas exhaustifs et standardisés ce qui a limité l'analyse de l'évolution de certains indicateurs.
- Le recoupement des données du BP avec celles de du MEN ne couvrent pas les mêmes périodes (année civile versus année scolaire).

#### 3.3.2 Recoupement des données

##### 3.3.2.1 Comparaison de sources de données du BP

28. Le Tableau 9 compare les nombres de bénéficiaires planifiés dans différents documents et fichiers du BP. D'après le document de projet (cf. Tableau 1) et le PAPP (cf. page 15), le nombre cible de bénéficiaires de la composante 3 devait atteindre 491 206 (également répartis entre filles et garçons), dont 455 195 (92,7 pourcent du total) dans les écoles du cycle élémentaire, 27 311 (5,6%) dans les structures préscolaires et 8 700 dans les centres Caritas et daaras (écoles

coraniques traditionnelles <2 pourcent). Selon le BP les objectifs chiffrés initiaux du document de projet ont été réajustés suite à la réactualisation des effectifs qui a découlé de l'enquête de ciblage menée en 2011. Néanmoins on note des différences entre deux fichiers Excel de planification et ceux rapportés dans les SPR.<sup>8 9</sup>

<b>Annexe 6 Tableau 9 : Composante 3 – Nombres planifiés de bénéficiaires selon différentes sources d'information du BP</b>				
<b>Document Source</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
<b>Elémentaire et daaras</b>				
Document de projet/PAPP	463895			
Fichier Excel Rations and Caseloads <sup>8</sup>	340224	356854	374198	407071
Fichier Excel Planification <sup>9</sup>	276591	288358	301579	309894
SPR	276536	288472	301885	ND
<b>Précolaire</b>				
Document de projet/PAPP	27311			
Fichier Excel Rations and Caseloads	18609	24409	30459	33135
Répartition/Planification	15126	19732	24572	24572
SPR	15126	19732	24572	ND
Différences dans les nombres planifiés de bénéficiaires au niveau élémentaire entre le fichier « Répartition/Planification écoles, effectifs, tonnages » et les SPR, alors que les tonnages planifiés sont identiques selon ces 2 sources d'information				

### 3.3.2.2 Comparaison données BP et données MEN

29. Le Tableau 10 compare les données de bénéficiaires atteints rapportés dans les SPR avec ceux de BALISE et des rapports annuels de la DCaS pour 2013 et 2014 (pas de rapport soumis en 2012 et celui de 2015 en cours de préparation). On note des écarts importants en 2012 et 2014.

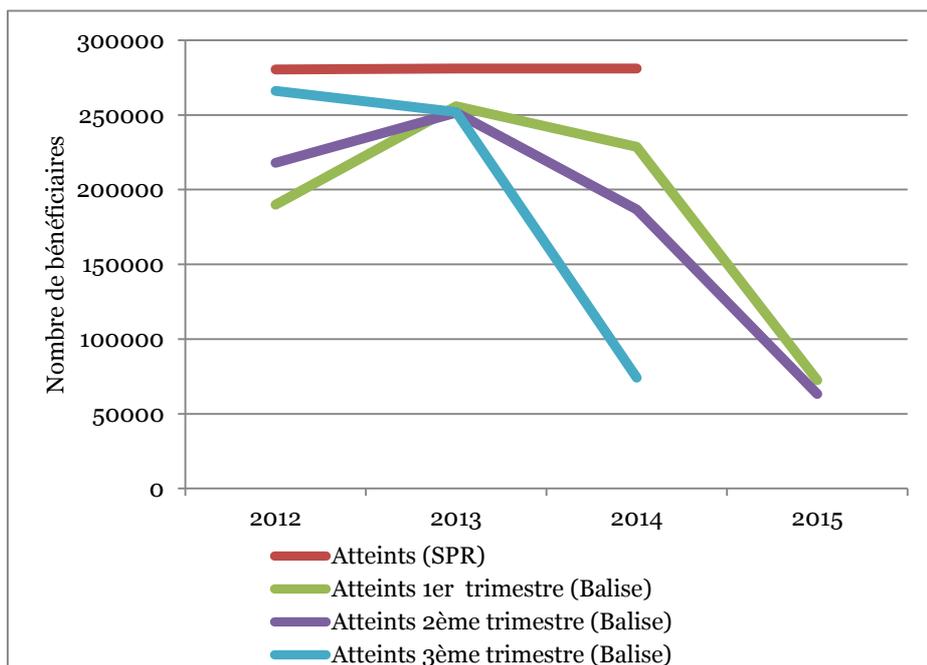
<b>Annexe 6 Tableau 10 : Composante 3 – Nombres atteints de bénéficiaires selon différentes sources d'information (PAM et MEN)</b>								
<b>Document Source</b>	<b>2012</b>		<b>2013</b>		<b>2014</b>		<b>2015</b>	
	<b>Ecoles</b>	<b>Elèves</b>	<b>Ecoles</b>	<b>Elèves</b>	<b>Ecoles</b>	<b>Elèves</b>	<b>Ecoles</b>	<b>Elèves</b>
<b>Elémentaire et daaras</b>								
Rapports Annuels DCaS et données BALISE	1262	207 332	1698	279 558	1560	256 546	493	69942
SPR	1774	280 147	1772	281 166	1772	281 166	ND	
<b>Précolaire</b>								
Rapports Annuels DCaS et données BALISE	ND		253	16 234	191	13 341	ND	
SPR	254	16216	254	16237	254	16 237	ND	
Pour 2012 et 2015, les données pour les écoles élémentaires et daaras ont été extraites de BALISE qui sont présentées par trimestre. Les chiffres dans le tableau sont les moyennes des 3 trimestres.								
<ul style="list-style-type: none"> <li>En 2012 : Au 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestre, le nombre d'écoles était de 1304, 1163 et 1320 respectivement ; et le nombre de bénéficiaires s'élevait à 214 282, 189 848 et 217 867 respectivement.</li> <li>En 2015 : Au 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestre, le nombre d'écoles était de 529, 507 et 442 respectivement ; et le nombre de bénéficiaires s'élevait à 74 112, 72 373 et 63 340 respectivement.</li> </ul>								

<sup>8</sup> WFP. 2011. Rations and Case Loads - Senegal Country Programme 200249 (Fichier Excel)

<sup>9</sup> PAM BP. 2011. Répartition-Planification Ecoles Effectifs Tonnage CP 2012-2015

30. La triangulation des données des bénéficiaires atteints - comparaison des données SPR, BALISE et rapports annuels de la DCaS (pas de rapport soumis pour 2011-2012), a été rendue difficile du fait que les données SPR sont par année calendaire alors que celles de la DCaS sont organisées par année scolaire (MEN/DCaS 2013 et 2014).<sup>10</sup> C'est pour cette raison que le graphique suivant présente les données de la DCaS par trimestre.

**Annexe 6 Figure 3 : Composante 3 – Nombre de bénéficiaires atteints dans les écoles élémentaires**  
(Source : SPR et BALISE)



31. Ce graphique illustre les écarts entre les données BALISE et SPR, qui sont en grande partie imputables à des déficiences en terme de qualité, exhaustivité et ponctualité de soumission des rapports des écoles et la non-opérationnalité de BALISE, ainsi que les fluctuations d'un trimestre à l'autre durant la même année scolaire particulièrement en 2014 dues à l'insuffisance des contributions reçues.

<sup>10</sup> Analyse faite par l'équipe d'évaluation des données d'un fichier Excel extrait de la base de données BALISE qui été fourni par la DCaS.

## **Annexe 7 : Composante 1 – Informations complémentaires**

### **Choix des activités**

1. Appuyées par le PAM depuis 2009, les BCV s’ancrent dans une tradition de champs et greniers communautaires associés à des activités de prêts de céréales en soudure, qui ont toutefois eu tendance à disparaître suite aux crises alimentaires répétées des dernières décennies. Il s’agit bien souvent d’initiatives endogènes, répliquées sur la base des expériences de villages voisins, avec un effet « tâche d’huile » assez évident.
2. Au Sénégal, la relance de la riziculture s’appuie sur une longue tradition rizicole. Les besoins d’appui technique pour améliorer la productivité des bas-fonds<sup>11</sup> et étendre la surface cultivée n’en demeurent pas moins réels. Les aménagements secondaires<sup>12</sup>, travaux à haute intensité de main-d’œuvre (HIMO) réalisés en hivernage, permettent en outre de limiter les migrations saisonnières et de retenir la force de travail aux champs, avec un impact potentiel fort sur la productivité agricole.
3. Pertinent du point de vue de la diversification alimentaire et des sources de revenu, le développement (ou réhabilitation) de périmètres maraîchers l’est moins en termes de durabilité, souvent compromise dès que l’appui externe cesse, en raison de problèmes récurrents de gestion de l’eau, d’accès aux semences ou de renouvellement du matériel.<sup>13</sup>
4. Initialement prévues, les activités de Vivres pour la formation (VPF) ont logiquement été intégrées aux activités de création d’avoirs (3A) dans la RB4, la participation aux formations techniques ne nécessitant pas, dans le contexte d’intervention, d’incitatif.
5. L’approche 4R, tirée du projet pilote du même nom et reprise dans la conception du PP, est particulièrement novatrice car elle donne la possibilité aux paysans pauvres d’accéder aux mécanismes d’assurance agricole tout en participant à des travaux destinés à réduire l’impact des chocs climatiques et à améliorer leur productivité.

### **Critères de ciblage et choix des sites**

6. Si des critères de sélection des BCV<sup>14</sup> ont été établis, l’absence de fiches de sélection et de trace écrite du processus ne permet pas de savoir si et comment ils ont été appliqués.<sup>15</sup> Or les requêtes d’assistance sont bien supérieures à la couverture possible du PP. Concernant les activités 3A, la priorité a souvent été accordée à des bas-fonds/périmètres anciennement et/ou partiellement exploités, ce qui garantit une plus forte mobilisation communautaire, avec le risque

---

<sup>11</sup> Le terme de bas-fonds recouvre au Sénégal différentes réalités topographiques allant de vallées étroites formées par des cours d’eau temporaires à de plus vastes espaces inondables de plaines dépressionnaires.

<sup>12</sup> Il s’agit principalement de digues de ceinture et diguettes de cloisonnement.

<sup>13</sup> L’accumulation de projets au fil des années sur les mêmes sites, comme par exemple à Djilor dans le département de Fatick, en témoigne.

<sup>14</sup> Ces critères sont consignés dans un document intitulé « Programme d’extension des BCV dans les régions de Tambacounda, Kédougou, Kaolack, Diourbel, Fatick, Kaffrine », non daté mais dont la dernière version électronique date de janvier 2011.

<sup>15</sup> Sur demande des évaluateurs, l’équipe du sous-bureau de Kaolack a fourni une grille de notation des BCV qui permet l’évaluation de BCV existantes à des fins de restockage. Cet outil n’est toutefois pas adapté à la sélection de nouvelles BCV.

toutefois d'accumuler un énième projet, comme c'est le cas pour le périmètre maraîcher de Djilor (département de Fatick).<sup>16</sup>

7. Le ciblage de villages « centres », qui sont parfois de gros bourgs avec boutiques et autres activités commerciales, est légitime du point de vue de l'efficacité et des retombées car ces villages polarisent les plus petits villages environnants. Il est en revanche peu pertinent en termes de vulnérabilité. Dans les PON sur les activités 3A (juin 2015), une distance de 15 km minimum entre le village et une agglomération est considérée comme un critère prioritaire ; un critère secondaire recommande en outre de cibler des villages qui se trouvent au moins à 10-15 km des routes principales. La présence proche de marchés et boutiques n'est préconisée que si le transfert est monétaire (ce qui n'a pas été le cas de la C1 jusque fin 2014).
8. Les critères de ciblage des sites utilisés jusqu'à présent (typiquement, ceux des BCV) ou l'absence de tels critères n'ont pas facilité la tâche des sous-bureaux dans la validation des sites proposés par les partenaires de coopération, en particulier quand il s'agit de savoir si tel site doit être couvert par l'IPSR ou le PP en fonction des objectifs respectifs de ces opérations (tel que préconisé dans la RB4). Combinés à l'utilisation récente de la planification saisonnière basée sur les moyens d'existence (PSME), les critères listés dans les PON sur les 3A vont sans doute permettre d'améliorer la qualité du ciblage et de résoudre ces difficultés.

### **Normes de travail (activités 3A)**

9. En l'absence de standard qui fasse consensus au Sénégal, les normes de travail des 3A ont logiquement été tirées de l'expérience des interventions précédentes.<sup>17</sup> On constate toutefois une énorme différence entre les normes utilisées par les deux sous-bureaux : 207,5 personnes-jours par hectare de bas-fond à Tambacounda contre 787,5 à Kaolack. Celle-ci ne peut s'expliquer par la nature des travaux prévus ou du contexte agroécologique, mais relève davantage du manque d'harmonisation et de coordination des activités de la C1 au sein du BP. Il en résulte que pour des travaux similaires, les bénéficiaires de Kaolack ont reçu trois fois plus de vivres que ceux de Tambacounda.

### **Sélection des bénéficiaires**

10. Pour ne pas alourdir le processus de sélection et responsabiliser les communautés, aucun critère explicite de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire n'est imposé aux comités villageois en charge de la sélection des bénéficiaires. Qu'il s'agisse de la participation aux chantiers HIMO ou de l'adhésion aux BCV, l'auto-ciblage prévaut donc, ce qui garantit un fort degré de motivation des participants. En revanche, la participation est de facto liée au nombre de bras valides pour les travaux HIMO ou à la capacité de mobiliser une partie de la récolte pour adhérer à la BCV, ce qui tend à défavoriser les ménages sans force de travail ou à favoriser ceux qui sont moins déficitaires en céréales, par exemple.
11. Par ailleurs, l'approche par ménage n'est pas toujours bien comprise par les partenaires, qui préfèrent travailler avec l'ensemble des membres de groupements existants. Tout à fait légitime du point de vue du renforcement des capacités et de l'autonomisation des communautés, la collaboration avec des groupements

---

<sup>16</sup> Ce site, sélectionné dans la programmation 2015, a déjà reçu de multiples appuis par différents acteurs dont la construction d'un château d'eau et la fourniture de motopompes.

<sup>17</sup> Les quantités de vivres distribuées aux participants des chantiers 3A dépendent du nombre de jours de travail, lui-même calculé à partir de normes de travail pour chaque type d'actif.

nécessiterait toutefois de mieux comprendre les dynamiques sociales à l'œuvre dans ces groupements et l'inclusion ou non des ménages les plus démunis.

12. Les mécanismes de solidarité communautaire contrebalancent quelque peu ces problèmes de ciblage. Ainsi, il arrive que les familles les plus vulnérables reçoivent des dons de la part des BCV en période de soudure ; à Touba Ali Nbenda (département de Kounghoul), une partie du stock initial (15%) a servi à fournir des prêts à des familles pauvres qui ne pouvaient pas cotiser les 100 kg de céréales (et n'étaient donc pas sociétaires de la BCV). Enfin, les stocks de sécurité villageois (VSS en anglais), nouvelle approche expérimentée par le PAM dans le cadre de l'IPSR, semble plus inclusive que les BCV : sur la base d'une typologie participative des ménages, le niveau de remboursement attendu est fonction de leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.

### **BCV et avoirs communautaires**

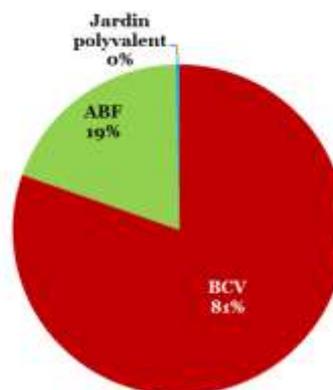
13. Le tableau suivant présente l'évolution du nombre de sites d'intervention de la C1 par type d'activité. Les chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles duplications d'une année à l'autre (même sites ciblés deux années consécutives par exemple). Pour 2015, les chiffres sont basés sur la programmation (activités non démarrées au moment de l'évaluation).

<b>Annexe 7 Tableau 1 : Composante 1 – Nombre de sites par activité et par an</b>				
<i>(Source : tableaux de résultats des SB ; planification 2015)</i>				
<b>Activité</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
<b>BCV</b>	67	50	86	0
<b>ABF</b>	0	2	10	6
<b>Jardin</b>	0	0	1	

14. Afin d'illustrer le poids relatif des BCV dans la C1, la figure suivante présente la répartition des quantités de vivres distribuées par activité entre 2012 et 2014.

**Annexe 7 Figure 1 : Composante 1 – Répartition du tonnage distribué par activité (2012-2014)**

(Source : tableaux de résultats des SB)



15. Le tableau suivant dresse une liste, non exhaustive, des forces et faiblesses des BCV identifiées à partir des visites réalisées lors de cette mission.

<b>Annexe 7 Tableau 2 : Composante 1 - Forces et faiblesses des BCV visitées</b>		
<b>Critère</b>	<b>Forces</b>	<b>Faiblesses</b>
Stockage	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Auto-construction de magasins de stockage dans plusieurs BCV</li> <li>• Une personne en charge de la gestion du stock</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Beaucoup de BCV n'ayant pas de magasins en propre ; insalubrité et co-stockage avec des engrais</li> <li>• Espace restreint et capacité de stockage limitée (environ 10-15 tonnes), ce qui oblige à déstocker</li> </ul>
Services aux usagers	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Vente au comptant et/ou à crédit lors de la soudure à des prix inférieurs de 10 à 20% à ceux du marché</li> <li>• Prêt de céréales en soudure avec un intérêt variant généralement de 8 à 15% (remboursable à la récolte, mais avec une certaine flexibilité)</li> <li>• Achat aux producteurs à un prix supérieur à celui du marché</li> <li>• Dans certaines BCV, offre de services aux non-membres en soudure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Quantités de céréales collectées ou achetées par les BCV souvent insuffisantes pour couvrir la demande en soudure</li> </ul>
Règles de fonctionnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour assurer le recouvrement des dettes, mise en gage de matériel agricole (semoirs) des sociétaires dans certaines BCV</li> <li>• Fort esprit communautaire et pression sociale qui prémunissent les BCV des risques de spéculation de la part de ménages mieux lotis</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas de règlement intérieur et/ou règlement pas connu ou compris des usagers</li> <li>• Risque de décapitalisation associé à la mise en gage de matériel agricole</li> <li>• Pas de plafond d'emprunt par ménage</li> <li>• Certaines BCV ne pratiquant plus que la vente au comptant lors de la soudure, excluant de fait les ménages qui n'ont pas les moyens de payer</li> </ul>
Capacités de gestion	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Certains bureaux comprenant différentes commissions pour gérer les affaires courantes (ventes, crédits, achats)</li> <li>• Existence de registres des ventes, achats et prêts</li> <li>• Tenue de 2-3 réunions annuelles avec les membres (au moment de la collecte et du déstockage surtout)</li> <li>• Ouverture de comptes bancaires pour déposer les fonds générés par les activités de vente et prêt de céréales</li> <li>• Assez bonne capacité des comités à adapter leurs stratégies de prêts/ventes en fonction de la situation (par ex. en 2015 face à la chute inhabituelle du cours du mil)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Genre : difficulté pour les femmes de s'impliquer dans des structures mixtes</li> <li>• Défaut de communication des comités, pouvant entraîner un manque de confiance de la part des usagers ; états des comptes pas toujours communiqués</li> <li>• Registres ne contenant pas de bilan de campagne avec la somme des achats, ventes, crédits et intérêts annuels</li> <li>• Motivation sur le long terme des comités et notamment des personnes en charge de la gestion du stock et l'entretien du magasin</li> </ul>
Viabilité économique et financière	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroissement du capital pouvant aller jusqu'à 4 à 6 fois le montant collecté en 1<sup>ère</sup> année</li> <li>• Capital pouvant servir à construire ou agrandir les magasins, grouper les achats d'intrants agricoles (ex. : engrais subventionnés) ou à cofinancer des projets (ex. : PADAER)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Problème très fréquent de recouvrement des dettes, surtout après une mauvaise récolte</li> <li>• Marges insuffisantes pour accroître les activités ou tout simplement prévenir les risques</li> <li>• Peu/pas d'activités connexes pour générer des recettes (ex. : champs communautaires ; transformation des céréales)</li> <li>• Peu/pas de lien avec les institutions financières et organismes de crédit</li> </ul>

16. Le tableau suivant synthétise les principaux effets relatifs à la mise en place des activités 3A et en particulier des ABF.

<b>Annexe 7 Tableau 3 : Composante 1 – Principaux effets observés des activités 3A</b>		
<b>Type d'effet</b>	<b>Nature et intensité des effets observés</b>	<b>Commentaires / exemples</b>
Environnement biophysique	Meilleure rétention d'eau en saison des pluies	Effet positif sur la croissance du riz
	Humidité résiduelle des sols en saison sèche	Développement du maraîchage de contre-saison
	Résultats variables sur le contrôle de l'érosion et de l'ensablement des bas-fonds en fonction de la qualité des aménagements et en raison de l'absence d'activités connexes pour prévenir l'érosion au niveau des terres de cultures pluviales	Site de Douba : digues transversales détruites lors des inondations de 2015 ; fort ensablement lié à l'absence de dispositifs au niveau latéral
Agriculture	Extension des surfaces cultivées en riz	
	Gain net de production rizicole dans les zones nouvellement aménagées	
	Hausse des rendements de riz (allant souvent jusqu'à 2 T/ha la 1ère année et 3-4 T/ha ensuite contre environ 1 T/ha avant)	Impact plus prometteur sur les sites bénéficiant d'une humidité importante des sols (Grosjean 2014)
	Production de riz par ménage pas forcément plus importante en raison d'une plus forte pression foncière (moindre surface cultivée par ménage qu'avant)	Site de Koulor : augmentation du nombre d'exploitants et, malgré la hausse des rendements par unité de surface, stagnation ou baisse des quantités produites par ceux qui exploitaient déjà avant
	Pas d'augmentation du nombre de cycles de culture par an (sauf dans le cas du maraîchage)	
	Forte augmentation du nombre de productrices et des surfaces cultivées en maraîchage	Surface cultivable et disponibilité en eau limitées (ex. : plus de 400 productrices sur 5 ha à Koulor)
Sécurité alimentaire et moyens d'existence	Forte amélioration de la couverture des besoins vivriers des ménages qui n'exploitaient pas de parcelles de bas-fonds auparavant	
	Production d'excédents et vente de riz dans certains cas seulement	
	Dons plus fréquents aux proches (famille élargie, voisins, etc.)	
	Production rizicole et maraîchère assurée en grande partie par les femmes, ce qui semble renforcer leur participation au budget et à la sécurité alimentaire des ménages	Impacts indirects probables sur le pouvoir de décision des femmes au sein des ménages
	Bon potentiel du maraîchage de contre-saison (diversification de l'alimentation et nouvelle source de revenus), mais pas d'effet significatif du PP (peu de jardins, faible proportion des bénéficiaires concernés)	
Cohésion sociale	Mobilisation des communautés autour d'actions collectives	
	Renforcement de la dynamique organisationnelle des groupements de productrices	Groupes de travail et tontines associés aux jardins
	Accès aux parcelles de bas-fonds pour le moment facile et répartition équitable car pression foncière encore limitée	Risques de conflits fonciers dans le futur liés à un regain d'intérêt, notamment de la part des hommes

## **Appui institutionnel**

17. Il faut tout d'abord noter qu'il est difficile de distinguer les appuis qui relèvent du PP de ceux des autres opérations. Les fiches de synthèse annuelle des formations, (disponibles pour 2014 et 2015) tendent à montrer que la grande majorité relèvent de l'IPSR, ce que corrobore le suivi de l'exécution budgétaire de la ligne « renforcement de capacité » (peu voire aucune dépense directement imputable à la C1 et/ou au SAP).
18. Quoiqu'il en soit, le support technique du personnel du BP a contribué, de l'avis des différents agents gouvernementaux impliqués dans le SAP, à une meilleure maîtrise des concepts et outils liés à la sécurité alimentaire. Des agents des différents partenaires gouvernementaux, notamment au SE-CNSA, au CSA et à la DAPSA, ont été formés sur l'utilisation des nouvelles technologies pour les enquêtes conjointes et ont reçu du matériel informatique. Le PAM a participé aux frais de collecte, traitement et analyse du système d'information sur les marchés (SIM, géré par le CSA) sur 55 marchés. Il a également facilité l'intégration d'un dispositif de suivi du prix du bétail dans le SIM.
19. L'appui financier et méthodologique du PAM pour la conduite des enquêtes de suivi du SAP s'est toutefois fait plus ponctuel depuis 2013. Il n'y a pas eu de formation et de recyclage annuel des agents en 2014-2015. En 2015, le PAM n'a pu participer à l'enquête annuelle conjointe des marchés agricoles ; ainsi, seulement dix marchés ont pu être évalués.

## **Suivi-évaluation**

20. Dans le cadre du projet 4R, mieux financé, différents outils ont été améliorés ou développés en vue de faciliter le S-E des activités de DR : cartes de bénéficiaires (par ménage), fiches de suivi des chantiers, fiches de distributions de vivres/coupons, fiches de suivi des activités des partenaires, etc. Tous les formats sont désormais disponibles en version électronique ; toutes les enquêtes se font en utilisant les nouvelles technologies numériques.
21. Au niveau des sous-bureaux, le faible nombre d'agents de suivi continue cependant d'affecter la qualité du suivi, compte tenu du nombre très important de sites à visiter et de leur dispersion géographique. Ainsi, les visites de suivi du PAM pour s'assurer de la fonctionnalité des avoirs après la fin des projets sont loin d'être systématiques. Un suivi de la situation des BCV a été effectué par le SB de Kaolack en octobre 2013, mais il n'y a pas eu de mise à jour conséquente depuis. Aussi, alors que l'année 2014 a connu le plus gros volume d'activités pour la C1 et que nombre d'entre elles ont été achevées en toute fin d'année, on s'étonne de relever dans le 1er rapport trimestriel de S-E pour 2015 qu'aucune mission de suivi n'a été menée sur les sites 3A ou les BCV du PP.
22. Concernant la remontée et le traitement des données, celles sur les principaux produits (bénéficiaires et vivres) sont obtenues à partir des rapports des partenaires (CPR), dont le format a été revu pour permettre une transmission électronique. Il est toutefois difficile pour les SB d'obtenir les CPR en temps voulu et avec le niveau d'exactitude requise. En outre, le BP reconnaît qu'un certain nombre de rapports ont été perdus (notamment lors de la création du SB de Tambacounda) et que leur encodage à différents niveaux a été source de confusion. Une procédure spécifique au traitement des CPR a été élaborée par l'unité S-E, mais n'a pas encore véritablement été mise en application à ce jour.

## Annexe 8 : Composante 2 – Informations complémentaires

### Suivi et évaluation

1. Le PAM a développé ses propres outils de suivi<sup>18</sup>, qui nous ont été très utiles, puisque la mission s'est déroulée sans site actif. Le système de rapportage, est intégré dans celui du MSAS et de la CLM, qui sont ainsi organisés : pour le MSAS, les postes de santé envoient les rapports mensuels aux points focaux des districts sanitaires, qui préparent les rapports consolidés et les envoient au sous-bureau du PAM ; pour la CLM, les ONG « Agences d'Exécution Communautaire », préparent les rapports mensuels départementaux, à partir des données fournies par les sites et consolidées par collectivité locale, ces rapports sont ensuite soumis aux bureaux régionaux de la CLM pour validation et envoi au sous bureau du PAM. Les personnes rencontrées apprécient positivement l'intégration des systèmes de suivi, et reconnaissent les problèmes auxquels elles sont confrontées, par exemple, l'insuffisance des missions de suivi, les retards de transmission des rapports des postes de santé ou encore la mobilité des points focaux tant au niveau de la CLM que du MSAS.

### Tableaux et graphiques cités dans le rapport

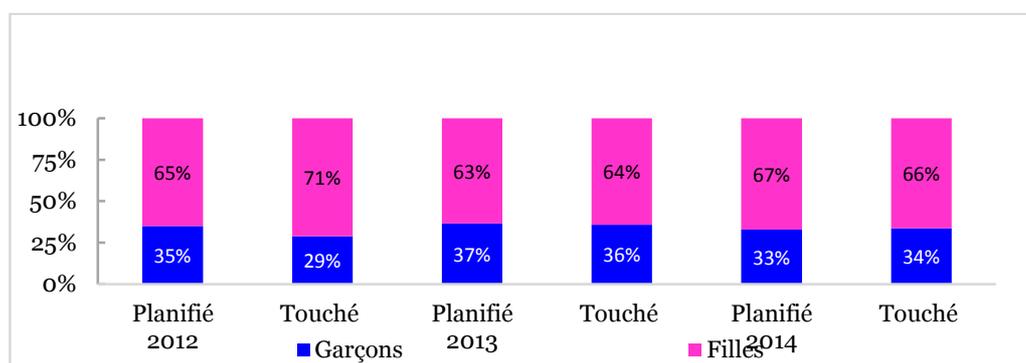
2. Les tableaux et graphiques suivants cités dans le rapport fournissent des informations détaillées concernant les produits et les effets de la composante 2.

**Annexe 8 Tableau 1 : Composante 2 - Bénéficiaires planifiés et touchés par an**  
(Source : SPR 2012, 2013, 2014)

	<b>Planifié</b>	<b>Touché</b>	<b>% réalisation</b>
2012	97 101	13 314	14%
2013	86 254	30 690	36%
2014	66 376	44 498	67%
<b>Total</b>	<b>249 731</b>	<b>88 502</b>	<b>35%</b>

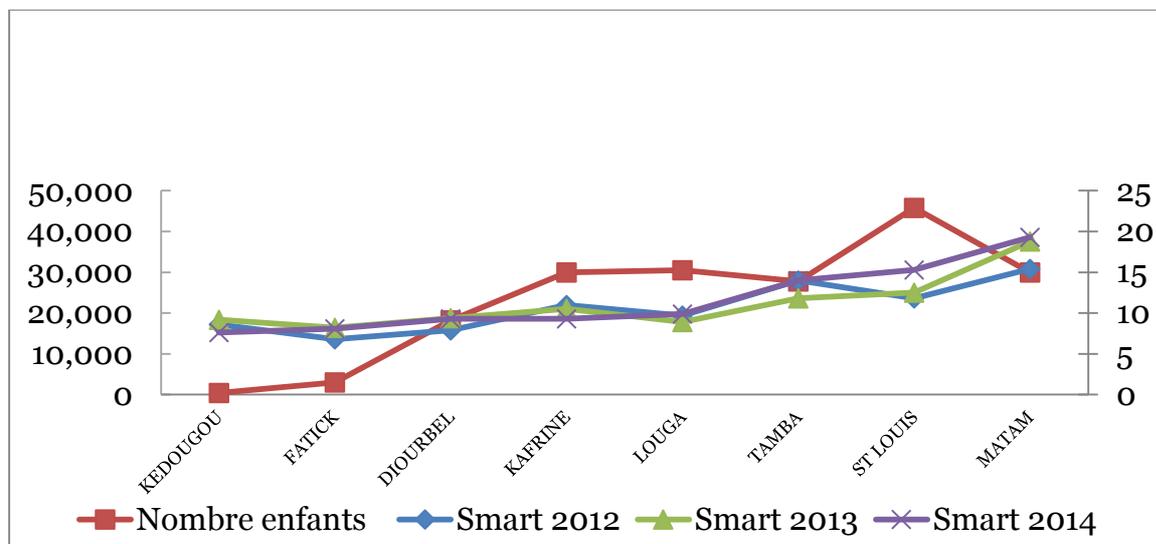
### **Annexe 8 Figure 1: Composante 2 - Répartition des bénéficiaires planifiés et touchés par sexe**

(Source : SPR 2012, 2013, 2014)



**Annexe 8 Figure 2 : Composante 2 - Enfants 6-59 mois MAM touchés par région et selon la prévalence de la MAG**

(Source : Fichier de suivi des CPR, SMART 2012, 2013 et 2014)



**Annexe 8 Tableau 2 : Composante 2 - Vivres planifiés et distribués par an**  
(Source: SPR 2012, 2013, 2014)

	2012	2013	2014	Total
<b>Planifié</b>	<b>1 152</b>	<b>1 631</b>	<b>1 147</b>	<b>3 930</b>
<b>Distribué</b>	<b>184</b>	<b>339</b>	<b>888</b>	<b>1 411</b>
<b>% réalisation</b>	<b>16%</b>	<b>21%</b>	<b>77%</b>	<b>38%</b>

**Annexe 8 Tableau 3 : Composante 2 - Autres produits réalisés**

(Source: Senegal CP 200249 SPR 2012, 2013, 2014)

		Planif.	Réalisé	% réal.
2012	<b>OS 3 : Traitement de la malnutrition</b>			
	Nombre de session de distribution	12	9	75%
	Nombre de centre de santé appuyés	739	739	100%
	Nombre personnel formé sur la distribution			
	<b>OS 4 : Prévention malnutrition chronique</b>			
	Nombre de femmes formées sur production farine	40	40	100%
	Quantité de farine produit par les groupements	1	16	1600%
	Nombre de démonstrations culinaires organisées			
	<b>OS 5: Renforcement capacité Nationale</b>			
	Pourcentage vivres enrichis achetés localement par rapport aux achats	10	0	0%
Sel iodé acheté auprès Gie par rapport achats locaux	10	0	0%	
2013	<b>OS 3: Traitement de la malnutrition</b>			
	Nombre de session de distribution	9	3	33%
	Nombre de centre de santé appuyés	2958	2958	100%
	Nombre personnel formé sur la distribution			
	<b>OS 4 : Prévention malnutrition chronique</b>			
Nombre de femmes formées sur production farine				

	Quantité de farine produit par les groupements	8	12	150%
	Nombre de démonstrations culinaires organisées	5919	5919	100%
	<b>OS 5: Renforcement capacité Nationale</b>			
	Pourcentage de vivres enrichis achetés localement par rapport aux achats			
	Sel iodé acheté auprès Gie par rapport achats locaux			
2014	<b>OS 3:Traitement de la malnutrition</b>			
	Nombre de session de distribution	36	30	83%
	Nombre de centre de santé appuyés	1210	1210	100%
	Nombre personnel formé sur la distribution			
	<b>OS 4 : Prévention malnutrition chronique</b>			
	Nombre de femmes formées sur production farine			
	Quantité de farine produit par les groupements			
	Nombre de démonstrations culinaires organisées			
	<b>SO 5: Renforcement capacité Nationale</b>			
	Pourcentage de vivres enrichis achetés localement par rapport aux achats			
	Sel iodé acheté auprès Gie par rapport achats locaux			
	Code couleur	non mesuré		

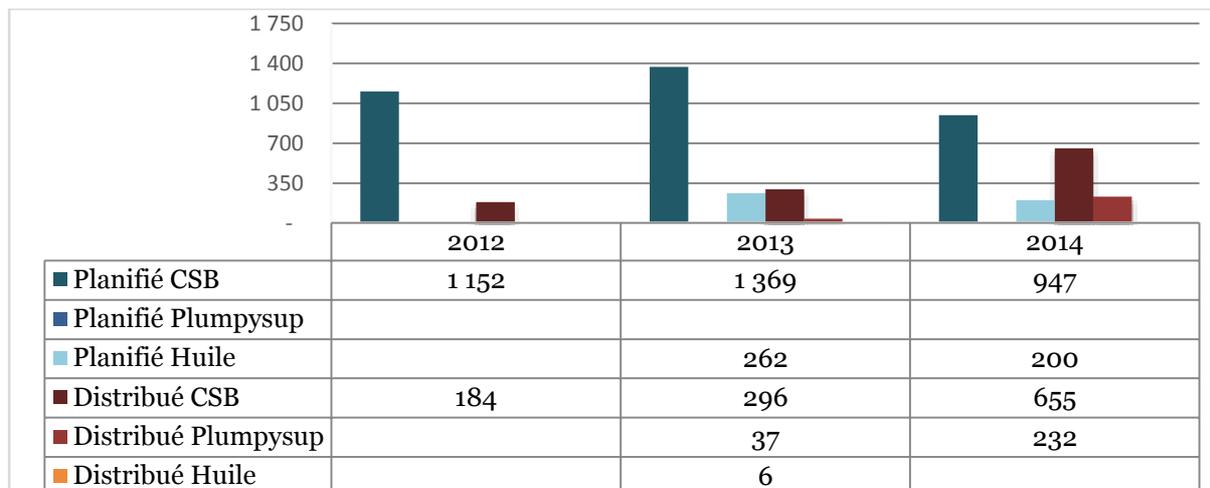
<b>Annexe 8 Tableau 4 : Composante 2 – Evolution de la prévalence de la malnutrition aiguë dans les régions d'intervention</b>			
	<b>Smart 2012</b>	<b>Smart 2013</b>	<b>Smart 2014</b>
Kédougou	9	9	8
Fatick	7	8	8
Diourbel	8	9	9
Kaffrine	11	11	9
Louga	10	9	10
Tambacounda	14	12	14
Saint-Louis	12	13	15
Matam	15	19	19
<b>Code couleur</b>	Précaire		
	Sévère		
	Critique		

### **Graphiques additionnels**

- La figure 3, fait apparaître des incohérences dans la planification des vivres : 262 tonnes d'huile reçues en 2013 et 200 tonnes en 2014, pour 6 tonnes distribuées en 2013 ; le PlumpySup n'a jamais fait l'objet de planification, alors qu'il s'agit du produit destiné à la majorité des bénéficiaires de la composante.

### Annexe 8 Figure 3 : Composante 2 - Vivres planifiés et distribués par commodité

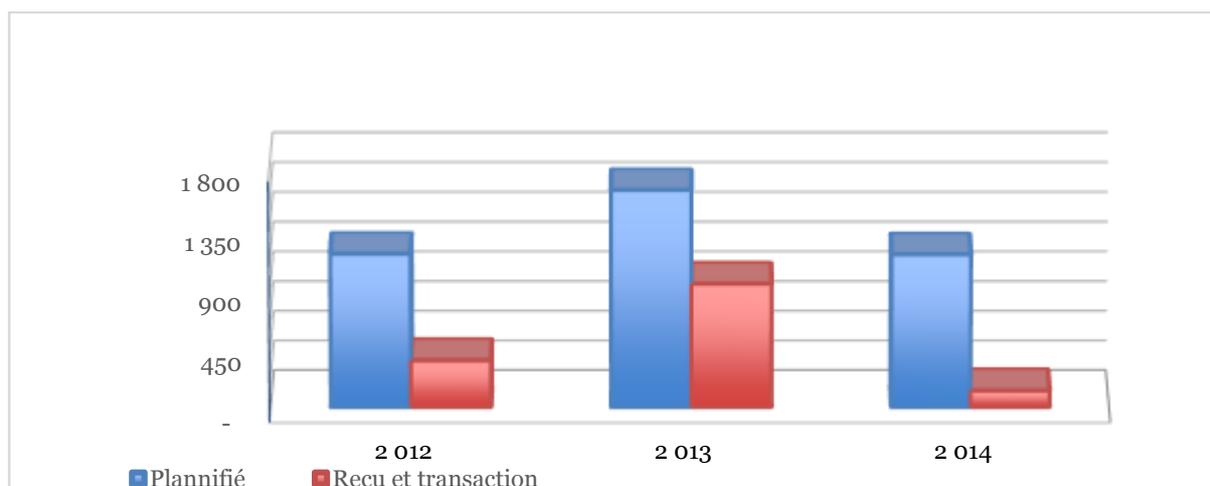
(Source: SPR 2012, 2013, 2014)



4. Les figures 4 et 5, montrent d'une autre manière la surestimation des besoins en vivres. Le financement était insuffisant pour acheter les quantités planifiées (figure 6), mais les vivres distribués ont toujours été inférieurs aux vivres disponibles (reçu et transaction).

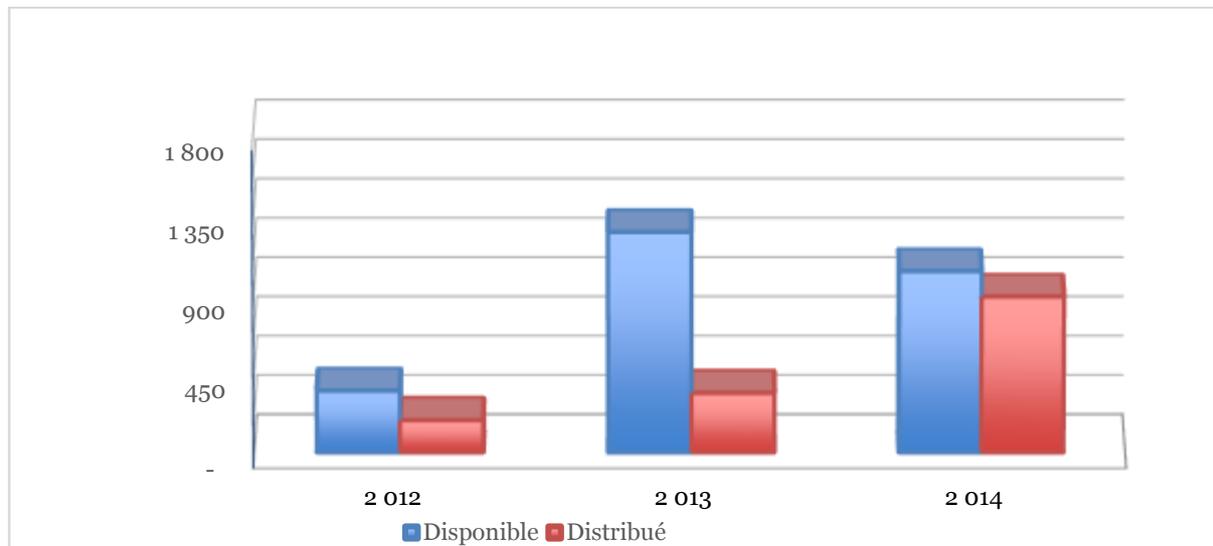
### Annexe 8 Figure 4 : Composante 2 – Vivres planifiés et reçus par an

(Source: SPR 2012, 2013, 2014)



**Annexe 8 Figure 5 : Composante 2 - Vivres disponibles et distribués par an**

(Source: SPR 2012, 2013, 2014)



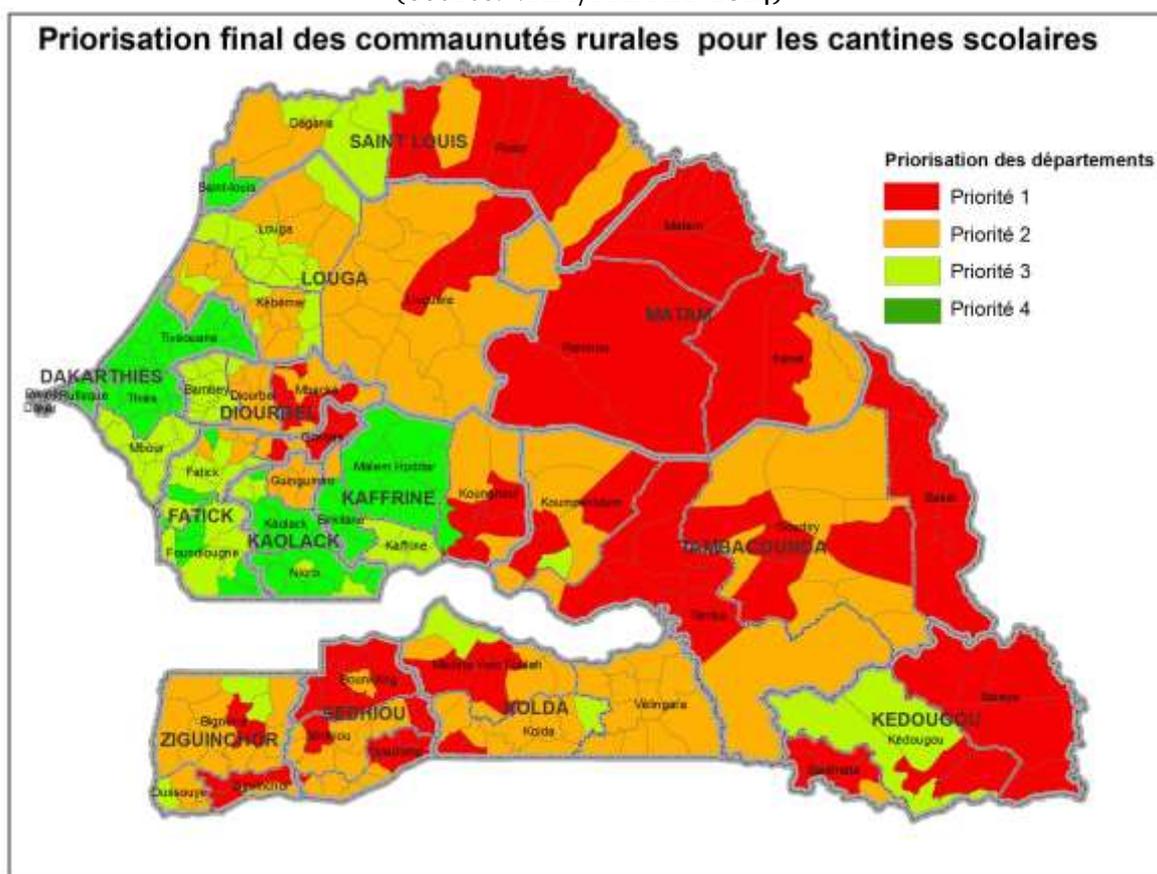
## Annexe 9 : Composante 3 – Informations complémentaires

### Cartographie du ciblage priorisé adopté en 2014

1. En 2014 les critères de ciblage ont été affinés par l'unité d'alimentation scolaire avec l'appui du VAM au niveau du BP : i) priorisation des départements sur la base d'un indicateur composite (critère de concentration) à travers une analyse spatiale combinant les taux d'insécurité alimentaire, la situation nutritionnelle et les indicateurs de performances du secteur ; ii) ciblage des communautés rurales dans ces départements basé sur l'analyse des chocs et de l'insécurité alimentaire des communautés rurales depuis les trois dernières campagnes agropastorales (les cantines scolaires y constituant un filet de protection sociale) ; et iii) choix définitif d'une communauté rurale devant abriter une cantine déterminé en intégrant les informations sur la présence des projets/activités connexes du PAM.

#### Annexe 9 Figure 1 : Composante 3 – Cartographie de priorisation des départements

(Source: VAM/PAM BP 2014)



## Résumé de l'analyse SABER

### Objectifs stratégiques

**1. Cadres Politiques (Résumé):** Il existe un document de politique nationale d'alimentation scolaire mais dans la stratégie nationale de développement économique et social (SNDES 2012-2017), la question de l'alimentation scolaire n'est pas prise en charge. Cependant l'alimentation scolaire est prise en compte dans le programme national d'investissement agricole (PNIA) comme filet de sécurité alimentaire.

### Statut



**2. Capacité Financière**  
Résumé : L'alimentation scolaire est incluse dans le processus de planification nationale. Il existe une ligne dans le budget de l'Etat exécutée au niveau déconcentré (IA, IEF, collèges mais non au niveau écoles) mais le montant est insuffisant. Les gestionnaires régionaux des cantines sont limités par leurs capacités en planification et sont confrontés à la lourdeur des procédures administratives.



**3. Capacité Institutionnelle et Coordination**  
Résumé. Il existe un cadre multisectoriel mais non encore formalisé, et une équipe technique, relevant de l'unité de coordination et de suivi de la politique économique du Sénégal. Un dispositif de coordination intra sectorielle existe mais sa fonctionnalité reste à être améliorée. Au niveau régional et local on note des besoins en ressources (humaines, financières et matérielles) et en renforcement de capacités.



**4. Conception et Mise en œuvre**  
Résumé: Il existe un plan de suivi et des outils, cependant la fiabilité des données et la qualité des rapports posent problème. Il y a un ciblage multicritères (vulnérabilité, zone rurale, Taux de scolarisation). Le besoin de norme/ standard en matière de panier alimentaire a été diagnostiqué mais le document de politique actuel d'AS est muet sur la question qui n'est donc pas concrétisée. Le Gouvernement n'achète pas encore de denrées aux producteurs locaux, une phase pilote est en cours. Il y a des programmes complémentaires d'entreposage.



### Suivi-Evaluation

2. Le suivi de cette composante est assuré au niveau central par la DCaS qui gère la base de données BALISE développée durant le PP de pays précédent avec l'appui du PAM. Divers outils ont été élaborés par le BP pour la collecte de données : registre qui inclut un guide d'utilisation et les fiches à remplir au niveau des écoles et un protocole pour les visites de suivi des agents des sous-bureaux du PAM. Malgré ces efforts, le constat du BP résume bien la situation : « Le programme reste confronté à certaines difficultés liées notamment au nombre élevé d'établissements appuyés par le PAM sur l'ensemble du territoire national occasionnant ainsi des difficultés d'approvisionnement et de suivi régulier des écoles. De nombreux problèmes sont notés dans le fonctionnement et le suivi des cantines en l'occurrence, le manque d'infrastructures adéquates (magasin, cuisine réfectoire), des détournements de vivres dans certaines écoles, un manque d'engagement des communautés, une difficulté dans la saisie, la transmission de

données fiables et la production de rapports trimestriels / annuels pour le dispositif de suivi BALISE vers les IEF et la DCaS. »<sup>19</sup>

3. Dans les écoles visitées par l'équipe d'évaluation, la plupart des directeurs et gestionnaires ont reçu une formation organisée par le PAM sur la gestion des vivres et le remplissage des registres et fiches ; seuls ceux nouvellement affectés n'avaient pas encore reçu cette formation. Nonobstant ces formations, des problèmes persistent (mentionnés lors des entrevues) : des insuffisances dans le remplissage des fiches de collecte de données (certaines de ces fiches sont incomplètes, les écoles n'ayant renseigné qu'une partie des données requises) ; la transmission très tardive des fiches engendrant des retards dans l'élaboration des rapports trimestriels sur la gestion des vivres ; et la non concordance des données.

### **Bénéficiaires**

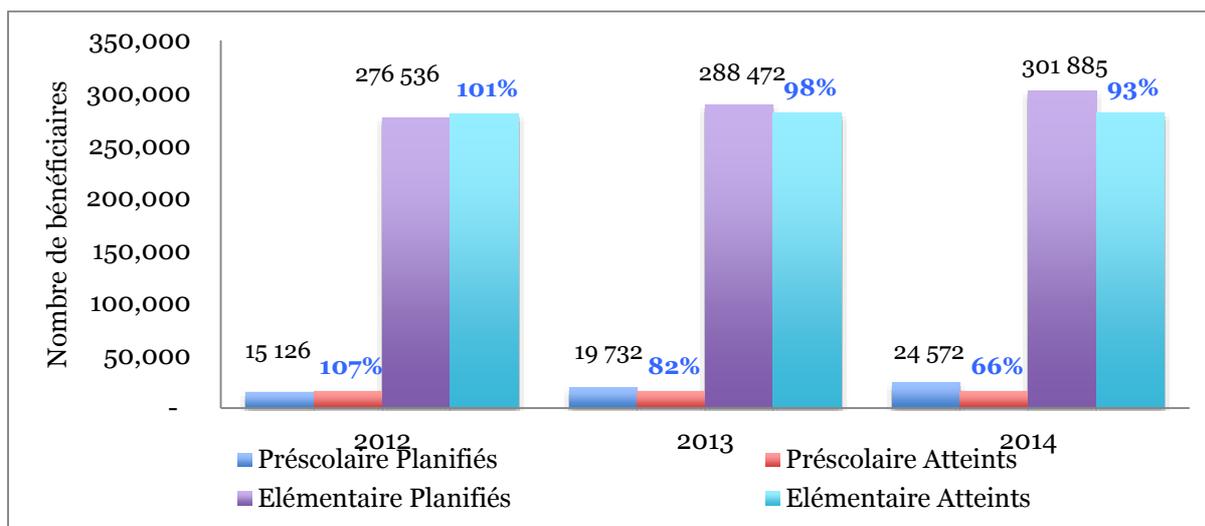
4. Le nombre planifié de bénéficiaires au niveau du préscolaire a été augmenté d'environ un quart chaque année; alors que l'augmentation dans les nombres de bénéficiaires dans les écoles élémentaires se situait à environ 4,5%, un taux cohérent avec les effets attendus des cantines scolaires et des politiques éducatives qui visent à élargir l'accès à l'enseignement élémentaire (MEN 2003 ; MEN 2012). Aucune explication plausible n'a pu être obtenue sur la justification de cette augmentation significative des chiffres planifiés au niveau du préscolaire.

<b>Annexe 9 Tableau 1 : Composante 3 - Nombres de bénéficiaires planifiés versus actuels</b>								
Année	Type d'école	Planifié (source : document de projet/RB4)			Actuel (Source : SPR 3012, 2013, 2014)			% atteints
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
2012	EE et daaras	138 268	138 268	276 536	138 679	141 738	280 417	101%
	Préscolaires	7 563	7 563	15 126	7 501	8 715	16 216	107%
	<b>Sous-total</b>	<b>145 831</b>	<b>145 831</b>	<b>291 662</b>	<b>146 180</b>	<b>150 453</b>	<b>296 633</b>	<b>102%</b>
2013	EE et daaras	144 236	144 236	288 472	137 648	143 518	281 166	98%
	Préscolaires	9 866	9 866	19 732	7 526	8 711	16 237	82%
	<b>Sous-total</b>	<b>154 102</b>	<b>154 102</b>	<b>308 204</b>	<b>145 174</b>	<b>152 229</b>	<b>297 403</b>	<b>97%</b>
2014	EE et daaras	150 942	150 943	301 885	137 648	143 518	281 166	93%
	Préscolaires	12 286	12 286	24 572	7 526	8 711	16 237	66%
	<b>Sous-total</b>	<b>163 228</b>	<b>163 229</b>	<b>326 457</b>	<b>145 174</b>	<b>152 229</b>	<b>297 403</b>	<b>91%</b>

<sup>19</sup> MEN/DCas. 2014. Contrat de Performance entre la DCas et les IA.

**Annexe 9 Figure 2 : Composante 3 – Nombre et proportion de bénéficiaires planifiés et atteints par type d'école**

(Source : SPR 2012, 2013 et 2014)



5. Pour 2015 les chiffres définitifs de bénéficiaires n'étant pas disponibles,<sup>20</sup> les chiffres planifiés sont présentés dans le Tableau ci-dessous.

**Annexe 9 Tableau 2 : Composante 3 – Nombre de bénéficiaires à fin Octobre 2015**

(Source : RB4 et plans de livraisons)

Période	Objectif chiffré (RB 4)	Planification opérationnelle	
		Bénéficiaires Nombre et % par rapport à l'objectif chiffré	Ecoles Ciblées
2 <sup>ème</sup> semestre 2014-2015 <sup>a</sup>	309 985	87 377 (28,2%)	675 <sup>c</sup>
1 <sup>er</sup> semestre 2015-2016 <sup>b</sup>	309 985	47 947 (15,5%)	335 <sup>d</sup>

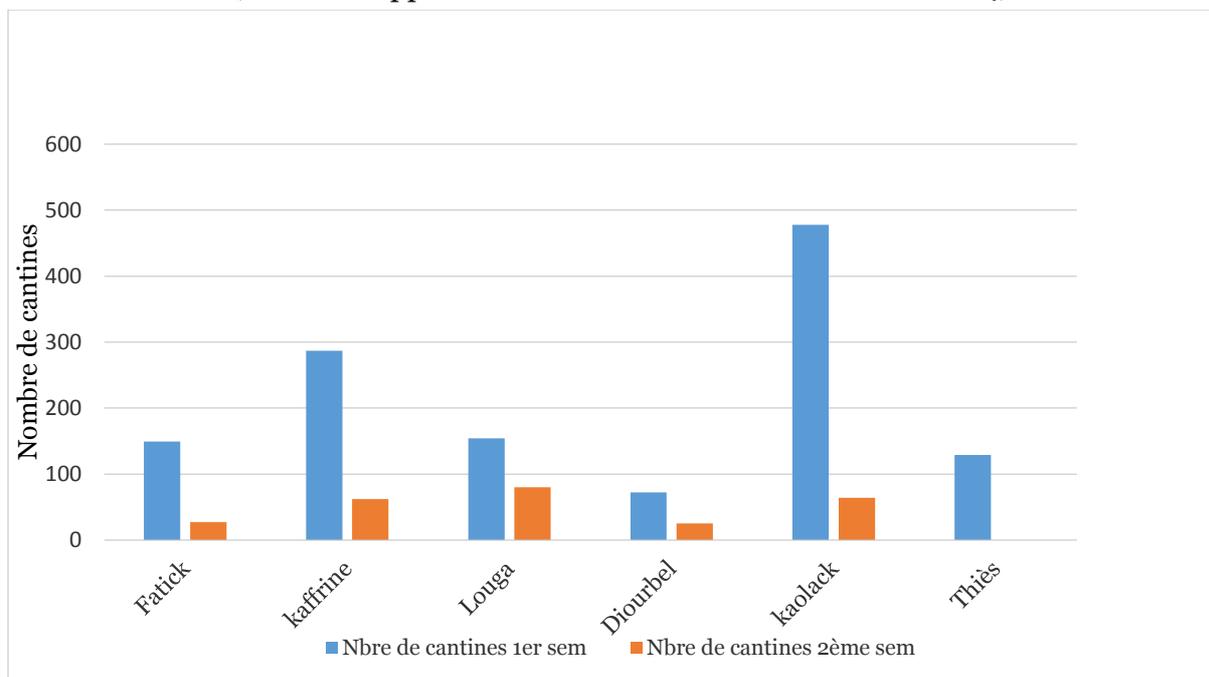
<sup>a</sup> PAM BP. 2014. Plan de livraison + Food Release Note Cantines scolaires CP 2<sup>ème</sup> semestre  
<sup>b</sup> PAM BP. 2014. Plan de livraison CS CP AS 2015-2016 C&V (Semestre 1) Vivres (semestres 1 et 2) pour le 2<sup>ème</sup> semestre 2014-2015  
<sup>c</sup> 622 écoles élémentaires, 44 CTP et 9 daaras  
<sup>d</sup> 301 écoles élémentaires (dont 110 sous modalité C&V), 24 CTP et 10 daaras

6. Le graphique ci-dessous illustre les réductions drastiques du nombre d'écoles assistées au cours d'une même année scolaire. Selon le rapport du sous-bureau de Kaolack, face à l'insuffisance de ressources, un nouveau ciblage géographique a été fait sous la direction de l'unité VAM, suivi de la sélection des structures selon les critères définis et en concertation avec les inspections départementales et les coordinateurs des CTP.

<sup>20</sup> Données bénéficiaires atteints durant la période janvier-juin 2015 en cours de vérification par la DCaS ; et procédures de la modalité transfert monétaire/bons pour le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année scolaire 2015-2016 en cours de finalisation durant la visite de l'équipe d'évaluation.

**Annexe 9 Figure 3 : Composante 3 - Evolution du nombre de cantines assistées entre les 1<sup>ers</sup> et 2<sup>nd</sup> semestres de l'année scolaire 2013-2014**

(Source : Rapport Annuel du Sous-Bureau de Kaolack 2014)

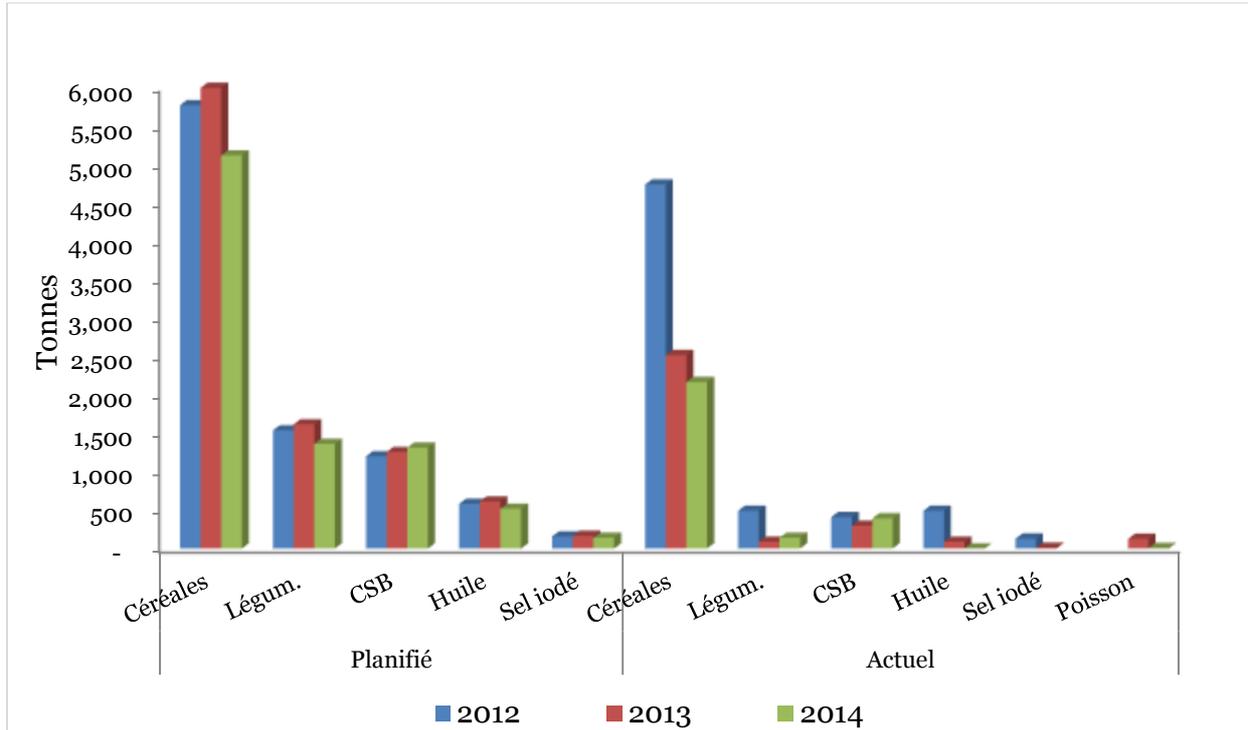


## Vivres

7. Comme le montre le graphique suivant, toutes les denrées distribuées ont été inférieures aux prévisions, mais surtout les légumineuses, l'huile et la farine enrichie.

**Annexe 9 Figure 4 : Composante 3- Vivres planifiés et distribués par denrée**

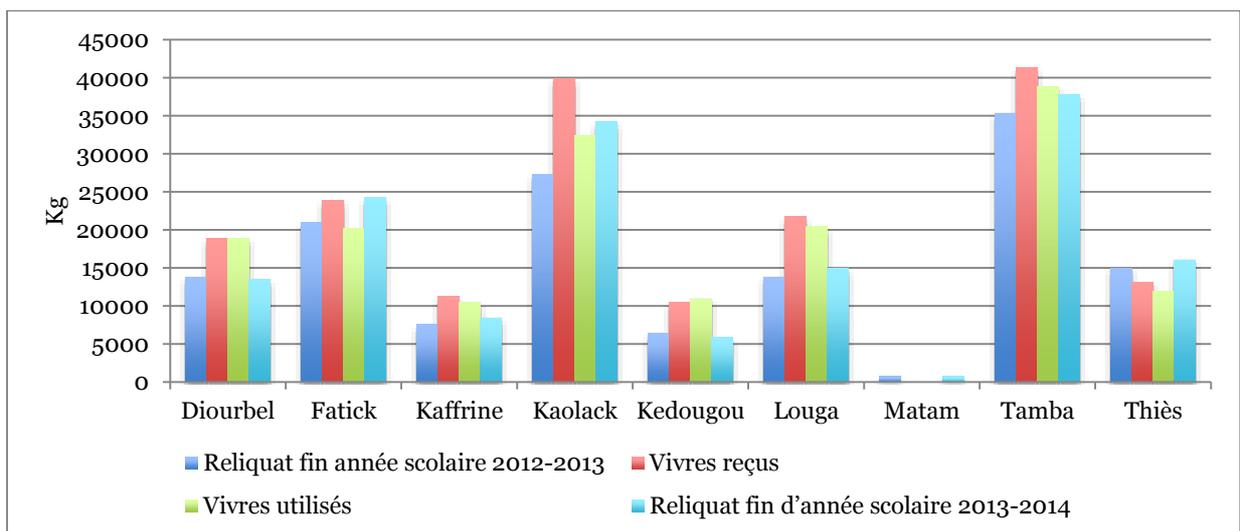
(Source : SPR 2012, 2013, 2014)



En 2013 don en nature des conserves de poisson de JICA (*Japan International Cooperation Agency*)

**Annexe 9 Figure 5 : Composante 3 – Livraisons et utilisations des vivres**

(Source : Analyse des données présentées dans le rapport annuel de la DCaS 2014)



## Annexe 10 : Grille de notation du PP Sénégal 200249

### Grille de notation du PP Sénégal 200249

PP - Grille de notation				
	Critère d'évaluation	Performance		
1	Pertinence du PP au regard des problèmes de sécurité alimentaire, nutrition et éducation au Sénégal	<b>B</b>		
2	Cohérence du PP avec les politiques et stratégies nationales	<b>A</b>		
3	Cohérence du PP avec les politiques et orientations normatives du PAM	<b>B</b>		
4	Complémentarité avec les autres opérations du PAM et celles des autres partenaires	<b>D</b>		
5	Niveau de concrétisation des produits attendus du PP	<b>D</b>		
6	Progrès dans la réalisation des effets du PP par rapport aux cibles fixées	<b>D</b>		
7	Progrès vers l'atteinte des objectifs du PP et probabilité de pérennité des acquis	<b>C</b>		
8	Effizienz de la mise en œuvre du PP	<b>C</b>		
9	Facteurs internes qui ont influencé les résultats			
	• Stratégies de mise en œuvre et synergies au sein du PP	<b>D</b>		
	• Mobilisation des ressources et exécution budgétaire	<b>C</b>		
	• Suivi et évaluation	<b>C</b>		
	• Adéquation des partenariats	<b>C</b>		
	• Ressources humaines et dispositifs institutionnels	<b>D</b>		
10	Facteurs externes qui ont influencé les résultats			
	• Financement du PP	<b>E</b>		
	• Engagement des partenaires institutionnels	<b>B</b>		
	• Obligations/financement des partenaires étatiques	<b>C</b>		
	• Capacités des partenaires de coopération	<b>C</b>		
Notation des critères 1 à 8 :				
A Excellent	B Bon	C Moyen	D Faible	E Très faible
Notation des critères 9 et 10 :				
A Très favorable	B Favorable	C Neutre	D Contraignant	E Très contraignant

## Explications du barème utilisé.

Critère de notation	Barème
<b>Pertinence</b>	
<p><b>Critère 1 : Pertinence du PP au regard des problèmes de sécurité alimentaire, nutrition et éducation au Sénégal au moment de la conception puis de la mise en œuvre de l'opération</b></p>	<p>A. Situation d'excellence. Les objectifs du programme, le ciblage, les activités et les modalités de transfert répondent à tous les besoins de la population en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.</p> <p>B. Pertinence forte. Les objectifs du programme, le ciblage, les activités et les modalités de transfert répondent à la plupart des besoins de la population en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.</p> <p>C. Pertinence moyenne. Les objectifs du programme, le ciblage, les activités et les modalités de transfert répondent à environ la moitié des besoins de la population en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.</p> <p>D. Pertinence relativement faible. Les objectifs du programme, le ciblage, les activités et les modalités de transfert répondent à certains des besoins de la population en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.</p> <p>E. Très peu ou pas du tout d'adéquation. Les objectifs du programme, le ciblage, les activités et les modalités de transfert ne répondent pas du tout aux besoins de la population en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.</p>
<p><b>Critère 2 : Cohérence du PP avec les politiques et stratégies nationales</b></p>	<p>A. Cohérence excellente. La cohérence entre les politiques nationales du Sénégal est excellente pour toutes les composantes du PP.</p> <p>B. Bonne cohérence. La cohérence entre les politiques nationales du Sénégal est forte et cohérente à travers toutes les composantes du PP.</p> <p>C. Cohérence moyenne. La cohérence entre les politiques nationales du Sénégal est assez uniforme sur l'ensemble des composantes du PP.</p> <p>D. Cohérence faible. Il y a cohérence entre les politiques nationales du Sénégal dans certains composants/activités du PP.</p> <p>E. Très faible cohérence. Pas ou peu de rapport ou de cohérence entre les politiques nationales du Sénégal et du PP.</p>
<p><b>Critère 3 : Cohérence avec les politiques et orientations normatives du PAM</b></p>	<p>A. Cohérence excellente. La cohérence entre les stratégies du PAM est excellente dans toutes les composantes du PP.</p> <p>B. Bonne cohérence. La cohérence entre les stratégies du PAM est forte et cohérente à travers toutes les composantes du PP.</p> <p>C. Cohérence moyenne. La cohérence entre les stratégies du PAM est assez uniforme sur l'ensemble des composantes du PP.</p> <p>D. Cohérence faible. Il y a cohérence entre les stratégies du PAM dans certains composants/activités du PP.</p> <p>E. Très faible cohérence. Pas ou peu de rapport ou de cohérence entre les stratégies du PAM et le PP.</p>
<p><b>Critère 4 : Complémentarité du PP avec les autres opérations du PAM et celles des autres partenaires de l'action humanitaire et de développement</b></p>	<p>A. Excellente complémentarité. La complémentarité et la coordination entre le PAM et les interventions des PTF sont excellentes dans toutes les composantes du PP.</p> <p>B. Bonne complémentarité. La complémentarité et la coordination entre le PAM et les interventions des PTF sont fortes et cohérentes à travers toutes les composantes du PP.</p> <p>C. Moyenne complémentarité. La complémentarité et la coordination entre le PAM et les interventions des PTF sont assez cohérentes sur l'ensemble des composantes du PP.</p> <p>D. Complémentarité faible. Il y a une certaine complémentarité et coordination entre le PAM et les interventions des PTF dans certaines activités de certaines composantes du PP.</p> <p>E. Très faible complémentarité. Très peu ou pas de complémentarité et de coordination entre le PAM et les interventions des PTF. Pas ou peu de coordination/complémentarité entre le PAM et les interventions des PTF.</p>
<b>Résultats</b>	
<p><b>Critère 5 : Niveau de concrétisation des produits attendus du PP</b></p>	<p>A. Progrès excellent. Progrès très constants dans la réalisation des produits prévus dans toutes les activités/composantes du PP.</p> <p>B. Progrès moyen à fort. Des progrès constants et progression importante dans la réalisation des produits prévus dans la plupart des activités des diverses composantes du PP.</p> <p>C. Progrès moyen. Progrès assez constants et progression moyenne dans la réalisation des produits prévus dans la plupart des activités des diverses composantes du PP.</p> <p>D. Progrès relativement faible. Il y a des progrès dans la livraison des intrants planifiés dans certaines activités.</p> <p>E. Très peu ou pas de progrès dans la livraison des intrants planifiés. Pas ou peu</p>

Critère de notation	Barème
	de progrès accomplis par le PP dans la réalisation des produits prévus.
<b>Critère 6 : Progrès dans la réalisation des effets du PP par rapport aux cibles fixées</b>	<p>A. Progrès excellent. Progrès très constants dans la réalisation des effets directs prévus du PP dans toutes les activités des trois composantes.</p> <p>B. Progrès moyen à forts. Des progrès constants et importants dans la réalisation des effets directs du PP dans la plupart des activités des trois composantes.</p> <p>C. Progrès moyen. Progression assez constante, mais progrès moyens dans la réalisation des effets directs du PP dans la plupart des activités des trois composantes.</p> <p>D. Progrès relativement faible. Il y a des progrès dans la réalisation des effets directs de certaines activités parmi les trois composantes du PP.</p> <p>E. Très peu ou pas de progrès en vue d'atteindre les effets directs escomptés. Pas ou peu de progrès ont été accomplis.</p>
<b>Critère 7 : Progrès vers l'atteinte des objectifs du PP et probabilité de pérennité des acquis</b>	<p>A. Des progrès ont été plus rapides que prévus pour atteindre les objectifs globaux ; le PP est clairement un facteur déterminant; et la durabilité de la plupart des activités du programme est hautement probable.</p> <p>B. Des progrès tangibles à ce jour ont été accomplis dans la réalisation des objectifs globaux et la pérennité de certaines activités du programme est hautement probable.</p> <p>C. Certains progrès vers les objectifs globaux du PP ont été accomplis, bien que relativement lentement, cependant, des preuves que les choses vont bientôt changer existent et il est probable que certaines activités soient maintenues.</p> <p>D. Peu de progrès à ce jour dans la réalisation des objectifs, mais il y a des raisons de penser que certains objectifs peuvent être atteints à la fin du PP.</p> <p>E. Très faible progrès à ce jour dans la réalisation des objectifs. Réalisation des objectifs globaux improbables à la fin du PP et la probabilité de la durabilité est faible.</p>
<b>Critère 8 : Efficacité de la mise en œuvre du PP</b>	<p>A. Excellente efficacité. Aucune des conditions suivantes ne compromet l'efficacité de PP, et plus de 2 sont nettement positives (coût global par bénéficiaire assez élevé, mise en œuvre retardée, distribution des ressources biaisés vers les coûts d'appui, et viabilité financière compromise).</p> <p>B. Bonne efficacité. Aucune des conditions suivantes ne compromet l'efficacité de PP, et entre 1 à 2 sont nettement positives (coût global par bénéficiaire assez élevé, mise en œuvre retardée, distribution des ressources biaisés vers les coûts d'appui, et viabilité financière compromise).</p> <p>C. Efficacité acceptable. Aucune des conditions suivantes ne compromet l'efficacité du PP, mais aucune n'est clairement positive (coût global par bénéficiaire assez élevé, mise en œuvre retardée, distribution des ressources biaisés vers les coûts d'appui, et viabilité financière compromise).</p> <p>D. Faible efficacité. Au moins une condition suivante a compromis l'efficacité du PP: coût global par bénéficiaire assez élevé, mise en œuvre retardée, distribution des ressources biaisées vers les coûts d'appui, et viabilité financière compromise.</p> <p>E. Très faible efficacité du programme - deux ou plusieurs conditions suivantes ont gravement compromis l'efficacité PP: coût global par bénéficiaire assez élevé, mise en œuvre retardée, distribution des ressources biaisés vers les coûts d'appui, et viabilité financière compromise.</p>
<b>Facteurs explicatifs</b>	
<b>Critère 9 : Facteurs internes qui ont influencé les résultats</b>	<p>A. Facteur avec effet très favorable sur les performances du PP</p> <p>B. Facteur avec effet favorable sur la performance de PP</p> <p>C. Facteur avec effet neutre sur la performance du PP</p> <p>D. Facteur avec effet contraignant sur la performance du PP</p> <p>E. Facteur avec un fort effet contraignant sur la performance du PP</p>
<b>Critère 10 : Facteurs externes qui ont influencé les résultats</b>	<p>A. Facteur avec effet très favorable sur les performances du PP</p> <p>B. Facteur avec effet favorable sur la performance de PP</p> <p>C. Facteur avec effet neutre sur la performance du PP</p> <p>D. Facteur avec effet contraignant sur la performance du PP</p> <p>E. Facteur avec un fort effet contraignant sur la performance du PP</p>

## Annexe 11 : PP 200249 – Informations complémentaires sur l'exécution budgétaire

Niveau d'exécution budgétaire du PP 200249 du 1er janvier 2012 au 23 novembre 2015									
Outil	Type de coût	Budget RB5	Dépenses réalisées					Exécution en % du budget prévisionnel	Ventilation des dépenses (en % du total)
			2012	2013	2014	2015	Total		
Vivres	Transferts alimentaires	3'942'856	2'411'598	4'320'471	2'419'274	-	9'151'342	29%	57%
	Transport externe	3'980'425	96'955	109'928	145'962	-	352'845	9%	2%
	TTEM	6'932'308	317'143	740'709	729'107	90'495	1'877'454	27%	12%
	ODOC Vivres	5'265'266	25'859	58'885	670'823	37'838	793'406	15%	5%
Espèces et Bons	Espèces et Bons	7'147'991	-	-	-	84'291	84'291	1%	1%
	Coûts associés Espèces et Bons	785'683	-	-	-	-	-	0%	0%
Renforcement capacité		2'278'104	-	121'909	22'686	1'979	146'574	6%	1%
Coûts d'appui directs		12'850'126	605'525	820'438	1'293'299	899'453	3'618'714	28%	23%
<b>TOTAL (hors coûts d'appuis indirects)</b>		<b>71'182'759</b>	<b>3'457'080</b>	<b>6'172'339</b>	<b>5'281'151</b>	<b>1'114'056</b>	<b>16'024'625</b>	<b>23%</b>	<b>100%</b>

*Source : tableau construit par la mission d'évaluation sur la base des données fournies par l'unité Programmation budgétaire du BP*